



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**PERSPECTIVES ECONOMIQUES DES ETATS
DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE EN 2013**

Janvier 2013



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

PERSPECTIVES ECONOMIQUES DES ETATS DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE EN 2013

Janvier 2013

TABLE DES MATIERES

PREFACE	iii
ABREVIATIONS ET SIGLES	v
VUE D'ENSEMBLE	1
I – PERFORMANCES ECONOMIQUES DES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA EN 2012.....	3
1.1 - Environnement international en 2012	4
1.2 - Performances économiques d'ensemble de l'Union en 2012	9
1.3 - Défis de politiques économiques à relever par les Etats de l'Union	16
1.4 - Performances économiques par Etat en 2012.....	19
Bénin	19
Burkina	20
Côte d'Ivoire	21
Guinée-Bissau	22
Mali	23
Niger	24
Sénégal	25
Togo	26
II – PERSPECTIVES ECONOMIQUES DES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA EN 2013.....	29
2.1 - Environnement international	31
2.2 - Perspectives économiques de l'UEMOA en 2013	31
2.3 - Risques potentiels sur les perspectives économiques de l'Union en 2013	34
2.4 - Actions prioritaires pour conforter les perspectives macroéconomiques	35
2.5 - Perspectives économiques par Etat	37
Bénin	37
Burkina	39
Côte d'Ivoire	42
Guinée-Bissau	46
Mali	48
Niger	49
Sénégal	53
Togo	56
ANNEXES STATISTIQUES	63

ENCADRES

1	Mesures récentes prises pour la sortie de crise dans la Zone euro.....	6
2	Mesures prises pour contenir la hausse des prix des céréales.....	10
3	Perspectives de récolte céréalière dans l'UEMOA au cours de la campagne agricole 2012/2013.....	36
4	La Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD) au Burkina.....	41
5	Impact de la croissance en Côte d'Ivoire sur l'économie régionale de l'UEMOA.....	44
6	L'initiative 3 N (« les Nigériens nourrissent les Nigériens ») : un engagement politique pour mettre les Nigériens à l'abri de la famine et de la soif.....	51
7	Le nouveau Code des Investissements du Sénégal.....	54
8	Le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) au Togo.....	58

LISTE DES TABLEAUX

1.0	Taux de croissance du PIB réel	4
1.1	Taux de croissance du PIB réel dans l'UEMOA, 2008-2012	9
1.2	Critères de convergence des Etats membres de l'UEMOA en 2011 et 2012	12
1.3	UEMOA : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2008-2012	15
1.4	Règlements attendus au titre de la dette extérieure et de marché en 2012	18
2.0	UEMOA : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2009-2013	33
2.1	BENIN : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2009-2013	38
2.2	BURKINA : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2009-2013	40
2.3	COTE D'IVOIRE : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2009-2013	43
2.4	GUINEE-BISSAU : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2009-2013	47
2.5	MALI : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2009-2013	48
2.6	NIGER : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2009-2013	50
2.7	SENEGAL : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2009-2013	53
2.8	TOGO : Principaux indicateurs macroéconomiques, 2009-2013	57

LISTE DES GRAPHIQUES

1	Graphique 1 - Evolution des cours des principales matières premières exportées par les pays de l'UEMOA, 2010-2012	8
2	Graphique 2 - Performances macroéconomiques de l'UEMOA, 2011-2012	11
3	Graphique 3 – Evolution du taux de croissance du PIB réel dans l'UEMOA (1991-2012).....	17
4	Graphique 4 - Perspectives macroéconomiques de l'UEMOA en 2013.....	32

PRÉFACE

L'élaboration du Rapport sur les Perspectives Economiques des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'inscrit dans le cadre de l'exercice par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), de sa mission de Conseiller économique et financier des Etats membres. A ce titre, elle participe de la volonté de l'Institut d'émission d'offrir aux décideurs politiques, aux milieux d'affaires, aux services d'analyse conjoncturelle et aux établissements de crédit, des éclairages utiles sur l'évolution de l'environnement économique et financier des pays de l'UEMOA. En cela, la Banque Centrale répond également à l'exigence de transparence et de communication en matière de politique économique, en général, et de politique monétaire, en particulier, que lui impose son mandat de stabilisation des prix. Dans cette perspective, le Rapport rend compte des analyses effectuées par la BCEAO à partir des projections des grandes tendances des variables macroéconomiques et des mutations structurelles qui caractérisent les pays de l'Union.

Ces analyses s'appuient essentiellement sur les résultats des travaux réalisés par la BCEAO, dans le cadre de ses activités de suivi de la conjoncture, de la convergence des politiques et performances économiques des Etats membres et de formulation des mesures de politique monétaire.

Le document est principalement axé sur l'évolution de l'activité économique dans les pays membres de l'UEMOA en 2012 et les orientations prévisibles de la conjoncture économique et financière dans l'Union au cours de l'année 2013. Il passe en revue les défis auxquels les Etats membres devraient faire face au cours des prochaines années, eu égard à l'évolution de l'environnement international et interne, puis propose des actions qui pourraient être menées aux plans national et régional pour contenir l'effet des chocs exogènes sur la croissance économique de l'Union. Des encadrés, traitant des sujets spécifiques et des aspects sectoriels de l'environnement économique de l'UEMOA, sont également proposés aux lecteurs.

ABREVIATIONS ET SIGLES

BAD	: Banque Africaine de Développement
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
BRVM	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
CPM	: Comité de Politique Monétaire
DSRP	: Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
FEC	: Facilité Elargie de Crédit
FMI	: Fonds Monétaire International
IADM	: Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
IDE	: Investissements Directs Etrangers
INSEE	: Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
MES	: Mécanisme Européen de Stabilité
MCA	: Millennium Challenge Account
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
PASA	: Projet d'Appui au Secteur Agricole
PADAT	: Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture au Togo
PPAAO	: Projet de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest
PER	: Programme Economique Régional
PIB	: Produit Intérieur Brut
PND	: Programme National de Développement
PVI	: Programme de Vérification des Importations
PNIASA	: Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire
PPTTE	: Pays Pauvres Très Endettés
SCADD	: Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	: Union Monétaire Ouest Africaine

VUE D'ENSEMBLE

Les économies des Etats membres de l'UEMOA ont évolué dans un contexte économique et financier international qui ne s'est guère amélioré en 2012. Cinq ans après le déclenchement de la crise financière mondiale, la gestion de ses effets est demeurée le principal défi auquel toutes les économies ont été confrontées à des degrés divers.

Dans les pays développés, l'accent a été mis sur la réduction des déficits budgétaires afin de rendre la dette publique plus soutenable, la consolidation du système bancaire et la restauration de la compétitivité. Cependant, la rigueur de la politique budgétaire a négativement impacté la croissance économique dans ces pays qui ont, dès lors, subi les défiances des marchés financiers, enregistré des taux de chômage excessifs ainsi qu'une perte de confiance auprès des ménages. Selon l'INSEE, l'indicateur synthétique de la confiance des ménages en France a gagné deux points en décembre 2012 par rapport à novembre 2012, mais il reste toujours inférieur à la moyenne observée sur la période allant de janvier 1987 à décembre 2011.

La prise en compte de ces facteurs a conduit le Fonds Monétaire International (FMI) à réviser à la baisse ses perspectives de croissance de l'économie mondiale. Ainsi, la croissance mondiale ressortirait à 3,2% en 2012 pour une prévision initiale de 4,0% et une progression de 3,9% en 2011.

Au niveau de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), les retombées positives sur l'économie régionale de la reprise de l'activité en Côte d'Ivoire ont été atténuées par l'apparition de nouvelles incertitudes liées au risque d'insécurité alimentaire induit par la chute de la production vivrière au cours de la campagne 2011/2012 et à l'éclatement des crises au Mali et en Guinée-Bissau. Toutefois, l'ampleur de la reprise économique en Côte d'Ivoire, l'essor de la production minière consécutif à

la mise en valeur, ces dernières années, de plusieurs projets dans les domaines aurifère et pétrolier, le redressement de la production agricole au cours de la campagne 2012/2013 et le raffermissement de la production industrielle, dans un contexte d'amélioration de la disponibilité de l'offre d'énergie électrique contribueraient à imprimer une dynamique de croissance aux économies de la Zone. Le PIB progresserait de 5,8%, en termes réels.

Le taux d'inflation de l'Union s'est établi en moyenne à 2,4% en 2012, traduisant une décrue par rapport au taux de 3,9% enregistré en 2011, sous l'effet des mesures d'urgence mises en œuvre par les Gouvernements pour améliorer l'approvisionnement des marchés et rendre accessibles les produits alimentaires à prix modéré aux populations les plus vulnérables.

L'exécution des opérations financières des Etats en 2012 se traduirait par une augmentation de 0,5 point de pourcentage du déficit global, base engagements, hors dons, qui ressortirait à 6,9% du PIB. Cette évolution reflète principalement l'impact des dépenses prioritaires engagées par la plupart des Etats membres pour stabiliser les prix des produits alimentaires et pétroliers ainsi que les efforts d'investissements publics, en matière d'infrastructures.

Les estimations de la balance des paiements font ressortir un déficit de 168,2 milliards en 2012, contre un déficit de 10,4 milliards un an plus tôt, du fait de la forte dégradation du compte courant, partiellement compensée par l'augmentation des flux de financement extérieurs. Le déficit du compte des transactions courantes, hors dons, représenterait 7,6% du PIB, soit 3,5 points de pourcentage de plus qu'en 2011, sous l'effet de la détérioration du solde de la balance des biens et services ainsi que de celle des revenus nets.

Au plan monétaire et financier, la Banque Centrale a poursuivi, durant l'année 2012, la conduite d'une politique monétaire accommodante, afin de soutenir le regain d'activité dans l'Union. La masse monétaire progresserait de 8,3%, en glissement annuel à fin décembre 2012, en liaison exclusivement avec le renforcement de 13,3% du crédit intérieur. Les interventions globales de l'Institut d'émission en faveur des banques, des établissements financiers et des Trésors nationaux ressortiraient à 1.705,2 milliards au 31 décembre 2012, en hausse de 18,3% par rapport au niveau enregistré en décembre 2011.

Sur le marché financier régional, les indices de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) ont enregistré une bonne orientation en 2012, en liaison essentiellement avec le regain d'activité en Côte d'Ivoire. Le principal indice boursier (BRVM10) a progressé de 16,1% entre le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2012.

En perspective, l'activité économique au sein de l'Union devrait connaître une accélération, au cours de l'année 2013. Le taux de croissance du PIB de l'Union, en termes réels, ressortirait à 6,5% contre 5,8% en 2012, sous l'effet du rythme soutenu de l'expansion économique en Côte d'Ivoire, au Niger, au Burkina et, dans une moindre mesure, au Togo, au Sénégal et au Bénin. La croissance économique serait portée par les secteurs tertiaire et secondaire, dont les contributions représenteraient respectivement 3,2 points et 2,1 points. Les actions entreprises par les Etats membres de l'UEMOA pour augmenter la production vivrière et de rente permettraient de maintenir la contribution du secteur primaire à 1,2 point en 2013.

Le taux d'inflation se situerait, en moyenne, autour de 2,1% en 2013, dans l'hypothèse d'une bonne production agricole vivrière et d'une stabilité des principales variables de l'environnement international.

Au plan des finances publiques, le déficit budgétaire global, hors dons, se réduirait de 1,4 point de pourcentage du PIB, en représentant 5,5% du PIB, en liaison principalement avec la baisse des dépenses totales, en raison d'une meilleure rationalisation des dépenses courantes.

Les échanges extérieurs se solderaient en 2013 par un excédent de 50,0 milliards consécutif à un renforcement du compte de capital et d'opérations financières qui permettrait de contenir l'augmentation du déficit du compte des transactions courantes, hors dons publics, induite essentiellement par la hausse du fret et la baisse des revenus nets.

Dans l'hypothèse d'une orientation inchangée de la politique monétaire au cours de l'année 2013, la masse monétaire progresserait de 9,1%, sous l'effet de l'augmentation de 10,2% de l'encours du crédit intérieur et de la consolidation de 3,3% des avoirs extérieurs nets.

Plusieurs facteurs de risque pourraient entraver la réalisation de ces performances. Ils sont relatifs à la fragilité des bases de la croissance dans les Etats, à leur dépendance toujours forte des financements extérieurs, à l'absence de maîtrise de l'impact des aléas climatiques sur la production agricole et à l'insuffisance de l'offre d'énergie électrique pour satisfaire les besoins de plus en plus importants. Dès lors, les Etats devraient envisager des actions vigoureuses afin d'exploiter au mieux les potentialités existantes. A cet effet, la priorité devrait être accordée principalement à :

- la diversification des moteurs de la croissance économique, afin de renforcer la résilience des économies de la Zone aux chocs exogènes ;
- l'accélération de la mise en œuvre par les Etats des politiques et programmes sectoriels propres à soutenir la production agricole et à contribuer à la maîtrise accrue des risques inflationnistes d'origine alimentaire ;
- la mise en œuvre des réformes institutionnelles et juridiques qui favoriseraient une participation du secteur privé au financement des investissements, dans le cadre de partenariats public/privé (PPP), notamment dans le domaine de l'énergie électrique.



**PERFORMANCES ECONOMIQUES
DES ETATS DE L'UEMOA EN 2012**



1.1- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL EN 2012

Cinq ans après son déclenchement, la gestion des effets de la crise financière mondiale est demeurée le principal défi auquel les pays développés comme en développement ont été confrontés à des degrés divers en 2012. La crise de la Zone euro a été l'une des principales sources de préoccupation et d'incertitude qui a pesé sur les perspectives économiques et financières mondiales. La plupart des régions du monde ont été affectées par les incertitudes suscitées par l'aggravation de la crise des dettes souveraines, les conséquences des politiques budgétaires drastiques mises en œuvre par de nombreux pays

développés dans le but de réduire les déficits publics et la décélération du commerce mondial.

Les effets combinés de ces facteurs ont entraîné un ralentissement de l'activité économique aussi bien dans les pays développés que dans les pays émergents et en développement. Cette situation a amené le Fonds Monétaire International (FMI) à réviser à la baisse, à quatre reprises, ses prévisions de croissance de l'économie mondiale. La dernière estimation faite en janvier 2013 situe le taux de croissance à 3,2% en 2012 contre 3,9% en 2011. Les prévisions initiales faites en septembre 2011 tablaient sur une expansion de 4,0%.

Tableau 1.0 : Taux de croissance du PIB réel

	2010	2011	2012	2013
Economie mondiale	5,1	3,9	3,2	3,5
Pays avancés	3,0	1,6	1,3	1,4
Etats-Unis	2,4	1,8	2,3	2,0
Zone euro	2,0	1,4	-0,4	-0,2
Allemagne	4,0	3,1	0,9	0,6
France	1,7	1,7	0,2	0,3
Italie	1,8	0,4	-2,1	-1,0
Espagne	-0,3	0,4	-1,4	-1,5
Japon	4,5	-0,6	2,0	1,2
Royaume-Uni	1,8	0,9	-0,2	1,0
Canada	3,2	2,6	2,0	1,8
Pays émergents et en développement	7,4	6,3	5,1	5,5
Russie	4,3	4,3	3,6	3,7
Chine	10,4	9,3	7,8	8,2
Inde	10,1	7,9	4,5	5,9
Brésil	7,5	2,7	1,0	3,5
Afrique subsaharienne	5,3	5,3	4,8	5,8

Source : FMI, WEO - Révision janvier 2013

Le tableau précédent montre que comparativement à 2011, la plupart des grandes économies avancées ou émergentes ont accusé un ralentissement plus ou moins marqué de leur activité économique. Seuls les Etats-Unis et le Japon ont fait exception, à la faveur du maintien des politiques économiques très expansionnistes dans le premier pays cité et des efforts de reconstruction dans le second, suite à la catastrophe de Fukushima.

Les échanges mondiaux ont également connu une progression moins forte en 2012, en liaison avec la chute de la demande intérieure des pays fortement affectés par la crise. Selon les projections du FMI, le volume du commerce mondial de biens et services progresserait de 2,8% en 2012, après avoir enregistré des hausses de 5,9% en 2011 et 12,6% en 2010.

Les tensions sur les marchés monétaires et financiers qui semblaient s'atténuer à la fin de l'année 2011, se sont ravivées singulièrement dans la Zone euro.

Les huit premiers mois de 2012 ont été marqués par des épisodes d'intensification des turbulences sur les marchés financiers, en raison des incertitudes liées au rythme de mise en œuvre des mesures indispensables pour renforcer la viabilité de la Zone euro en tant qu'union monétaire et aux conséquences des situations politiques dans certains pays membres qui pouvaient mettre en péril la cohésion de la zone. Ainsi, les principaux indices boursiers ont connu une forte volatilité, tandis que des tensions restaient perceptibles sur les marchés monétaires.

Eu égard à la persistance des tensions sur les marchés monétaires et obligataires, ainsi qu'aux incertitudes sur les perspectives de croissance, les banques centrales des principaux pays industrialisés ont maintenu l'orientation accommodante de leur politique monétaire et pris de nouvelles mesures d'assouplissement pour conforter la relance économique et améliorer l'accès du secteur bancaire à la liquidité. La BCE a ainsi mis en place, le 6 septembre 2012, un nouveau programme

de rachats conditionnels mais illimités de dettes publiques, intitulé Outright Monetary Transactions (OMT). Cette décision, saluée positivement par les marchés financiers, a entraîné une détente des taux d'emprunt à dix ans des pays les plus fragiles de la Zone, tels que l'Espagne et l'Italie. Au niveau des taux d'intérêt, la Banque Centrale Européenne a révisé à la baisse ses taux directeurs de 25 points de base avec date d'effet le 11 juillet 2012, ramenant le taux des appels d'offres pour les opérations principales de refinancement à 0,75%. La Réserve Fédérale Américaine (FED) s'est engagée le 14 septembre 2012 à racheter tous les mois, auprès des institutions financières, 40 milliards de dollars d'obligations gagées sur des créances immobilières. Elle escompte ainsi la baisse des taux d'intérêt sur les crédits immobiliers et la relance de l'activité dans le secteur du logement. Elle a confirmé sa volonté de maintenir inchangée la fourchette d'évolution du taux objectif des fonds fédéraux entre 0,00% et 0,25% jusqu'à la fin de l'année 2015.

La plupart des banques centrales des pays émergents ont également assoupli leur politique monétaire. La Banque Populaire de Chine a réduit, le 7 juin 2012, ses taux de référence à un an de 25 points de base et abaissé, de nouveau, le 5 juillet 2012, le taux des dépôts de 25 points de base et celui des prêts de 31 points de base. La Reserve Bank of India a baissé, en avril 2012, de 50 points de base son principal taux directeur pour le porter à 8,0%. Pour sa part, la Banque Centrale du Brésil a diminué, en juillet 2012, de 0,5 point de pourcentage son taux directeur, le ramenant à 8,00%, après les réductions de 0,75 point et de 0,5 point de pourcentage intervenues respectivement en avril et en mai 2012.

Les mesures prises par les dirigeants de la Zone euro, notamment en septembre 2012, conjuguées avec l'annonce par la Banque Centrale Européenne (BCE) d'achats conditionnels de titres souverains dans le but d'enrayer la spéculation sur l'avenir de la Zone euro, ont été accompagnées de développements positifs sur les marchés monétaires et financiers.

ENCADRÉ 1 : Mesures récentes prises pour la sortie de crise dans la Zone euro

Différentes mesures ont été arrêtées au cours de l'année 2012 par les dirigeants européens sur l'avenir de l'euro. Ces décisions, qui ont été prises aussi bien au plan communautaire que national, sont intervenues dans un contexte particulièrement difficile pour la monnaie commune européenne. En effet, les tensions persistaient sur les marchés monétaires et obligataires, faisant hésiter les investisseurs même si une accalmie devenait perceptible au gré des mesures annoncées pour juguler la crise.

Des mesures de soutien ont été adoptées par les dirigeants européens, les institutions financières communautaires et internationales ainsi que les créanciers privés en faveur de la Grèce, épicerie de la crise.

Au niveau de la quasi-totalité des pays de la Zone euro, la politique budgétaire a été resserrée à travers des plans de réduction des dépenses publiques et d'économie budgétaire, en vue de contenir les déficits publics.

Au plan monétaire, la Banque Centrale Européenne (BCE) a assoupli sa politique monétaire à travers une série de baisses de ses taux directeurs, couplées à des mesures exceptionnelles dont la dernière en date porte sur la mise en place d'un mécanisme de rachat en quantité illimitée sur le marché secondaire des dettes souveraines. Encore appelé « Outright Monetary Transactions (OMT) », ce mécanisme qui a été annoncé lors de la réunion mensuelle de la BCE le 6 septembre 2012 à Francfort, est exécutable à la condition que les Etats qui souhaitent en bénéficier aient auparavant sollicité l'aide des fonds européens de secours que sont le Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF) et le Mécanisme Européen de Stabilisation Financière (MESF).

En plus des mesures de portée conjoncturelle, les dirigeants de la Zone euro ont entrepris des réformes pour compléter l'architecture institutionnelle de l'Union Economique et Monétaire à travers l'adoption d'un nouveau Pacte budgétaire et la mise en place de mécanisme de stabilisation. Le Pacte budgétaire est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2013, après que la Finlande, douzième Etat membre de la Zone euro ait déposé son instrument de ratification le 21 décembre 2012. Quant au MESF, il est entré en vigueur le 27 septembre 2012, après sa ratification par l'Allemagne. Le MESF est un outil permanent de lutte contre les crises financières, qui sera doté d'un fonds initial de 500 milliards d'euros. Il a en principe une capacité d'intervention illimitée, sous la stricte condition que les bénéficiaires adoptent un programme d'ajustement macroéconomique et acceptent l'obligation de continuer de respecter les conditions d'éligibilité préétablies.

Par ailleurs, dans le but de restaurer la confiance des investisseurs et contribuer à mettre un terme à la crise, les Ministres européens des Finances ont unanimement décidé, le 13 décembre 2012, de mettre en place un Conseil de Supervision Bancaire intégré au sein de la Banque Centrale Européenne (BCE) qui contrôlera, à partir du 1^{er} mars 2013, l'activité des 150 à 200 plus gros établissements de

crédit européens dont les actifs dépassent 30 milliards d'euros. Ce mécanisme de supervision unique est une condition pour la recapitalisation directe des banques en difficulté par le fonds de sauvetage de la Zone euro et permet donc de mettre un terme au lien entre banques et dettes souveraines, problème qui a plombé la croissance économique dans plusieurs pays européens.

Au total, les Autorités européennes ont déployé les efforts nécessaires pour renforcer l'intégration de leurs économies et éloigner le spectre de l'éclatement de la Zone euro.

Sur le marché des changes, l'euro a pâti des incertitudes liées à la résolution de la crise des dettes souveraines dans la Zone euro, des inquiétudes sur la viabilité de la zone monétaire et des difficultés socio-politiques dans certains Etats membres. Le cours de l'euro s'est déprécié, en moyenne, de 7,7% vis-à-vis du dollar des Etats-Unis, de 7,6% et 6,7% par rapport au yen et à la livre sterling en 2012.

Les cours mondiaux des matières premières ont, durant l'année 2012, connu des évolutions différenciées selon les produits. Cette situation s'explique par l'évolution de l'écart entre l'offre et la demande mondiale, consécutive, selon le cas, à la crise internationale, à l'impact des aléas climatiques sur l'offre et aux craintes suscitées par des facteurs géopolitiques.

Les prix des produits énergétiques sont restés à des niveaux élevés, avec un indice, calculé par le FMI, en hausse en glissement annuel, de 3,4% en septembre 2012, reflétant l'impact des tensions géopolitiques persistantes au Moyen-Orient. L'indice des cours du pétrole a progressé de 5,4% sur la période. Celui

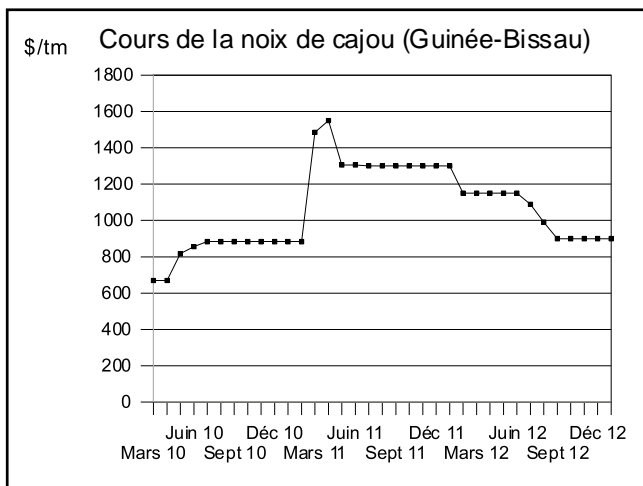
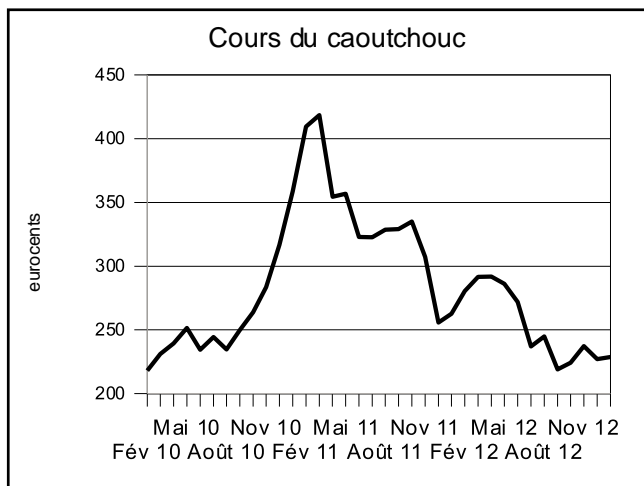
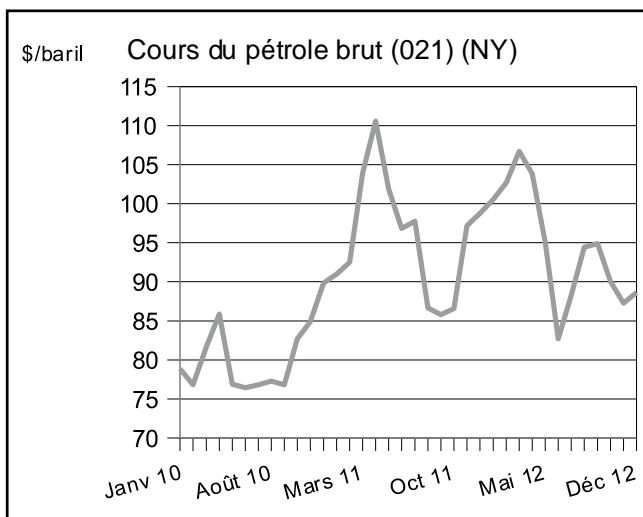
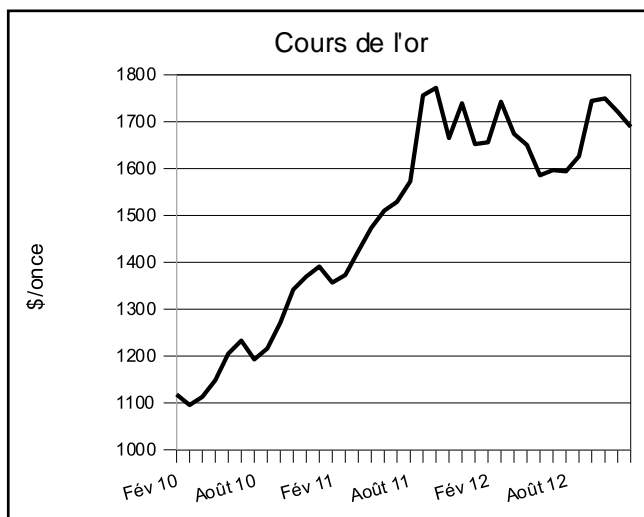
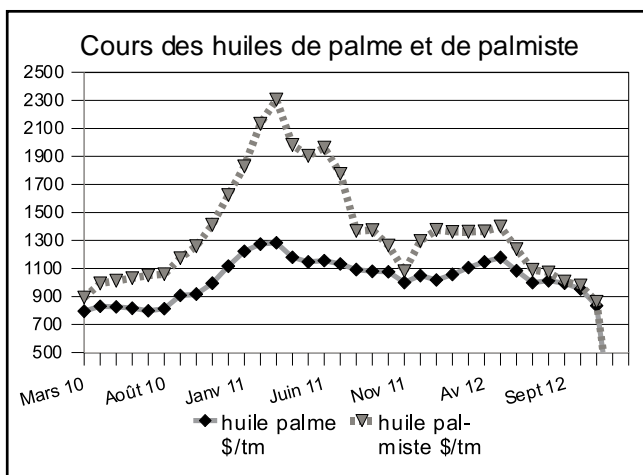
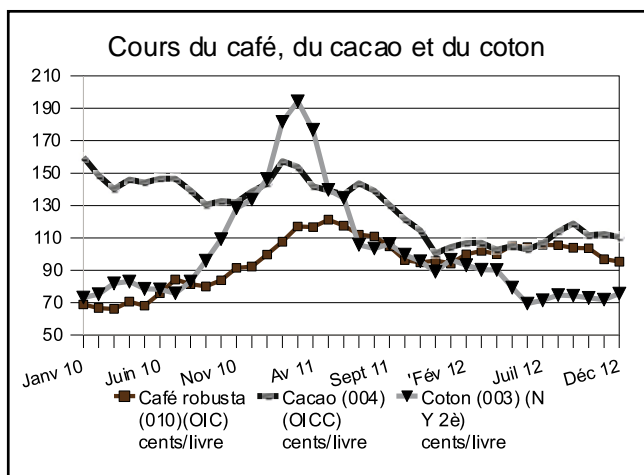
des prix des produits alimentaires s'est, pour sa part, accru de 1,6% sur la période.

En revanche, l'indice des prix des matières premières (métaux et produits agricoles) servant d'input pour les industries est en repli de 17,2% en glissement annuel, le secteur manufacturier étant affecté par le ralentissement de la demande chinoise et la situation dans la Zone euro.

Dans le sillage de l'évolution d'ensemble des prix des produits agricoles, les prix de la plupart des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA ont enregistré des baisses sensibles par rapport aux niveaux atteints en 2011. En moyenne sur l'année 2012, les cours mondiaux de ces produits ont reculé de 39,0% pour le coton, 32,9% pour l'huile de palmiste, 24,1% pour le caoutchouc, 21,8% pour la noix de cajou, 19,7% pour le cacao, 11,4% pour l'huile de palme et 6,0% pour le café.

L'or qui a continué de jouer un rôle de valeur refuge, dans un contexte de fortes incertitudes, a vu son cours se renforcer de 6,4% sur la période.

Graphique 1 : Evolution des cours des principales matières premières exportées par les pays de l'UEMOA, 2010-2012



Source : Reuters

Globalement, les sources d'incertitudes sont restées importantes en 2012 au plan international, pesant sur la relance économique et rendant plus difficile la mise en œuvre des réformes structurelles indispensables pour que l'économie mondiale retrouve son niveau de croissance d'avant la crise.

1.2 - PERFORMANCES ECONOMIQUES D'ENSEMBLE DE L'UNION EN 2012

Après une année 2011 particulièrement difficile, marquée par la crise post-électorale en Côte d'Ivoire et la sécheresse au Sahel, dont l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine a ressenti de lourdes

conséquences au plan macroéconomique, les Etats membres se sont engagés à renouer avec une nouvelle dynamique de croissance forte, tirée par l'exécution de grands projets de développement et l'investissement privé.

Malgré l'impact d'une conjoncture internationale peu favorable et des chocs internes, le produit intérieur brut de l'Union enregistrerait une progression de 5,8% en 2012 contre 0,6% un an plus tôt. L'analyse de la situation par pays montre un regain de croissance dans tous les Etats membres, à l'exception de ceux affectés par des crises.

Tableau 1.1 : Taux de croissance du PIB réel dans l'UEMOA (2008-2012)

	2008	2009	2010	2011	Prév.	Est.
					2012	
	<i>(en %)</i>					
Bénin	5,0	2,7	2,6	3,5	4,1	3,5
Burkina	6,6	3,2	7,9	4,2	5,8	8,0
Côte d'Ivoire	2,3	3,8	2,4	-4,7	8,5	8,6
Guinée-Bissau	3,2	3,4	4,5	5,3	4,5	0,7
Mali	5,0	4,5	5,8	2,7	5,6	-1,5
Niger	9,6	-0,7	8,2	2,1	8,5	12,7
Sénégal	3,7	2,1	4,1	2,6	4,4	3,7
Togo	2,4	3,4	4,0	4,9	5,3	5,0
UEMOA	4,2	3,0	4,4	0,6	6,4	5,8

Sources : BCEAO et INS

Ce fort rebond de la croissance au sein de l'UEMOA est imputable à la reprise plus forte que prévu de l'activité économique en Côte d'Ivoire, l'essor de la production minière consécutif à la mise en valeur, ces dernières années, de plusieurs projets dans les domaines aurifère et pétrolier ainsi que le redressement de la production agricole, après la mauvaise campagne 2011/2012 et le raffermissement de la production industrielle, dans un contexte d'amélioration de la disponibilité de l'offre d'énergie électrique.

Sur le plan de l'inflation, l'un des défis majeurs auxquels ont été confrontés les Etats membres de l'UEMOA au début de l'année 2012 a été la lutte contre la flambée des prix des produits alimentaires, avec pour corollaire, l'augmentation du coût de la vie dans plusieurs pays.

Face à cette situation, les Gouvernements ont mis en œuvre des mesures d'urgence pour améliorer l'approvisionnement des marchés et rendre accessibles les produits alimentaires à prix

modéré aux populations les plus vulnérables. Ces actions ont été complétées par des programmes de développement de la production agricole dans

la perspective d'un renforcement de la sécurité alimentaire.

ENCADRÉ 2 : Mesures prises pour contenir la hausse des prix des céréales

Au cours de l'année 2012, la maîtrise des pressions inflationnistes a été une grande préoccupation dans les Etats membres de l'Union, en particulier dans les pays sahéliens, en raison de la mauvaise campagne agricole 2011/2012. La production céréalière de l'UEMOA a enregistré une chute estimée à 15,6%¹.

Cette diminution de l'offre a entraîné une hausse précoce des prix des céréales locales dans certains Etats membres de l'Union. A fin janvier 2012, l'augmentation du prix du maïs a atteint, en rythme annuel, 50% au Burkina, 40% au Mali et 35% au Niger. Celle du prix du mil est ressortie, à la même période, à 43,3% au Burkina, 20,0% au Mali et 29,0% au Niger.

Pour prévenir les risques d'une insécurité alimentaire aigüe, des mesures ont été prises dans les Etats membres concernés en vue d'améliorer à court terme les approvisionnements des marchés et atténuer les risques de vulnérabilité des populations. Des opérations de ventes de céréales locales à prix modéré et des distributions gratuites de vivres ont été organisées dans certains pays sahéliens. En outre, des actions ont été entreprises pour accroître la production de contre-saison par la mise à disposition d'engrais et d'intrants dans les périmètres irrigués, ainsi que pour reconstituer des stocks de sécurité alimentaire.

Au Burkina, le Gouvernement a tablé sur 70 milliards pour faire face au déficit céréalier, dont une partie importante a été allouée au renforcement des stocks de sécurité alimentaire et l'achat de semences et d'engrais pour la culture de contre-saison de maïs. Les opérations de vente de riz et de maïs à prix social ont été organisées depuis le mois de décembre 2011.

Au Mali, le Gouvernement a retenu la mobilisation d'environ 77 milliards pour les actions d'urgence et la reconstitution de stocks de sécurité alimentaire, dont 12 milliards destinés à l'achat de céréales pour la distribution gratuite. Ainsi, il a lancé en décembre 2011, une opération de distribution gratuite d'environ 45.000 tonnes de céréales sèches dans 104 communes en insécurité alimentaire et a initié un programme de culture de pommes de terre.

Au Niger, l'Etat s'est attelé à mobiliser 110 milliards pour un programme d'urgence de cultures irriguées, de sécurisation de l'élevage et de reconstitution du stock national. Dans ce cadre, des semences et des engrais ont été distribués et des opérations de vente à prix modéré ont été organisées.

Dans la plupart des pays de l'Union, des actions d'urgence de soutien à la production vivrière ont été entreprises. En outre, des magasins témoins ou de référence ont été ouverts dans le cadre plus global de la maîtrise des prix des produits de grande consommation, notamment le riz importé, pour aider à limiter les tensions sur les prix des céréales.

¹ : La précédente baisse importante de la production céréalière dans l'UEMOA a été observée au cours de la campagne 2007/2008, avec un repli de 9,4%.

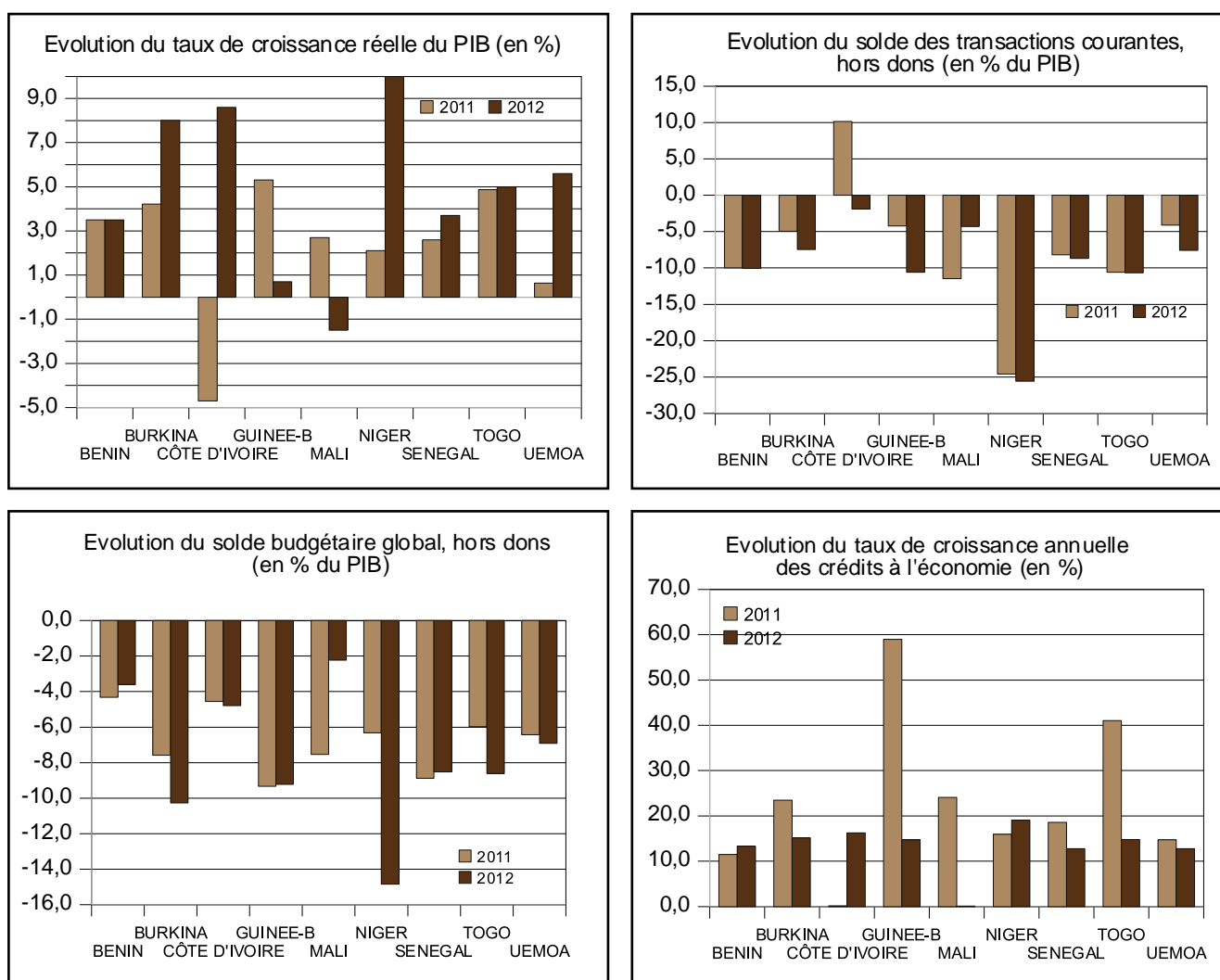
Toutes ces mesures ont permis de juguler les tensions sur les prix. Ainsi, le taux d'inflation de l'Union s'est établi en moyenne à 2,4% en 2012, traduisant une décreue par rapport au taux de 3,9% enregistré en 2011. En glissement annuel, le niveau général des prix est ressorti en hausse de 2,8% à fin décembre 2012. Les performances sont différenciées selon les pays, l'écart-type des taux d'inflation ressortant à 1,9 points contre 1,6 point un an plus tôt.

En variation moyenne, les taux d'inflation les plus faibles seraient enregistrés au Niger (0,5%), en Côte d'Ivoire (1,3%) et au Sénégal (1,4%). Le taux d'inflation le plus élevé serait observé au Bénin

(6,7%), du fait de la hausse des prix des carburants ainsi que des services des transports, à la suite de la diminution des subventions sur les prix des carburants au Nigeria.

Le profil des finances publiques porte la marque de l'impact des dépenses prioritaires engagées par la plupart des Etats membres pour stabiliser les prix des produits alimentaires et pétroliers. Il reflète également les efforts d'investissements publics, en matière d'infrastructures. Dans ce contexte, l'exécution des opérations financières à fin décembre 2012 devrait se solder par une augmentation des déficits par rapport à 2011.

Graphique 2 : Performances macroéconomiques de l'UEMOA en 2011-2012



Sources : Services nationaux ; BCEAO

Les recettes budgétaires s'élèveraient à 7.743,3 milliards, en hausse de 21,6% par rapport aux réalisations de l'année 2011. Un accroissement des recettes budgétaires est prévu dans tous les pays de l'Union, à l'exception de la Guinée-Bissau. Les augmentations les plus fortes seraient enregistrées en Côte d'Ivoire (+47,2%) et au Niger (+23,2%), sous l'effet de l'embellie de l'activité économique.

Les dépenses courantes progresseraient de 14,7% en 2012 pour se situer à 6.746,6 milliards. Trois facteurs expliquent cette évolution : l'augmentation de la masse salariale (+16,7%), des subventions et transferts (+11,4% après 39,5% en 2011) et des charges d'intérêt (+13,5%). En pourcentage du PIB, les dépenses courantes représenteraient 16,8% en 2012 contre 16,0% en 2011. Les dépenses en capital sont prévues en hausse de 40,3%, reflétant l'ambition des Etats en matière d'investissement dans les infrastructures. En pourcentage du PIB, elles se chiffreraient à 9,0% en 2012 contre 7,0% en 2011. Les efforts les plus significatifs sont notés au Burkina (12,4% du PIB en 2012 contre 9,9%

en 2011), en Côte d'Ivoire (5,4% du PIB en 2012 contre 2,6% en 2011), au Niger (18,5% du PIB en 2012 contre 6,9% en 2011) et au Togo (11,7% en 2012 contre 8,3% en 2011).

Le déficit global, base engagements, hors dons, atteindrait 6,9% du PIB en 2012 contre 6,4% en 2011. Il se situerait à 14,8% du PIB au Niger, 10,3% au Burkina, 9,2% en Guinée-Bissau, 8,6% au Togo, 8,5% au Sénégal, 4,8% en Côte d'Ivoire, 3,6% au Bénin et 2,2% au Mali.

Le déficit serait financé à hauteur de 85% par des ressources extérieures (dons et emprunts). Le financement bancaire net ressortirait à 343,5 milliards, en hausse de 69% par rapport à l'année précédente.

Au titre de la surveillance multilatérale, aucun Etat membre ne respecterait l'ensemble des critères de convergence retenus dans le cadre du Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité. S'agissant du critère clé relatif au solde budgétaire de base, seul le Mali le respecterait en 2012.

Tableau 1.2 : Critères de convergence des Etats membres de l'UMOA en 2011 et 2012

	BENIN		BURKINA		CÔTE D'IVOIRE		GUINEE-BISSAU	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
CRITERES DE PREMIER RANG								
Solde budgétaire de base / PIB (%) ≥ 0	-0,5	-0,4	-2,4	-3,9	-3,3	-3,2	-0,5	-4,1
Taux d'inflation annuel moyen $\leq 3\%$	2,7	6,8	2,8	3,9	4,9	1,3	5,1	2,6
Encours de la dette / PIB* $\leq 70\%$	26,0	27,0	27,6	24,0	69,4	32,3	19,1	17,5
Variation arriérés intérieurs (Mds) ≤ 0	-11,6	-17,4	0,0	0,0	0,0	0,0	-3,5	0,0
Variation arriérés extérieurs (Mds) ≤ 0	0,0	0,0	0,0	0,0	47,1	-3,7	0,0	0,0
CRITERES DE SECOND RANG								
Masse salariale / recettes fiscales $\leq 35\%$	47,6	46,8	40,5	41,5	48,2	43,5	71,3	55,5
Investissements sur ressources internes / recettes fiscales $\geq 20\%$	20,1	23,0	40,6	42,5	16,3	25,3	0,9	11,1
Déficit extérieur courant hors dons / PIB $\leq 5\%$	10,0	10,1	5,0	7,5	-10,2	1,9	4,2	10,6
Taux de pression fiscale $\geq 17\%$	15,4	15,9	14,2	14,5	13,1	17,3	8,7	9,3

* Les données portent uniquement sur la dette extérieure.

Source : BCEAO

Tableau 1.2 (suite) : Critères de convergence des Etats membres de l'UMOA en 2011 et 2012

	MALI		NIGER		SENEGAL		TOGO		UEMOA	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
CRITERES DE PREMIER RANG										
Solde budgétaire de base / PIB (%) >=0	-0,6	0,9	-3,3	-3,9	-4,9	-3,5	-1,6	-2,6	-2,7	-2,6
Taux d'inflation annuel moyen <= 3%	3,0	5,3	2,9	0,4	3,4	1,5	3,6	2,6	3,9	2,4
Encours de la dette / PIB* <= 70%	-	-	-	-	-	-	44,3	45,5	-	-
Variation arriérés intérieurs (Mds) <= 0	-11,4	-19,8	-1,9	-3,0	0,0	0,0	-2,4	-17,0	-30,8	-57,2
Variation arriérés extérieurs (Mds) <= 0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	47,0	-3,7
CRITERES DE SECOND RANG										
Masse salariale / recettes fiscales < =35%	35,8	40,4	22,1	19,9	33,3	31,9	35,9	33,5	38,8	37,9
Investissements sur ressources internes / recettes fiscales >=20%	25,7	17,5	17,9	37,0	36,9	35,5	23,4	32,9	25,9	29,9
Déficit extérieur courant hors dons / PIB <=5%	11,5	4,3	24,6	25,5	8,2	8,7	10,6	10,7	4,1	7,6
Taux de pression fiscale >= 17%	14,8	14,7	21,3	20,5	18,9	19,7	16,7	17,3	15,6	17,1

* Les données portent uniquement sur la dette extérieure.

Source : BCEAO

Le profil des indicateurs de convergence connaîtrait une légère amélioration dans l'Union prise globalement. Au niveau des critères de premier rang, l'indicateur clé relatif au solde budgétaire de base en pourcentage du PIB, qui doit être positif ou nul, est ressorti à -2,6% en 2012 contre -2,7% en 2011. Par pays, le solde budgétaire de base en pourcentage du PIB s'établirait à -0,4% pour le Bénin, -3,9% pour le Burkina, -3,2% pour la Côte d'Ivoire, -4,1% pour la Guinée-Bissau, 0,9% pour le Mali, -3,9% pour le Niger, -3,5% pour le Sénégal et -2,6% pour le Togo. Tous les pays respecteraient le critère relatif à la non accumulation d'arriérés de paiement. Le taux d'inflation ressortirait en dessous de la norme de 3,0% au maximum dans l'ensemble des pays, sauf au Bénin, au Burkina et au Mali. Pour l'Union prise dans son ensemble, le critère serait respecté (+2,4%).

Concernant les critères de second rang, pour l'ensemble de l'Union, les critères liés au ratio investissements financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales (norme communautaire de 20% des recettes fiscales au minimum) et au taux de pression fiscale (norme communautaire de 17% minimum) seraient respectés. Ils ressortiraient respectivement à

29,9% et 17,1% en 2012 après 25,9% et 15,6% un an auparavant. Le ratio investissements financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales serait supérieur au minimum fixé dans l'ensemble des pays à l'exception du Mali et de la Guinée-Bissau. S'agissant de la norme liée au déficit extérieur courant, hors dons, elle ne serait satisfaite en 2012 que par la Côte d'Ivoire et le Mali. Par ailleurs, des efforts supplémentaires doivent être fournis par les Etats en vue de la réalisation des critères se rapportant au ratio masse salariale sur recettes fiscales et au taux de pression fiscale, dont les normes en vigueur ne seraient respectées que dans trois pays : le Niger, le Sénégal et le Togo. Au niveau de l'Union prise dans son ensemble le ratio masse salariale sur recettes fiscales s'élèverait à 37,9% (pour une norme de 35% maximum).

Au titre de la dette publique extérieure, l'année 2012 a été marquée par l'atteinte par la Côte d'Ivoire du point d'achèvement de l'Initiative d'allègement de la dette en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). Cette décision a permis au pays de bénéficier des mécanismes de réduction de ses engagements extérieurs au titre du PPTE, de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) et

d'autres accords bilatéraux. L'application intégrale de ce mécanisme devrait réduire le poids de la dette extérieure du pays de 18,7% en 2012. La Côte d'Ivoire devient ainsi le 8^{ème} et dernier Etat membre de l'Union à bénéficier de ce mécanisme.

Sur cette base, l'encours de la dette extérieure publique des pays de l'Union représenterait 23,2% du PIB à fin décembre 2012, contre 32,3% un an plus tôt.

Les échanges extérieurs au titre de l'année 2012 se solderaient globalement par un déficit de 168,2 milliards en 2012, contre un déficit de 10,4 milliards un an plus tôt. Cette évolution résulterait de la forte dégradation du compte courant, partiellement compensée par l'augmentation des flux de financement extérieurs. Le déficit du compte des transactions courantes, hors dons, atteindrait 3.038,4 milliards, soit 7,6% du PIB, du fait de la détérioration du solde de la balance des biens et services ainsi que celle des revenus nets.

Le solde de la balance commerciale ressortirait déficitaire de 630,7 milliards en 2012, sous l'effet de l'augmentation des importations (+17,4%) nettement supérieure à celle des exportations (+7,6%). La forte hausse des importations est imputable à trois facteurs :

- la facture pétrolière qui a continué à s'alourdir, dans un contexte de maintien des cours mondiaux du pétrole à des niveaux élevés et d'un regain de la demande consécutive à la reprise de l'activité en Côte d'Ivoire ;
- l'acquisition de biens d'équipement et intermédiaires, dans le cadre de l'exécution des projets de construction ou de réhabilitation d'infrastructures économiques et sociales notamment en Côte d'Ivoire, ainsi que de la poursuite des chantiers dans les secteurs minier et pétrolier ;

- les achats de denrées alimentaires et autres biens de consommation courante qui se sont notamment accrus, du fait de la crise alimentaire dans les pays du Sahel.

Du côté des exportations, la progression des ventes est liée essentiellement à deux produits :

- l'or, dont la production est en hausse dans la plupart des Etats de l'Union ;
- le coton, sous l'effet de l'augmentation des volumes exportés.

La balance des services dégagerait un déficit plus important qu'en 2011, en raison de l'accroissement du fret des marchandises et des services spécialisés sollicités par les industries extractives et les opérateurs de télécommunications auprès des non-résidents, ainsi que de la baisse attendue des recettes touristiques.

Le profil des revenus nets demeurerait peu favorable, eu égard aux sorties de ressources enregistrées au titre des paiements de dividendes par les principales entreprises à capitaux étrangers. En revanche, les transferts courants nets s'inscriraient en hausse, sous l'effet d'une augmentation des appuis reçus dans le cadre de la gestion de la crise alimentaire.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières se renforcerait de 60,7% pour s'établir à 2.450,3 milliards, en liaison avec l'accroissement du flux net des capitaux privés, l'augmentation des dons projets et, dans une moindre mesure, la hausse des investissements directs étrangers et des investissements de portefeuille.

Tableau 1.3 : UEMOA : PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES, 2008-2012

UEMOA	2008	2009	2010	2011 Estimations	2012 Prévisions
PIB nominal (en milliards de F CFA)	30 485,8	32 611,6	34 994,6	36 755,6	40 063,5
Taux de croissance réel du PIB (en %)	4,2	3,0	4,4	0,6	5,8
Taux d'épargne intérieure (en %)	11,5	13,1	12,3	13,4	14,6
Taux d'épargne intérieure publique (en %)	2,8	2,4	2,8	1,3	2,5
Taux d'investissement (en %)	21,4	18,8	19,3	18,0	22,7
Taux d'investissement public (en %)	6,7	8,0	7,1	7,0	9,0
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	7,4	0,4	1,4	3,9	2,4
Recettes totales et dons (en % du PIB)	20,9	21,4	20,3	19,9	22,4
Dépenses globales (en % du PIB)	22,9	24,2	23,2	23,7	26,2
Solde budgétaire de base (en % du PIB)	-0,8	-1,9	-1,2	-2,7	-2,6
Solde budgétaire global, hors dons (en % du PIB)	-4,9	-6,5	-5,4	-6,4	-6,9
Balance des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-8,6	-5,4	-6,1	-4,1	-7,6
Variation des avoirs extérieurs nets (en %)	2,0	11,3	6,4	3,5	-2,8
Variation du crédit intérieur (en %)	13,9	18,3	20,2	16,4	13,3
Variation de la masse monétaire (en %)	9,6	14,2	15,6	11,1	8,3

Sources : Services nationaux; BCEAO

Afin de soutenir l'activité économique dans un environnement de faible inflation, la BCEAO a mené, à l'instar des autres banques centrales, une politique monétaire accommodante durant l'année 2012. C'est ainsi que, le Comité de Politique Monétaire, prenant en compte la balance des risques défavorable à la croissance économique, a décidé de baisser les taux directeurs de la BCEAO de 25 points de base, avec date d'effet le 16 juin 2012. Par ailleurs, la Banque Centrale a augmenté de façon substantielle, le niveau des liquidités offertes sur le marché monétaire et répondu aux sollicitations exprimées par les établissements de crédit sur le guichet permanent de prêt marginal.

La situation monétaire de l'Union se caractériserait au cours de l'année 2012 par une hausse de 8,3% de la masse monétaire, imputable exclusivement

à l'augmentation de 13,3% du crédit intérieur, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires étant prévu en baisse de 168,2 milliards.

L'encours du crédit intérieur augmenterait de 13,3%, soit 1.344,3 milliards, pour se situer à 11.488,4 milliards à fin décembre 2012. Cette évolution proviendrait de l'accroissement de 1.000,9 milliards, ou 12,8% des crédits à l'économie et de la dégradation de la position nette débitrice des gouvernements (343,4 milliards), en liaison avec le recours aux concours des banques et du FMI dans le cadre du financement des déficits publics.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires s'établiraient à 5.671,2 milliards à fin décembre 2012, en diminution de 168,2 milliards par rapport à fin décembre 2011, sous l'effet de la hausse des

transferts initiés par les banques qui n'a pu être compensée par les rapatriements des recettes d'exportation, du fait de leur faible ampleur.

Les interventions globales de l'Institut d'émission en faveur des banques, des établissements financiers et des Trésors nationaux ressortiraient à 1.705,2 milliards au 31 décembre 2012, en hausse de 18,3% par rapport au niveau enregistré en décembre 2011. Les refinancements en faveur des banques et établissements financiers s'établiraient à 1.049,3 milliards, en progression de 45,1%, sous l'effet des opérations d'open market. Les concours aux Trésors nationaux enregistreraient une diminution de 8,6% par rapport à 2011, en se situant à 1.049,3 milliards, en liaison avec la poursuite par les Etats du remboursement du découvert statutaire consolidé et de la baisse des encours des titres d'Etat, des créances consolidées ainsi que des concours adossés aux allocations de DTS du FMI.

Au niveau du marché de la dette publique, le rythme des émissions est resté soutenu en 2012. Sur l'ensemble de l'année, les émissions de bons du Trésor ont atteint un montant de 1.051,6 milliards contre 881,2 en 2011, soit une hausse de 19,3%. Celles des obligations du Trésor sont ressorties à 561,4 milliards, en hausse de 30,6%.

Les taux d'intérêt des opérations sur le marché des bons du Trésor sont restés quasiment stables en ressortant à 5,15% au quatrième trimestre 2012 contre 5,14% à la même période en 2011.

A fin décembre 2012, l'encours des titres publics (bons et obligations) s'est élevé à 3.112,0 milliards contre 2.650,5 milliards au 31 décembre 2011.

L'évolution des taux d'intérêt du marché monétaire reflète l'impact de la baisse de 25 points de base des taux directeurs, décidée par le Comité de Politique Monétaire, lors de sa session de juin 2012. Les taux moyens pondérés des appels d'offres

d'injection de liquidités à une semaine sont passés de 3,0901% en moyenne sur le troisième trimestre 2012 à 3,0795% sur le quatrième trimestre. Sur le guichet des appels d'offres à un mois, les taux moyens pondérés se sont aussi inscrits dans une tendance baissière, ressortant en moyenne sur le quatrième trimestre à 3,1134% contre 3,1702% un trimestre plus tôt. Les taux interbancaires à une semaine se sont également détendus, en ressortant, en moyenne, à 3,7944% au quatrième trimestre 2012 contre 4,1352% au troisième trimestre 2012.

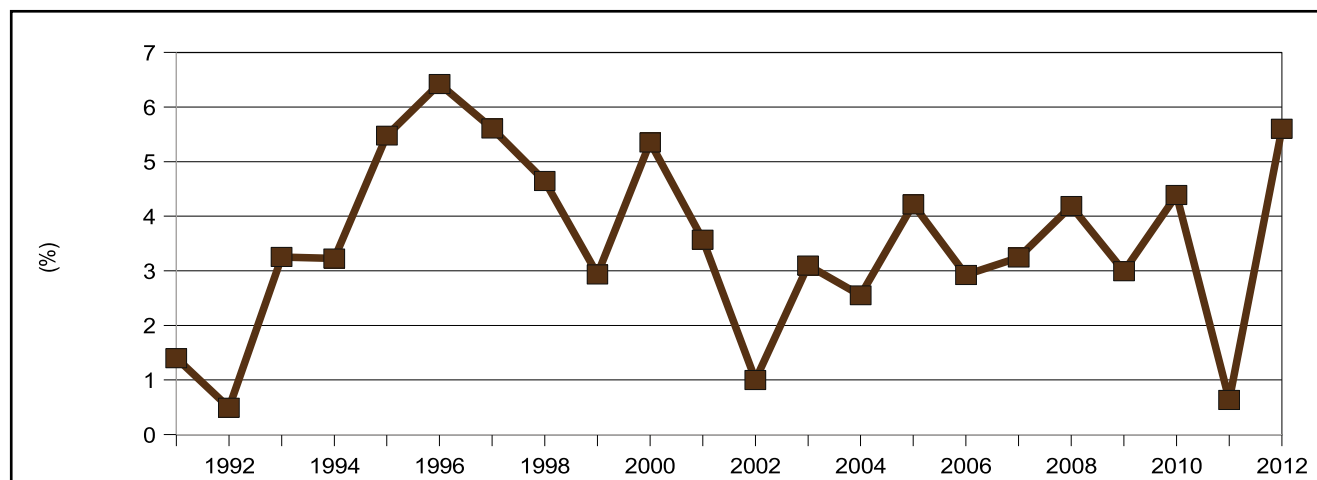
Au niveau du marché financier régional, les indices de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) connaîtraient une bonne orientation en 2012, en liaison principalement avec le regain d'activité en Côte d'Ivoire. Le principal indice boursier (BRVM10) a progressé de 16,1% entre le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2012. La capitalisation boursière a connu une hausse de 25,5% au cours de la même période.

1.3 – DEFIS DE POLITIQUES ECONOMIQUES A RELEVÉ PAR LES ETATS DE L'UNION

A la lumière de l'analyse de la conjoncture internationale et des évolutions économiques internes pour l'année 2012, les Etats membres de l'Union devront faire face aux cinq principaux défis ci-après au cours des prochaines années.

- *La pérennisation des taux de croissance élevés dans l'Union*

Les économies de l'Union ont été marquées au cours de ces dernières années par une croissance faible et volatile. Sur les dix dernières années (2002-2011), le taux de croissance de l'Union est ressorti à 2,9% avec un écart-type de 1,4 point. Cette situation est imputable à la fragilité des moteurs de la croissance, en raison d'une faible diversification de la base productive.

Graphique 3 : Evolution du taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA (1991-2012)

Source : BCEAO

Les politiques économiques menées par les Etats membres en 2012 montrent que ceux-ci se sont inscrits dans une dynamique de croissance accélérée, en vue d'atteindre des rythmes d'expansion à deux chiffres. L'atteinte et le maintien du taux de croissance à un niveau élevé au-delà de l'année 2012 nécessitera, de la part des Etats, une réorientation des politiques nationales et régionales en vue de la transformation structurelle des économies. A cet effet, ils devraient accentuer les efforts de réforme, afin d'améliorer la disponibilité et la qualité des infrastructures de base, former des ressources humaines compétitives et assainir l'environnement des affaires. Pour ce faire, il est indispensable de réaliser des investissements massifs dans la plupart des secteurs des économies. L'enjeu majeur serait de trouver de nouveaux circuits pour une mobilisation accrue de ressources intérieures et extérieures en vue de soutenir les efforts d'investissement requis pour que les pays de l'Union puissent réaliser leurs objectifs en matière de développement.

- ***Le renforcement du financement des économies de l'Union***

Une croissance forte et durable dans l'Union requiert un financement plus important des économies

de l'Union. Les difficultés d'ordre budgétaire auxquelles font face les principaux pays partenaires au développement de l'Union font planer des incertitudes sur la mobilisation effective par les Etats de l'Union des ressources extérieures conséquentes. Dans ces conditions, le système financier de l'Union devrait accroître significativement sa contribution au financement de l'expansion économique. L'état des lieux du financement des économies montre, entre autres, le faible volume des crédits mis en place et un niveau relativement élevé des coûts d'accès au crédit. Le taux d'intérêt réel moyen des prêts bancaires est ressorti en 2010 à 13,0% dans l'Union contre 9,4% au Nigeria et 1,6% en Afrique du Sud.

Les axes stratégiques et réformes à mettre en œuvre ont été identifiés dans le rapport sur le financement des économies de l'Union². La mise en œuvre des mesures contenues dans ce rapport devrait permettre le relèvement du taux de l'épargne et sa canalisation vers l'investissement. Elle devrait également permettre un accroissement des crédits bancaires et une réduction des taux d'intérêt débiteurs.

2 : Rapport élaboré par le Haut Comité ad hoc sur le financement des économies mis en place par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA.

- *L'assainissement des finances publiques*

La situation des finances publiques des pays de l'Union est affectée durant ces dernières années par des chocs exogènes importants qui ont porté les déficits budgétaires, hors dons, au-delà de 6,0% du PIB, niveau souvent jugé difficilement soutenable sur le long terme. Le déficit atteindrait, en 2012, 10,3% du PIB au Burkina, 9,2% en Guinée-Bissau, 14,8% au Niger, 8,5% au Sénégal et 8,6% au Togo.

Il apparaît indispensable pour certains Etats membres, en particulier ceux dont la croissance économique reste faible, de prendre les mesures nécessaires pour mieux maîtriser les déficits. Le processus de réformes structurelles lancées dans le domaine des finances publiques devrait se poursuivre, en vue de consolider la stabilité

budgétaire et améliorer la qualité, la transparence et l'efficacité des dépenses publiques.

- *La soutenabilité de la dette publique*

L'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE par les Etats membres a permis une amélioration significative du profil d'endettement des pays de l'Union. Cependant, l'endettement des Etats sur le marché financier régional est caractérisé par un rythme soutenu des émissions se traduisant par des encours de plus en plus élevés.

La concentration de ces émissions sur les maturités de court terme accentue les difficultés de certains Etats à faire face à leurs engagements. En outre, les taux d'intérêt restent relativement élevés, alourdissant le service de la dette pour les Etats.

Tableau 1.4 : Règlements attendus au titre de la dette extérieure et de marché en 2012

(en millions de FCFA)

	Dettes extérieures	Bons du Trésor	Obligations (*)	Total (1)	Recettes budgétaires (2)	Ratio en % (1) / (2)
Bénin	33 900	246 000	5 928	285 828	767 000	37,27
Burkina (**)	36 600	25 000	40 404	102 004	988 100	10,32
Côte d'Ivoire	249 139	292 227	148 249	689 616	2 742 329	25,15
Guinée-Bissau	2 500	-	-	2 500	58 337	4,29
Mali	53 100	125 234	21 636	199 970	1 003 200	19,93
Niger	28 600	39 530	4 183	72 313	885 278	8,17
Sénégal	156 477	223 727	138 313	518 517	1 605 299	32,30
Togo	31 986	20 000	3 125	55 110	397 965	13,85
UEMOA	592 302	971 718	361 839	1 925 858	8 447 508	22,80

(*) Émises par adjudication

Source : BCEAO

Les enseignements tirés de la crise de la dette souveraine en Europe montrent l'importance à accorder à un suivi rapproché de l'endettement public ainsi qu'à la mise en place de dispositifs préventifs d'éventuels défauts de paiement des Etats.

Les projets initiés par la Banque Centrale, à savoir la création de l'Agence UMOA-Titres et la mise en place d'un fonds de stabilité financière dans l'Union, contribueront à relever ces défis.

- ***L'amélioration des conditions de liquidité sur les marchés monétaire et financier***

La liquidité des marchés est une condition essentielle à la poursuite de la mobilisation accrue de ressources sur le marché régional aux fins du financement des investissements, sans tensions particulières sur les taux d'intérêt. Les marchés monétaire et financier de l'UEMOA sont caractérisés par la faiblesse de leur profondeur et un nombre limité d'instruments, réduisant ainsi la liquidité de ces marchés.

En particulier, le marché monétaire est entré dans une phase où l'essentiel de la liquidité bancaire, appréciée à travers les soldes des comptes courants et de règlements des banques, provient des refinancements accordés par la BCEAO. Au 31 décembre 2012, la liquidité bancaire s'est élevée à 976,3 milliards pour un refinancement de 1.045,1 milliards accordés par la BCEAO aux banques de l'Union. Hors refinancements de la Banque Centrale, la liquidité structurelle des banques est ressortie à - 68,8 milliards.

Cette situation masque toutefois une disparité observée au niveau des banques. Certaines banques, notamment filiales de grands groupes étrangers, disposent d'un niveau confortable de liquidité, alors que plusieurs autres sont en déficit.

Pour assurer un recyclage optimal de la liquidité bancaire, il conviendrait de poursuivre les travaux déjà engagés avec les associations professionnelles

des banques pour renforcer l'efficacité du marché interbancaire. Par ailleurs, l'absence d'un marché secondaire des titres publics liquide et profond, prive l'Union de référence pour la formation d'une courbe des taux pertinente.

1.4 - PERFORMANCES ECONOMIQUES PAR ETAT EN 2012

BENIN

L'activité économique a été globalement bien orientée au Bénin, en dépit des difficultés survenues dans la gestion de la filière coton ainsi que dans le fonctionnement du Port Autonome de Cotonou. Les dernières estimations situent la croissance du produit intérieur brut, en termes réels, à 3,5% en 2012 comme en 2011. L'expansion économique résulterait de la hausse de la production agricole au cours de la campagne agricole 2012/2013, singulièrement celle de coton, qui enregistrerait une augmentation de 75%, en s'élevant à 350.000 tonnes. La croissance proviendrait également du dynamisme des activités commerciales et des services ainsi que de la consolidation de la production industrielle, en liaison principalement avec l'amélioration de l'offre d'énergie.

La croissance serait essentiellement tirée par les secteurs tertiaire et primaire, dont les contributions s'établiraient respectivement à 1,8 point et 0,9 point de pourcentage. L'apport du secteur secondaire à la croissance économique s'inscrirait en hausse de 0,3 point par rapport à 2011, pour ressortir à 0,8 point en 2012.

Les prix à la consommation ont connu une forte hausse en 2012, du fait du renchérissement des carburants et des services des transports, à la suite de la diminution des subventions sur les prix des carburants au Nigeria et, dans une moindre mesure, de la décision des Autorités du pays d'interdire le commerce informel de carburants. Le taux d'inflation ressortirait à 6,7% contre 2,7% en 2011.

La situation des finances publiques a été affectée par les difficultés de mise en œuvre du Programme de Vérification des Importations (PVI) de nouvelle génération, qui ont entravé le bon déroulement de l'activité au Port Autonome de Cotonou. Toutefois, les actions menées par les Autorités pour améliorer les performances des régies financières et pour maîtriser la hausse des dépenses auraient un effet positif sur les équilibres budgétaires. Le solde budgétaire global, hors dons, se réduirait de 13,6 milliards, en se situant autour de 135,4 milliards en 2012, soit 3,4% du PIB. En pourcentage du PIB, les recettes progresseraient de 1,3 point, en représentant 18,9% en 2012, portées principalement par les recettes fiscales (15,9% du PIB). Les dépenses totales, impulsées par les dépenses courantes (15,6% du PIB), connaîtraient une hausse de 0,6 point de pourcentage du PIB, en ressortant à 22,5% du PIB en 2012.

Au titre de la surveillance multilatérale, les normes de convergence relatives au solde budgétaire de base et à l'inflation ne seraient pas atteintes au niveau des critères de premier rang. Concernant les critères de second rang, seul celui relatif aux investissements financés sur ressources intérieures en pourcentage des recettes fiscales serait respecté.

Les comptes extérieurs se caractériseraient par une augmentation de 34,2 milliards du déficit de la balance des transactions courantes, hors dons, estimé à 10,1% du PIB en 2012, contre 10,0% un an plus tôt. Cette situation résulterait principalement de la détérioration de la balance commerciale et de celle des revenus, en liaison avec l'accroissement de la facture des importations et la baisse des revenus nets. Ces évolutions seraient toutefois atténuées par l'augmentation des transferts courants. L'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'inscrirait en hausse de 25,7 milliards, sous l'effet de la consolidation des ressources extérieures, notamment celles reçues au titre des investissements directs. Les échanges extérieurs se solderaient en 2012 par un déficit de 1,6 milliard contre 11,6 milliards un an auparavant.

Au terme de l'année 2012, la masse monétaire augmenterait de 9,2%, du fait exclusivement de la hausse de 17,6% du crédit intérieur, les avoirs extérieurs nets devant accuser un repli de 0,2%.

BURKINA

Après une année 2011 marquée par un ralentissement du rythme de progression de l'activité économique, du fait de la baisse de la production céréalière durant la campagne agricole 2011/2012, l'économie du Burkina devrait connaître une forte expansion en 2012. Cette évolution proviendrait de l'accroissement de la production agricole, eu égard à la bonne tenue de la campagne agricole 2012/2013. Elle résulterait également du redressement de la production industrielle et minière ainsi que du regain d'activité dans le secteur tertiaire, notamment dans les branches « commerce », « transports » et « services marchands » (activités touristiques et hôtelières essentiellement), à la faveur de l'organisation du Salon International du Tourisme et de l'Hôtellerie de Ouagadougou (SITHO), du Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO), du Tour International du Faso, de la Semaine Nationale de la Culture (SNC) et de la 2^{ème} édition du Forum d'Affaires « AFRICALIA ». La croissance économique bénéficierait, en outre, des retombées positives de la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD).

Le produit intérieur brut, en termes réels, s'inscrirait en hausse de 8,0% en 2012, soit 3,8 points de pourcentage de plus qu'en 2011. Les secteurs tertiaire et primaire seraient les principaux moteurs de la croissance, avec des contributions respectives de 3,9 points et 3,3 points. L'apport du secteur secondaire à l'expansion économique se chiffrerait à 0,8 point. Le niveau général des prix à la consommation a augmenté, sous l'effet du renchérissement des produits alimentaires, notamment les céréales non transformées, et de la hausse des prix à la pompe des hydrocarbures. Toutefois, les mesures prises par

le Gouvernement pour améliorer l'offre de céréales sur les marchés, par le biais de la distribution gratuite et la vente à prix modéré de ces produits dans les zones déficitaires ou à risque d'insécurité alimentaire, ont contribué à contenir la progression des prix. Le taux d'inflation ressortirait à 3,8%, en moyenne sur l'ensemble de l'année 2012, soit 1,0 point de pourcentage de plus qu'en 2011.

L'exécution des finances publiques se solderait par une augmentation du déficit budgétaire global, hors dons, qui passerait de 7,6 points de pourcentage du PIB en 2011 à 10,3% du PIB en 2012. Cette situation s'expliquerait principalement par la hausse des dépenses publiques de 2,6 points de pourcentage du PIB, plus importante que celle des recettes budgétaires qui, exprimées en pourcentage du PIB, reculeraient de 0,1 point. La hausse des dépenses totales serait consécutive essentiellement à celle des dépenses d'investissement résultant de la prise en charge des diligences incombant à l'Etat, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Présidentiel et de la SCADD.

Au titre de la surveillance multilatérale, tous les critères de premier rang seraient respectés en 2012, en dehors de ceux portant sur le solde budgétaire de base rapporté au PIB et du taux d'inflation. Au niveau des critères de second rang, seule la norme relative au ratio des investissements sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales pourrait être satisfaite.

Les échanges extérieurs se caractériseraient par une augmentation de 2,5 points de pourcentage du PIB du déficit des transactions courantes, hors dons, qui atteindrait 7,5% du PIB. Cette évolution résulterait principalement de la détérioration de la balance commerciale, consécutive à la faible progression des exportations. Ces dernières augmenteraient de 67,4 milliards en 2012, après une progression de 344,4 milliards un an plus tôt. La baisse de 16,4% de la production d'or, du fait des remous sociaux, expliquerait la faible progression du niveau des

exportations. Le déficit de la balance des services s'accroîtrait également, sous l'effet de la hausse du fret. L'excédent du compte de capital et d'opérations financières se renforcerait de 179,6 milliards, grâce à l'accroissement des appuis extérieurs. Au total, le solde global de la balance des paiements ressortirait excédentaire de 45,0 milliards.

La situation monétaire à fin décembre 2012, comparée à celle à fin décembre 2011, se caractériserait par un accroissement de la masse monétaire de 13,8%, consécutif à l'augmentation de 17,8% du crédit intérieur et de 6,6% des avoirs extérieurs nets.

COTE D'IVOIRE

Après une année 2011 particulièrement difficile, marquée par la crise post-électorale, les Autorités ivoiriennes se sont engagées à renouer avec une nouvelle dynamique de croissance forte, soutenue par l'exécution de grands projets de développement et l'investissement privé.

Les retombées positives de ces actions ont été cependant limitées par de nouvelles incertitudes liées à l'orientation de la conjoncture internationale. En effet, la persistance de la crise des dettes souveraines a impacté négativement la reprise économique dans les pays industrialisés et induit une décélération plus prononcée que prévu du rythme d'expansion des économies émergentes.

En revanche, au plan interne, l'apaisement progressif du climat socio-politique et la réduction d'une importante partie de la dette extérieure du pays consécutive à l'atteinte, le 26 juin 2012, du point d'achèvement de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE), devraient contribuer à la consolidation du tissu économique fortement affecté par la crise de 2011.

Les projections effectuées en novembre 2012 situent le taux de croissance du PIB, en termes réels, à 8,6% en 2012. La croissance serait portée par les

secteurs tertiaire et secondaire, dont les contributions ressortiraient respectivement à 6,1 points et 2,5 points. L'expansion des activités commerciales et des services, notamment bancaires, consécutive à la remise en marche de l'appareil de production, ainsi que l'intensification des investissements publics et privés expliqueraient ces performances. La contribution du secteur primaire demeurerait faible, en liaison principalement avec la baisse de la production de cacao, du fait du repos végétatif.

Les prix à la consommation enregistreraient une progression modérée de 1,3% en moyenne sur l'année 2012, après avoir atteint 4,9% en 2011.

L'exécution des opérations financières de l'Etat se solderait par une augmentation de 79,6 milliards du déficit budgétaire, hors dons, qui ressortirait à 518,4 milliards en 2012. Cette situation résulterait d'une hausse des dépenses plus forte que celle des recettes publiques, en liaison avec la progression des investissements publics et des dépenses courantes. Les dépenses globales enregistreraient une augmentation de 5,3 points de pourcentage du PIB, sous l'effet du renforcement des dépenses d'investissement et des dépenses courantes respectivement de 2,8 points et 2,2 points de pourcentage du PIB. Cette évolution des dépenses porte la marque, d'une part, du regain d'activité au niveau des administrations publiques et, d'autre part, de l'intensification des investissements publics dans le cadre de la restauration des infrastructures de base. Les recettes budgétaires connaîtraient une augmentation de 5,1 points de pourcentage du PIB, portées surtout par les recettes fiscales (+4,2 points de pourcentage du PIB). En 2012, le déficit budgétaire global, base engagements, hors dons, représenterait 4,8% du PIB contre 4,6% du PIB un an plus tôt.

Au titre de la surveillance multilatérale, seuls deux des critères communautaires ne seraient pas respectés en 2012. Il s'agit du critère de premier rang relatif au solde budgétaire de base rapporté au PIB et de celui de second rang portant sur le ratio masse salariale rapportée aux recettes fiscales.

Au plan des échanges extérieurs, la balance des transactions courantes, hors dons, ressortirait, pour la première fois depuis plusieurs années, déficitaire de 234,1 milliards en 2012, en raison principalement de la baisse de plus de 1.000 milliards de l'excédent commercial, consécutive à la forte progression des importations de biens et de la détérioration de la balance des services, résultant du renchérissement du fret. La balance commerciale demeurerait excédentaire, grâce à la bonne tenue des cours des produits exportés. A la faveur de la progression des investissements directs étrangers et des investissements de portefeuille ainsi que de la consolidation des appuis financiers reçus par le secteur privé, le compte de capital et d'opérations financières s'améliorerait, en passant de -737,6 milliards en 2011 à 24,1 milliards en 2012. Au total, les échanges extérieurs se solderaient par un déficit de 200,0 milliards, après un excédent de 427,3 milliards en 2011.

Les agrégats monétaires se consolideraient en 2012, en relation avec la reprise économique. La masse monétaire enregistrerait une hausse de 6,3% par rapport à 2011, essentiellement sous l'effet de la progression de 17,2% du crédit intérieur. Les avoirs extérieurs nets reculeraient de 11,0%, en liaison principalement avec le règlement des factures de biens d'équipement nécessaires à la relance économique.

GUINEE-BISSAU

L'activité économique en 2012 a été affectée par le recul de la demande mondiale de noix de cajou, principal produit d'exportation du pays. Au plan interne, le coup d'Etat militaire intervenu le 12 avril 2012 a marqué un coup d'arrêt à l'élan de croissance amorcé depuis quelques années. En effet, il a paralysé le fonctionnement des administrations durant près d'un mois, induit un attentisme auprès des opérateurs économiques, retardé le démarrage de la campagne de commercialisation de la noix de cajou et entraîné la suspension de l'exécution de certains projets financés par des partenaires au

développement, notamment l'Union Européenne, la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement (BAD).

Les estimations récentes disponibles situent le taux de croissance du PIB, en termes réels, à 0,7% en 2012 contre une prévision de 2,5% et une réalisation de 5,3% en 2011. Le recul de la croissance économique s'explique par la baisse de la production et des exportations de noix de cajou ainsi que par le repli de l'investissement public et son impact sur le sous-secteur des bâtiments et travaux publics. La croissance resterait portée par les secteurs tertiaire et secondaire, dont les contributions ressortiraient respectivement à 0,4 point et 0,3 point. L'apport du secteur primaire demeurerait faible, en raison de la chute de la production de noix de cajou.

Bénéficiant de la détente des prix des produits de grande consommation, le niveau général des prix enregistrerait une progression modérée de 2,1% en moyenne sur l'année 2012, après avoir atteint 5,1% en 2011.

L'exécution des finances publiques se solderait par une hausse de 1,1 milliard du déficit budgétaire, hors dons, en liaison avec la baisse des recettes budgétaires. Les dépenses totales et prêts nets se réduiraient de 0,8 point de pourcentage du PIB, sous l'effet de la diminution des dépenses d'investissement, consécutive à la suspension des projets financés notamment par la BAD, la Banque Mondiale, l'Angola et l'Union Européenne. Ce repli des dépenses en capital serait partiellement compensé par l'augmentation des dépenses courantes, en relation avec les dépenses induites par l'organisation en avril 2012 de l'élection présidentielle. Les recettes budgétaires enregistreraient un recul de 0,7 point de pourcentage du PIB, en raison de la baisse des recettes non fiscales légèrement atténuée par l'augmentation des recettes fiscales. Le solde budgétaire global, base engagements, hors dons, ressortirait déficitaire de 44,5 milliards, soit 9,2% du PIB, contre 9,3% du PIB en 2011.

Au titre de la surveillance multilatérale, tous les critères de premier rang seraient satisfaits, à l'exception de celui portant sur le solde budgétaire de base rapporté au PIB. En revanche, aucun critère de second rang ne pourrait être respecté.

Au plan des échanges extérieurs, la baisse sensible des exportations de noix de cajou induirait une augmentation du déficit de la balance commerciale, ainsi qu'une détérioration de 30,4 milliards du solde des transactions courantes, hors dons, qui se chiffrerait à -51,0 milliards en 2012. Rapporté au PIB, ce solde représenterait 10,6% en 2012 contre 4,2% en 2011. Le compte de capital et d'opérations financières s'élèverait à 24,8 milliards, en diminution de 13,6 milliards par rapport à 2011, sous l'effet de la baisse des appuis extérieurs. Au total, la balance des paiements dégagerait un solde global déficitaire de 10,2 milliards en 2012 contre un excédent de 26,1 milliards en 2011.

La masse monétaire enregistrerait en 2012 une augmentation de 0,2%, en ressortant à 174,0 milliards, sous l'effet de la hausse de 20,2% du crédit intérieur (12,5 milliards) atténuée par la baisse de 16,3% des avoirs extérieurs nets (10,2 milliards).

MALI

L'économie malienne a été sensiblement affectée au cours de l'année 2012 par les conséquences de la crise sécuritaire consécutive à l'invasion de la partie septentrionale du pays par des bandes armées et des troubles socio-politiques nés du coup d'Etat militaire survenu en mars 2012. Ces événements ont perturbé le bon déroulement de l'activité économique dans presque tous les secteurs, du fait de l'attentisme des opérateurs économiques et de la suspension des financements extérieurs par certains partenaires au développement, qui a eu une incidence négative sur la poursuite des grands travaux publics en cours. Toutefois, la bonne orientation de la production agricole, attendue en hausse de 13,1%, devrait atténuer les effets négatifs de la crise sur la croissance économique.

Dans ce contexte difficile, le produit intérieur brut, en termes réels, enregistrerait un recul de 1,5% en 2012, après une croissance de 2,7% un an plus tôt.

La baisse d'activité est essentiellement localisée dans les secteurs tertiaire et secondaire, dont les contributions à la croissance ressortiraient respectivement négatives de 4,1 points et 0,4 point, sous l'effet du reflux de la valeur ajoutée des branches « Commerce de gros et de détail », « Autres services marchands » ainsi que celle des Bâtiments et Travaux Publics. La contre-performance de ces secteurs serait atténuée par la bonne tenue du secteur primaire, dont la contribution ressortirait à +3,0 point, en liaison avec les résultats satisfaisants de la campagne agricole 2012/2013.

Le niveau général des prix à la consommation progresserait en 2012, du fait de la baisse de l'offre de produits céréaliers, consécutive aux mauvais résultats de la campagne agricole 2011/2012 et de la persistance des difficultés d'approvisionnement des marchés, du fait de la crise. Le taux d'inflation se situerait, en moyenne sur l'ensemble de l'année 2012, à 5,3% contre 3,0% en 2011.

Au plan des finances publiques, le déficit budgétaire global, hors dons, ressortirait à 114,5 milliards ou 2,2% du PIB, en diminution de 5,3 points par rapport au niveau atteint en 2011. Cette évolution proviendrait principalement de la baisse des dépenses de 225,6 milliards, induite par la réduction des dépenses d'investissement. Les ressources budgétaires connaîtraient une hausse de 37,8 milliards par rapport à 2011, portées par les recettes fiscales qui ont été confortées par l'augmentation des recettes réalisées sur le secteur aurifère à travers la taxe ad valorem et les droits d'accises.

Au titre de la surveillance multilatérale, une seule norme parmi les critères de premier rang ne pourrait pas être respectée, en l'occurrence, celle relative au taux d'inflation. En revanche, au niveau des critères

de second rang, seul le repère fixé pour le déficit extérieur courant, hors dons, en pourcentage du PIB serait satisfait.

Les échanges extérieurs se solderaient par une diminution de 7,2 points de pourcentage du PIB, du déficit du compte courant, hors dons, qui représenterait 4,3% du PIB, sous l'effet de la consolidation de la balance commerciale. Cette dernière passerait d'un déficit de 186,0 milliards en 2011 à un excédent de 161,4 milliards en 2012, du fait de la hausse des exportations de coton et d'or et de la baisse des importations, notamment de biens d'équipement et de produits intermédiaires. L'excédent du compte de capital et d'opérations financières se réduirait de 306,6 milliards, du fait de la diminution des capitaux publics et privés à la suite principalement de la suspension de la coopération avec les principaux partenaires au développement. Au total, le solde global de la balance des paiements ressortirait déficitaire de 40,9 milliards, soit 8,8 milliards de plus qu'en 2011.

Sur le plan monétaire, la masse monétaire enregistrerait une progression de 5,1%, résultant essentiellement d'un accroissement de 13,7% du crédit intérieur, les avoirs extérieurs nets devant baisser de 5,9%.

NIGER

L'économie nigérienne a été impactée en 2012 par le ralentissement de la demande mondiale lié à la persistance de la crise des dettes souveraines. Au plan interne, deux faits majeurs sont à signaler :

- la gestion de la crise alimentaire consécutive aux résultats déficitaires de la campagne agricole 2011/2012 et ses répercussions sur les finances publiques ;
- le démarrage de l'extraction et du raffinage du pétrole ainsi que ses effets d'entraînement sur les sous-secteurs du commerce et des services.

Les estimations effectuées en novembre 2012 situent le taux de croissance du PIB, en termes réels, à 12,7% en 2012. La croissance proviendrait de l'augmentation attendue de la production agricole durant la campagne agricole 2012/2013, en rapport avec la bonne répartition des pluies dans le temps et dans l'espace. Elle serait également tirée par l'expansion de l'activité dans le secteur des mines, en liaison avec la mise en exploitation de nouveaux gisements de minerai et le démarrage de la production pétrolière. Une évolution favorable serait également observée dans le commerce et les services marchands. Les contributions sectorielles à la croissance ressortiraient à 4,6 points pour le secteur primaire, 6,3 points pour le secteur secondaire et à 1,8 point pour le secteur tertiaire.

Les prix à la consommation enregistreraient une progression modérée de 0,5% en moyenne sur l'année 2012, après 2,9% en 2011.

L'exécution des opérations financières de l'Etat se solderait par une aggravation du déficit budgétaire, hors dons, en liaison avec une croissance des dépenses plus forte que celle des recettes publiques. En effet, les dépenses globales progresseraient de 9,4 points de pourcentage du PIB, sous l'effet de la hausse de 11,6 points de pourcentage du PIB des dépenses d'investissement. L'accroissement des dépenses en capital résulterait des efforts consentis par l'Etat principalement dans le cadre de la gestion du contexte sécuritaire, de l'exécution des projets d'infrastructures et de ceux prévus dans les secteurs prioritaires de l'économie. Les dépenses courantes reflueraient de 2,4 points de pourcentage du PIB. Dans le même temps, les recettes budgétaires enregistreraient une augmentation de 0,8 point de pourcentage du PIB, portées surtout par les recettes non fiscales (+1,5 point de pourcentage du PIB). Le solde budgétaire global, base engagements, hors dons, ressortirait déficitaire de 529,7 milliards, soit 14,8% du PIB, contre 6,3% du PIB en 2011.

Au titre de la surveillance multilatérale, parmi les critères de premier rang, celui relatif au solde budgétaire de base rapporté au PIB ne serait pas

respecté. Au niveau des critères de second rang, seule la norme portant sur le déficit extérieur courant rapporté au PIB ne pourrait être satisfaite.

Au plan des échanges extérieurs, l'accroissement sensible des importations pour des besoins d'investissement, notamment dans les secteurs des mines et de l'énergie, induirait une augmentation de 172,6 milliards du déficit du compte courant, hors dons. Rapporté au PIB, le solde des transactions courantes, hors dons publics, représenterait -25,5% en 2012 contre -24,6% en 2011. En relation avec l'accroissement des dons projets et la consolidation des autres flux de capitaux en faveur des administrations publiques, le solde global de la balance des paiements se renforcerait, en ressortant à 131,8 milliards.

Reflétant l'évolution de l'activité économique, les agrégats monétaires se consolideraient en 2012. La masse monétaire ressortirait à 780,5 milliards, en hausse de 27,7% par rapport à 2011, sous l'effet du renforcement de 131,8 milliards des avoirs extérieurs nets (50,0%) et de l'accroissement de 68,6 milliards du crédit intérieur (16,4%).

SENEGAL

L'économie sénégalaise s'est ressentie en 2012 des effets des troubles sociaux ayant marqué la période pré-électorale et qui ont entraîné un attentisme auprès des acteurs économiques. Cette situation a été aggravée par les conséquences des crises survenues au Mali et en Guinée-Bissau, dont les effets ont été perceptibles sur les échanges commerciaux et sur l'activité de certains prestataires de services de transport. Toutefois, le bon dénouement des échéances électorales et la volonté affirmée par les nouvelles Autorités du pays d'instaurer un modèle de gouvernance efficace, d'asseoir des bases solides pour le développement économique du pays et de promouvoir une croissance soutenue, durable et inclusive ont permis un redémarrage rapide de l'appareil de production. Le Produit intérieur brut, en termes réels, progresserait de 3,7% contre 2,6% en 2011.

La croissance serait tirée principalement par le secteur tertiaire, moteur traditionnel de l'économie sénégalaise, avec une contribution de 2,0 points, en relation avec l'orientation favorable de l'activité dans les services, notamment financiers, qui ont bénéficié du dynamisme des structures d'intermédiation financière. Le secteur primaire serait le deuxième pilier de la croissance économique, avec un apport de 1,1 point en 2012 contre -1,5 point en 2011. L'accroissement de la production attendue au cours de la campagne agricole 2012/2013, qui a connu un bon déroulement, expliquerait l'amélioration de la contribution de ce secteur. Au niveau du secteur secondaire, la baisse d'activité dans la branche «fabrication de corps gras alimentaires», en raison de la chute de 59,0% de la production d'arachide durant la campagne agricole 2011/2012, réduirait de 0,9 point l'apport à la croissance, qui ressortirait à 0,6 point en 2012. Le secteur bénéficierait, toutefois, du dynamisme des activités extractives et de l'augmentation de l'offre d'énergie électrique, consécutive aux mesures prises par le Gouvernement pour assurer une amélioration de la fourniture d'énergie électrique.

Le niveau général des prix à la consommation enregistrerait une hausse moyenne de 1,4% sur l'ensemble de l'année 2012, en rapport avec le renchérissement des produits alimentaires et énergétiques durant le dernier trimestre.

La gestion budgétaire au cours de l'année 2012 serait caractérisée par une bonne tenue des recettes (+13,0%) et une meilleure maîtrise de la progression des dépenses publiques (+7,4%). Les recettes seraient portées principalement par les recettes fiscales, qui progresseraient de 0,8 point de pourcentage du PIB. La hausse des dépenses totales résulterait de celle des dépenses d'investissement, qui augmenteraient de 1,6 point de pourcentage du PIB, les dépenses courantes devant régresser de 0,7 point. Au total, le déficit budgétaire global, base engagements, hors dons, s'établirait à 615,4 milliards ou 8,5% du PIB contre 604,8 milliards ou 8,9% du PIB en 2011.

Au titre de la surveillance multilatérale, tous les critères de premier rang, à l'exception de celui relatif au solde budgétaire de base rapporté au PIB, seraient respectés en 2012. Au niveau des critères de second rang, seule la norme fixée pour le ratio du déficit extérieur courant hors dons sur PIB ne pourrait être satisfaite.

Les échanges extérieurs seraient marqués en 2012 par un creusement de 0,5 point de pourcentage du PIB du déficit du compte des transactions courantes, hors dons, qui s'établirait à 627,6 milliards, soit 8,7% du PIB. La dégradation du compte des transactions courantes résulterait de la détérioration de la balance commerciale (-107,4 milliards) et de celle des services (-6,1 milliards). Elle serait partiellement atténuée par une réduction de 6,5 milliards du déficit de la balance des revenus et un accroissement de 47,3 milliards de l'excédent des transferts courants. Le solde positif du compte de capital et d'opérations financières connaîtrait une augmentation de 12,9 milliards, principalement sous l'effet de la hausse des dons projets, du solde des acquisitions ou cessions d'actifs financiers et des investissements directs étrangers. Sur cette base, le solde global de la balance des paiements ressortirait déficitaire de 103,9 milliards en 2012 contre 57,3 milliards l'année précédente.

Les agrégats monétaires se consolideraient en 2012. La masse monétaire enregistrerait une progression de 7,2%, à la suite de la hausse du crédit intérieur de 13,4% et de la baisse des avoirs extérieurs nets de 4,4%.

TOGO

L'activité économique a évolué en 2012 dans un contexte marqué par l'exécution du Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture au Togo (PADAT), du Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA) et du Projet de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO), dont les effets seraient perceptibles sur les résultats de la campagne agricole 2012/2013.

L'environnement économique porterait également l'empreinte de la poursuite des travaux de réhabilitation et de construction des routes au niveau des grandes artères de Lomé et des pistes en zones rurales ainsi que du démarrage des travaux de construction du 3^{ème} quai au Port Autonome de Lomé. Le taux de croissance du PIB, en termes réels, se situerait autour de 5,0% contre 4,9% en 2011. Cette évolution reflèterait les résultats satisfaisants de la campagne agricole 2012/2013, l'orientation favorable de la production des industries extractives et manufacturières ainsi que l'exécution des travaux de réhabilitation des infrastructures routières.

La progression de l'activité serait soutenue principalement par les secteurs secondaire et primaire, dont les contributions à la croissance s'établiraient respectivement à 2,4 points et 1,6 point, en rapport avec l'accroissement de l'offre d'énergie électrique, le regain d'activité dans les industries extractives et manufacturières, ainsi que dans la branche Bâtiments et Travaux Publics. Elle résulterait également de la hausse de la production agricole. Le secteur tertiaire contribuerait à la croissance à hauteur de 1,0 point en 2012, sous l'effet de la bonne tenue de l'activité dans le commerce, les transports et les services marchands.

Le niveau général des prix à la consommation enregistrerait une progression moins forte en 2012 qu'en 2011, du fait d'un meilleur approvisionnement des marchés en produits de grande consommation. En moyenne sur l'année 2012, le taux d'inflation ressortirait à 2,6% contre 3,6% en 2011.

La situation des finances publiques s'est détériorée en 2012, les dépenses totales ayant progressé plus vite que les recettes budgétaires. En effet, les dépenses totales ressortiraient à 523,1 milliards, soit 27,8% du PIB, en augmentation de 24,3% par rapport au niveau atteint en 2011. Cette évolution résulterait de l'accroissement de 52,7% des dépenses d'investissement, en relation avec l'intensification par l'Etat des travaux de renforcement des infrastructures

de base. Les dépenses courantes augmenteraient de 9,7%, en liaison avec la hausse de 10,7% des dépenses de fonctionnement. Quant aux recettes budgétaires, elles enregistreraient une progression de 14,1%, en se situant à 361,1 milliards, ou 19,2% du PIB. Le déficit budgétaire, base engagements, hors dons, qui découle de ces évolutions représenterait 8,6% du PIB contre 6,0% un an plus tôt.

Au plan de la surveillance multilatérale, tous les critères de premier rang seraient respectés en 2012, à l'exception de celui relatif au solde budgétaire de base rapporté au PIB. Au niveau des critères de second rang, seule la norme portant sur le déficit extérieur courant hors dons rapporté au PIB ne pourrait être satisfaite.

Les échanges extérieurs se caractériseraient par une accentuation du déficit des transactions courantes, en relation avec la hausse des importations, consécutive au renchérissement des produits pétroliers, à l'accroissement des achats de biens intermédiaires et d'équipement, dans le cadre de la poursuite du programme de réhabilitation des infrastructures routières et de la modernisation des équipements du Port Autonome de Lomé. Hors dons, le déficit du solde des transactions courantes passerait de 184,7 milliards en 2011 à 200,3 milliards en 2012. Rapporté au PIB, il représenterait 10,7% en 2012, soit 0,1 point de pourcentage de plus qu'en 2011. L'excédent du compte de capital et d'opérations financières se réduirait de 5,9 milliards, en liaison avec la baisse des dons projets légèrement atténuée par l'augmentation des autres capitaux publics reçus de l'extérieur. Au total, la balance des paiements dégagerait un solde global positif de 11,5 milliards, en repli de 20,2 milliards par rapport à 2011.

Une consolidation des agrégats monétaires serait observée en 2012. La masse monétaire progresserait de 9,8% en 2012, en relation avec la hausse de 10,8% du crédit intérieur et de 4,0% des avoirs extérieurs nets.



**PERSPECTIVES ECONOMIQUES
DES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA EN 2013**



2.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Les perspectives d'une stabilisation des marchés financiers, à la faveur des efforts d'ajustement budgétaire engagés dans les économies avancées au cours de l'année 2012, laissent augurer d'une reprise progressive de la croissance économique mondiale en 2013. Selon les prévisions du Fonds Monétaire International publiées en octobre 2012, l'expansion économique mondiale s'établirait à 3,5% en 2013 contre 3,2% en 2012 et 3,9% en 2011.

L'activité économique serait toujours tirée par les pays émergents, notamment la Chine et l'Inde, dont les taux de croissance du PIB progresseraient respectivement de 8,2% et 5,9% en 2013, après 7,8% et 4,5% en 2012. La vigueur de l'activité en Chine résulterait de l'accentuation des projets publics dans les infrastructures. En Inde, la croissance bénéficierait des retombées positives des réformes en cours. Les économies des pays industrialisés enregistreraient une croissance moins forte, projetée à 1,4% contre 1,3% en 2012. Cette légère augmentation proviendrait principalement des économies de la Zone euro, qui connaîtraient une récession moins poussée de 0,2%, du fait du redressement attendu de l'activité en France et en Italie.

L'économie japonaise enregistrerait une décélération, en liaison avec la réduction des dépenses liées à la reconstruction entreprise après le séisme dont a été victime l'Est du pays en mars 2011. La croissance économique ressortirait à 1,2% contre 2,2% en 2012. Prises dans leur ensemble, les économies des pays émergents et en développement enregistreraient une progression de l'ordre de 5,5% en 2013, soit 0,4 point de pourcentage de plus qu'en 2012. En Afrique subsaharienne, la croissance économique passerait de 4,8% en 2012 à 5,8% en 2013, sous l'effet principalement de l'orientation favorable des exportations de matières premières.

Les cours mondiaux des produits de base s'inscriraient dans une tendance haussière, soutenus par le

renforcement des échanges commerciaux et la persistance de risques géopolitiques.

2.2 - PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA EN 2013

L'activité économique au sein de l'Union devrait connaître une accélération, au cours de l'année 2013, en rapport avec le rythme soutenu de l'expansion économique en Côte d'Ivoire, au Niger, au Burkina et, dans une moindre mesure, au Togo, au Sénégal et au Bénin. Cette situation s'expliquerait par l'essor des activités extractives, consécutif à l'accroissement de la production d'or au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Mali ainsi qu'à la consolidation de l'extraction d'uranium et de pétrole au Niger. L'activité économique bénéficierait également des mesures mises en œuvre par les Etats membres de l'UEMOA pour augmenter la production vivrière et assainir les filières des principales cultures de rente. Par ailleurs, la poursuite de l'exécution des programmes d'investissement publics dans les infrastructures et le renforcement des capacités d'offre d'énergie électrique contribueraient à doper la croissance au sein de l'Union.

Selon les projections effectuées par les Services de la Banque Centrale en novembre 2012, le taux de croissance économique de l'Union, en termes réels, ressortirait à 6,5% en 2013 contre 5,8% en 2012.

Les principaux moteurs de l'expansion économique en 2013 sont les secteurs tertiaire et secondaire, dont les contributions à la croissance représenteraient respectivement 3,2 points et 2,1 points. Les actions entreprises par les Etats membres de l'UEMOA pour augmenter la production vivrière et de rente permettraient de maintenir la contribution du secteur primaire autour de 1,3 point en 2013.

Au titre des emplois du PIB, l'investissement serait un important moteur de l'expansion économique, avec une contribution qui ressortirait à 2,2 points en 2013. Cette situation serait imputable à l'accroissement des investissements dans les infrastructures de

base et dans le secteur minier, qui porterait le taux d'investissement de 22,7% en 2012 à 23,2% en 2013.

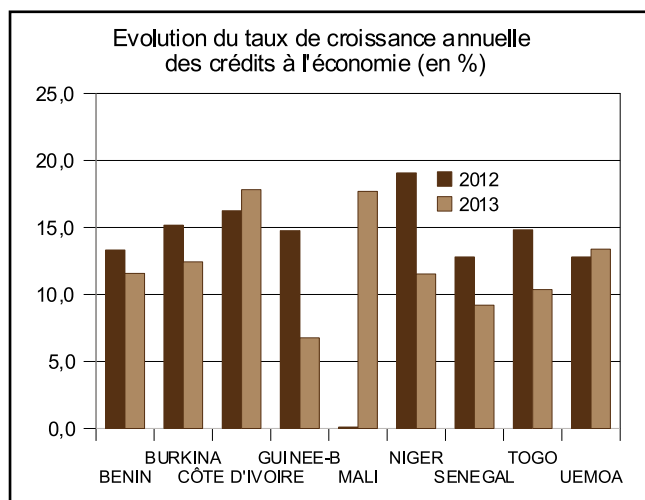
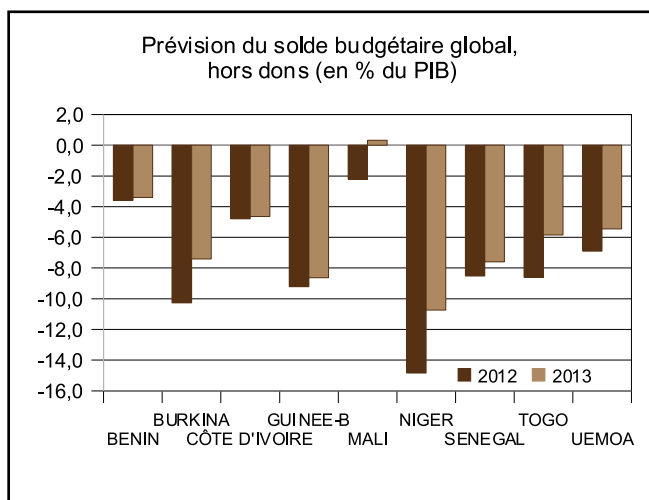
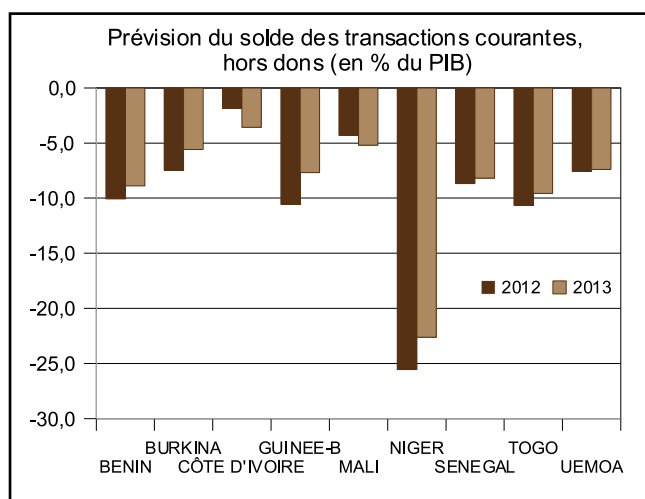
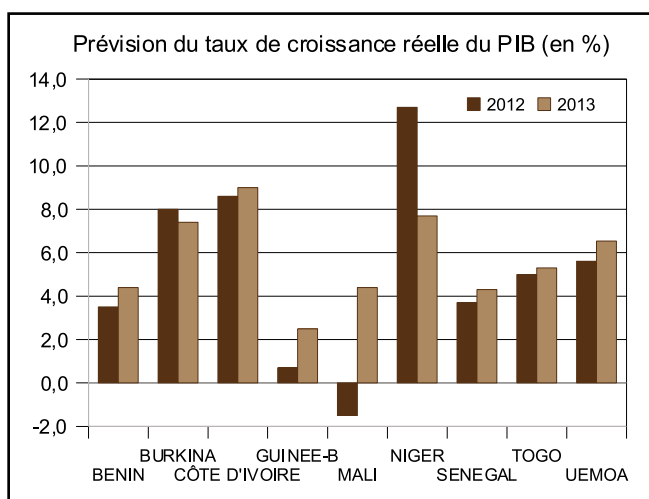
Reflétant l'importance de l'autoconsommation dans les Etats de l'Union, notamment dans le secteur primaire, l'apport de la consommation finale à la croissance s'élèverait à 4,5 points en 2013 contre 2,1 points en 2012.

Le secteur extérieur aurait, quant à lui, une contribution négative, passant de -2,3 points en 2012 à -0,2 point en 2013.

Au niveau des prix à la consommation, le redressement attendu de la croissance économique

devrait être non-inflationniste, sous l'hypothèse d'un élargissement de la base de production et d'un relèvement du potentiel de croissance. Ainsi, en 2013, le taux d'inflation de l'Union se situerait autour de 2,1% en moyenne. La hausse des prix serait imputable au renchérissement des produits alimentaires importés et à l'augmentation prévisible des prix à la pompe des carburants en Côte d'Ivoire et au Togo, avec des effets induits sur les prix des autres biens et services. Par pays, les taux d'inflation en moyenne ressortiraient comme suit : +2,1% au Bénin, +2,7% au Burkina, +1,9% en Côte d'Ivoire, +2,9% en Guinée-Bissau, +3,1% au Mali, +1,8% au Niger, +2,2% au Sénégal et +2,0% au Togo.

Graphique 4 : Perspectives macroéconomiques de l'UEMOA en 2013



Sources : Services nationaux ; BCEAO

La situation des finances publiques serait caractérisée par une légère réduction des déficits budgétaires. En effet, le solde budgétaire de base est projeté en amélioration à -0,9% du PIB contre -2,6% en 2012. Le solde global, base engagements hors dons, serait ramené de -6,9% en 2012 à -5,5% du PIB. Le taux de pression fiscale ressortirait à 17,2% du PIB contre 17,1% en 2012. Reflétant les efforts de rationalisation des dépenses courantes, les dépenses totales passeraient de 26,2% du PIB à 24,8% en 2013. Cette diminution du déficit budgétaire est attendue dans l'ensemble des pays de l'Union. Elle serait plus marquée au Niger (-4,1% du PIB) et au Togo (-2,4% du PIB).

En cohérence avec la réduction du déficit budgétaire, les besoins de financement (dons compris) passeraient de 2.826,4 milliards en 2012 à 2.444,4 milliards en 2013, soit une baisse de 13,5%. La part des dons (appuis budgétaires et dons projets) serait de 54,2%. Ces derniers s'inscriraient globalement dans une tendance baissière dans presque tous les Etats membres de l'Union, en raison des efforts

d'ajustement budgétaire dans les principaux pays donateurs.

Les ressources extérieures nettes à mobiliser (hors dons) s'élèveraient à 821,6 milliards, dont 858,9 milliards attendus au titre des tirages. Le financement intérieur net serait de 299,0 milliards, dont 308,1 milliards au titre du financement bancaire du TOFE. Cette situation découlerait d'une hausse d'environ 500,3 milliards des concours nets mobilisés auprès des banques, dénotant ainsi que la mobilisation de ressources sur le marché régional de la dette publique demeurerait importante en 2013.

Au titre de la surveillance multilatérale, à l'instar des années précédentes, les projections effectuées laissent apparaître qu'aucun Etat membre de l'Union ne respecterait l'ensemble des critères de convergence retenus dans le cadre du Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité en 2013, date butoir retenue pour la fin de la période de convergence.

Tableau 2.0 : UEMOA : PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES, 2009-2013

UEMOA	2009	2010	2011	2012	2013
			Estimations	Projections	Projections
PIB nominal (en milliards de F CFA)	32 611,6	34 994,6	36 755,6	40 063,5	43 765,9
Taux de croissance réel du PIB (en %)	3,0	4,4	0,6	5,8	6,5
Taux d'épargne intérieure (en %)	13,1	12,3	13,4	14,6	15,3
Taux d'épargne intérieure publique (en %)	2,4	2,8	1,3	2,5	4,2
Taux d'investissement (en %)	18,8	19,3	18,0	22,7	23,2
Taux d'investissement public (en %)	8,0	7,1	7,0	9,0	9,3
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	0,4	1,4	3,9	2,4	2,1
Recettes totales et dons (en % du PIB)	21,4	20,3	19,9	22,4	22,3
Dépenses globales (en % du PIB)	24,2	23,2	23,7	26,2	24,8
Solde budgétaire de base (en % du PIB)	-1,9	-1,2	-2,7	-2,6	-0,9
Solde budgétaire global, hors dons (en % du PIB)	-6,5	-5,4	-6,4	-6,9	-5,5
Balance des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-5,4	-6,1	-4,1	-7,6	-7,4
Variation des avoirs extérieurs nets (en %)	11,3	6,4	3,5	-2,8	3,3
Variation du crédit intérieur (en %)	18,3	20,2	16,4	13,3	10,2
Variation de la masse monétaire (en %)	14,2	15,6	11,1	8,3	9,1

Sources : Services nationaux ; BCEAO

Au niveau des échanges extérieurs, les prévisions font état d'une aggravation du déficit du compte courant, du fait de la détérioration de la balance des services et de celle des revenus nets. Il ressortirait à 2.819,3 milliards, soit 200,8 milliards de plus qu'en 2012. Toutefois, exprimé en pourcentage du PIB, ce déficit se réduirait de 0,2 point, en se situant autour de 7,4% en 2013.

En revanche, l'excédent du compte de capital et d'opérations financières se renforcerait, à la faveur d'une hausse des dons projets, des investissements directs étrangers et des autres capitaux privés, notamment en Côte d'Ivoire. Il s'élèverait à 2.869,3 milliards pour l'ensemble de l'Union, en augmentation de 419 milliards par rapport à 2012.

Au total, la balance des paiements dégagerait un solde excédentaire de 50,0 milliards. Tous les pays de l'Union contribueraient à cet excédent, sauf le Mali.

L'examen des agrégats monétaires de l'Union projetés pour l'année 2013, sous l'hypothèse d'une orientation inchangée de la politique monétaire, fait ressortir une hausse de 9,1% de la masse monétaire. Cette évolution serait principalement imputable à l'augmentation de 12,2% de l'encours du crédit intérieur. Elle serait également liée à la hausse de 3,3% des avoirs extérieurs nets, en rapport avec l'excédent global issu des échanges avec l'extérieur.

2.3 - RISQUES POTENTIELS SUR LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA EN 2013

Les perspectives de croissance demeurent empreintes d'incertitudes, en raison de la fragilité de la base de la croissance et de la dépendance encore relativement forte des Etats des financements extérieurs³, nécessaires pour l'exécution à bonne date des projets d'investissement publics susceptibles de jouer

un rôle de levier pour la croissance. Ces ressources sont également requises pour les investissements concourant à la consolidation de l'extraction minière et pétrolière.

Pour sa part, l'agriculture reste largement exposée aux aléas climatiques, en dépit des efforts consentis pour accroître la résilience du secteur agricole. En outre, l'évolution des cours des matières premières demeure très vulnérable aux chocs sur la demande mondiale, dont un fléchissement plus marqué compromettrait les efforts entrepris par les Etats pour la relance des activités au sein des filières agricoles.

Par ailleurs, la persistance des déficits en énergie électrique, en raison des lenteurs enregistrées dans la mise en œuvre des réformes dans les Etats membres ainsi qu'au niveau de l'Initiative Régionale pour l'Energie Durable (IREDD), constituerait un handicap pour le développement de l'activité industrielle.

A ces facteurs de risque, il convient d'ajouter la dégradation de la situation sécuritaire au Mali qui pourrait affaiblir les perspectives de croissance dans ce pays ainsi que celles de l'Union.

Au niveau de l'inflation, les risques qui pourraient compromettre les prévisions concernent :

- une hausse plus prononcée des prix des produits alimentaires importés. En effet, selon la FAO, une baisse de 2,6% de la production céréalière mondiale, notamment un repli de 5,3% de la production du blé et une stabilité de celle du riz, a été observée en 2012. Dans ce contexte, les mouvements spéculatifs pourraient induire une flambée des prix des produits alimentaires importés ;
- une hausse sensible des cours du baril de pétrole en 2013 et 2014, en cas d'intensification des tensions géopolitiques persistantes au Moyen-Orient ;

³ : Les Etats prévoient dans leurs budgets des ressources extérieures de 1.141,6 milliards en 2013 pour financer les investissements, ce qui constitue un défi majeur dans le contexte économique et financier international actuel.

- une éventuelle baisse de la production céréalière au cours de la campagne 2013/2014, se traduisant par de nouvelles tensions sur les prix des céréales.

Au total, l'évolution de l'inflation ne présente pas d'inquiétude majeure à moyen terme. Par contre, les risques sur la vigueur de la croissance telle que projetée par les Etats sont importants, en raison de la fragilité des moteurs de la croissance dans l'Union, des incertitudes sur les perspectives économiques mondiales et des risques sécuritaires qui seraient préjudiciables à l'amélioration du climat des affaires.

2.4 - ACTIONS PRIORITAIRES POUR CONFORTER LES PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES

La conjoncture internationale et l'environnement interne de l'Union ainsi que les incertitudes qu'ils comportent pour les perspectives économiques laissent entrevoir plusieurs défis que les Etats membres de l'UEMOA devront relever pour atteindre les objectifs de croissance forte, tout en préservant la stabilité du cadre macroéconomique.

Dans ces conditions, il importe de mettre en œuvre des mesures vigoureuses, afin d'exploiter au mieux les potentialités de croissance existantes. Il s'agira prioritairement :

- de faire reposer davantage la croissance sur des moteurs internes plus solides et diversifiés. Les actions à mener devraient accorder une place prépondérante aux programmes régionaux et concerner essentiellement :
 - la poursuite des réformes structurelles notamment celles visant l'amélioration du climat des affaires, afin de créer un cadre propice au développement des investissements dans les secteurs productifs ;
 - le renforcement des mesures visant à faciliter la libre circulation des biens et des personnes au sein de l'Union, afin de favoriser l'accélération du commerce sous-régional ;
- la création des conditions appropriées pour assurer une meilleure exécution des projets régionaux, principalement dans le domaine des infrastructures ;
- le renforcement des relations économiques avec les pays émergents (Chine, Inde, etc.), dont la demande en matières premières et produits semi-finis augmente de manière régulière, pour une meilleure diversification des débouchés ;
- le développement du commerce intra-régional et inter-africain, afin d'atténuer la vulnérabilité des pays de l'Union aux chocs sur la demande extérieure.
- d'accélérer la mise en œuvre des mesures décidées par le Conseil des Ministres de l'Union, afin de soutenir la production agricole et de contribuer à la maîtrise accrue des risques inflationnistes d'origine alimentaire ;
- de poursuivre les efforts en vue d'accroître la mobilisation des recettes budgétaires, de rationaliser les dépenses courantes en ciblant davantage les subventions, de manière à dégager des marges de manœuvre pour mener une politique budgétaire contracyclique ;
- d'accélérer la transposition des nouvelles Directives de gestion des finances publiques pour une harmonisation du cadre juridique, comptable et statistique des finances publiques dans l'Union. Ceci devrait permettre d'installer des instruments modernes pour une gestion rigoureuse, efficace et transparente des finances publiques et mieux suivre les résultats au plan budgétaire et fiscal ;
- de renforcer les capacités des Etats à définir et à mettre en œuvre des stratégies d'endettement à moyen terme garantissant la soutenabilité de la dette publique sur le long terme ;

- de poursuivre les efforts entrepris pour la mobilisation des ressources extérieures prévues au budget des Etats pour financer les investissements ;
- de définir et mettre en œuvre les réformes institutionnelles et juridiques qui favoriseraient une participation accrue du secteur privé au financement des investissements dans le cadre de partenariats public/privé (PPP) ;
- de mettre en œuvre les mesures identifiées dans le cadre du Rapport du Haut Comité ad hoc sur le financement des économies, en vue d'améliorer l'environnement de financement dans l'Union.

ENCADRÉ 3 : Perspectives de récolte céréalière dans l'UEMOA au cours de la campagne agricole 2012/2013

Après le déficit céréalière enregistré en 2011, l'issue de la campagne agricole apparaît prometteuse dans l'Union pour la saison 2012/2013, en raison des conditions climatiques favorables observées et des dispositions prises par les Etats pour accroître la production.

Au plan hydrique, la pluviométrie a été précoce, abondante et bien répartie dans le temps et dans l'espace. Le cumul enregistré au cours de cette saison est proche de celui de 2010, considérée comme l'une des années les plus pluvieuses de la dernière décennie. De fortes précipitations ont entraîné des inondations dans certains pays de l'Union, notamment le Bénin, le Niger et le Sénégal. Toutefois, le potentiel de croissance et de développement des plantes a été maintenu.

Forts des expériences passées, les Etats ont apporté des traitements précoces aux superficies cultivables. Des intrants ont été mis à la disposition des producteurs par les Gouvernements, avec l'appui des partenaires au développement. Des semences améliorées, des engrais, des produits phytosanitaires et du matériel agricole ont été cédés à des prix subventionnés, à titre gracieux ou dans le cadre d'actions humanitaires.

Dans un tel contexte, et au regard de l'évolution globale de la saison, la production céréalière totale attendue dans les Etats membres de l'Union au titre de la campagne agricole 2012/2013, se chiffrerait à 17.593.000 tonnes(*), en hausse de 22,5% par rapport à l'année dernière et de 18,0% par rapport à la moyenne des cinq (5) précédentes campagnes.

Selon des sources spécialisées, la récolte de maïs dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest sera supérieure aux importations de cette céréale. La hausse du prix du maïs sur le marché international ne devrait pas avoir d'impact à court terme sur la région.

Le niveau d'approvisionnement des marchés serait globalement satisfaisant, du fait des bonnes perspectives de productions céréalières. Toutefois, en raison des mauvais résultats de la campagne précédente, les prix demeureraient élevés, comparativement à 2011 et à la moyenne des cinq (5) dernières années. En outre, leur rigidité à la baisse serait accentuée par les besoins importants de reconstitution des stocks.

(*) Ces données n'intègrent pas celles du Burkina, qui ne sont pas disponibles.

Production céréalière brute de l'UEMOA (en milliers de tonnes)

Pays	2011/2012* (1)	2012/2013** (2)	Moyenne des cinq précédentes campagnes (3)	Variation (%)	
				(2) / (1)	(2) / (3)
Bénin	1 523,5	1 650,0	1 303,5	8,3	26,6
Burkina	ND	ND	ND	ND	ND
Côte d'Ivoire	1 446,0	1 501,0	1 328,5	3,8	13,0
Guinée Bissau	279,4	249,0	230,9	-10,9	7,8
Mali	5 101,9	6 182,0	5 267,4	21,2	17,4
Niger	3 818,2	5 155,0	4 327,7	35,0	19,1
Sénégal	1 131,1	1 668,0	1 455,4	47,5	14,6
Togo	1 056,7	1 188,0	1 001,6	12,4	18,6
UEMOA	14 356,7	17 593,0	14 914,9	22,5	18,0

Sources : Ministères de l'Agriculture des Etats, calculs de la BCEAO

(*) : estimations

(**) : prévisions

2.5 - PERSPECTIVES ECONOMIQUES PAR ETAT

BENIN

Au cours de l'année 2013, la politique économique du Gouvernement serait axée sur le renforcement des infrastructures de soutien à la production, la modernisation de l'agriculture et la promotion de l'agro-industrie ainsi que le développement local. Les actions prévues à cet effet devraient concourir à impulser un rythme plus soutenu à la croissance économique. Cette dernière est projetée à 4,4% en 2013 contre 3,5% en 2012.

Les secteurs tertiaire et primaire seraient les principaux moteurs de l'expansion économique, avec des contributions respectives de 2,5 points et 1,1 point contre 1,8 point et 0,9 point l'année précédente. La production agricole bénéficierait du renforcement des mesures déjà en vigueur, telles que la mise en place des intrants et des insecticides, la poursuite des réformes engagées dans la filière coton, l'aménagement et la

mise en valeur des vallées. L'essor du secteur tertiaire proviendrait de la restructuration et de la mise en œuvre du Programme de Vérification des Importations (PVI) ainsi que de la réalisation des travaux pour une meilleure exploitation des quais construits au Port Autonome de Cotonou dans le cadre du millennium Challenge Account, en vue d'accroître le trafic portuaire.

L'apport du secteur secondaire s'élèverait à 0,8 point, à la suite de l'accroissement de la production des industries manufacturières, consécutif à la mise en production de six (6) unités de transformation de produits agricoles.

Le niveau général des prix enregistrerait une progression modérée, sous l'effet de la stabilisation des prix de l'essence vendu dans le secteur informel et d'un bon approvisionnement des marchés en produits de grande consommation. Le taux d'inflation se situerait, en moyenne, autour de 2,1% en 2013 contre 6,7% en 2012.

TABLEAU 2.1 : BENIN : PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES, 2009-2013

	2009	2010	2011 Estimations	2012 Projections	2013 Projections
PIB nominal (en milliards de F CFA)	3 109,4	3 248,2	3 444,3	3 762,7	4 050,9
Taux de croissance réel du PIB	2,7	2,6	3,5	3,5	4,4
Taux d'épargne intérieure	9,4	11,3	9,6	9,6	10,9
Taux d'épargne intérieure publique	2,6	3,0	2,6	3,2	3,3
Taux d'investissement	21,4	20,9	20,7	20,5	20,6
Taux d'investissement public	9,7	5,5	6,6	6,7	6,7
Taux d'inflation moyen annuel (IPC)	0,4	2,1	2,7	6,8	2,1
Recettes totales et dons (en % du PIB)	19,4	20,0	20,1	21,8	21,1
Dépenses globales (en % du PIB)	26,0	21,6	21,9	22,5	22,3
Solde budgétaire de base (en % du PIB)	-4,5	-0,1	-0,5	-0,4	-0,2
Solde budgétaire global, hors dons (en % du PIB)	-7,5	-3,1	-4,3	-3,6	-3,4
Balance des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-11,4	-9,0	-10,0	-10,1	-8,9
Variation des avoirs extérieurs nets (en %)	-6,6	12,8	-1,6	-0,2	2,3
Variation du crédit intérieur (en %)	35,5	-1,2	26,3	17,6	13,6
Variation de la masse monétaire (en %)	7,5	7,2	8,1	9,2	9,0

Sources : Services nationaux ; BCEAO

Au niveau des finances publiques, les tensions observées au cours de l'année 2011 s'atténueraient. Le déficit budgétaire, hors dons, ressortirait à 3,4% du PIB, en diminution de 0,2 point de pourcentage par rapport à 2012. Cette situation résulterait de l'augmentation de 57,0 milliards des recettes budgétaires, consécutive à la poursuite des réformes engagées par les Autorités en vue de l'amélioration des recouvrements au niveau des régies financières. En pourcentage du PIB, les recettes budgétaires représenteraient 18,9% en 2013 comme en 2012. Dans le même temps, les dépenses totales enregistreraient une hausse plus modérée, du fait du maintien d'une gestion prudente des finances publiques. Elles enregistreraient une baisse de 0,2 point de pourcentage du PIB, en ressortant à 22,3% du PIB en 2013.

Au titre des échanges extérieurs, les projections tablent sur une diminution de 19,1 milliards du déficit du compte des transactions courantes, hors dons,

qui résulterait principalement de la réduction du déséquilibre de la balance commerciale. Rapporté au PIB, le déficit extérieur courant, hors dons, s'élèverait à 8,9% en 2013 contre 10,1% en 2012. L'excédent du compte de capital et d'opérations financières demeurerait quasiment stable par rapport au niveau de 2012, sous l'effet de la hausse des appuis financiers extérieurs, atténuée par le repli des transferts de capital. Au total, le solde global de la balance des paiements serait excédentaire de 10,0 milliards après avoir été déficitaire de 1,6 milliard en 2012.

En relation avec le renforcement de l'activité économique, les agrégats monétaires évolueraient à la hausse en 2013. La masse monétaire progresserait de 9,0%. Les avoirs extérieurs nets se consolideraient de 10,0 milliards. Les crédits à l'économie seraient en hausse de 12,2% pour s'établir à 1.074,2 milliards à fin décembre 2013. La position nette débitrice du gouvernement ressortirait à 69,9 milliards à fin décembre 2013, en dégradation de 8,6 milliards,

en liaison avec les souscriptions des banques aux émissions de bons du Trésor et le recours aux crédits du FMI.

Outre l'évolution de la demande mondiale, le principal risque dont pourraient se ressentir les perspectives économiques du Bénin concerne l'impact éventuel sur les réexportations de mesures conservatoires envisagées par le Nigeria, en vue de développer ses industries locales, dans le cadre des politiques de diversification de son économie et de réduction de sa dépendance au secteur pétrolier.

A cet égard, la réalisation des objectifs macro-économiques nécessite que la priorité soit accordée aux aspects fondamentaux ci-après :

- réorganiser et redynamiser la filière cotonnière et les activités du Port Autonome de Cotonou, dont les contre-performances au cours de ces dernières années ont fortement affecté la croissance économique. Les actions à mener devraient avoir pour objectif, d'une part, de hisser à nouveau le pays au rang des premiers producteurs de coton de l'Union tout en préservant l'équilibre financier de la filière et, d'autre part, d'améliorer substantiellement les prestations portuaires ;
- renforcer les ressources internes par l'augmentation des recettes fiscales, de manière à accroître les capacités budgétaires de l'Etat à exécuter les programmes d'investissements prioritaires dans les infrastructures et les secteurs sociaux de base ;
- accélérer les réformes institutionnelles et améliorer les procédures en cours pour accroître la capacité d'absorption des ressources mobilisées et répondre aux normes d'une gestion efficace et efficiente des ressources disponibles ;
- adopter et mettre en œuvre dans les meilleurs délais, les principales conclusions de la table ronde sur le dialogue secteur public/privé, tenue en octobre 2012, visant l'amélioration de

l'environnement juridique, administratif et financier des entreprises, conditions essentielles à la relance des investissements au Bénin ;

- mettre en œuvre une stratégie appropriée, en vue de la promotion d'une nouvelle économie moins dépendante des réexportations, en veillant à la professionnalisation des secteurs porteurs tels que l'agriculture, l'agro-industrie, l'artisanat et les industries culturelles ;
- au plan monétaire et financier, renforcer le contrôle de l'application des dispositions réglementaires relatives à la domiciliation et au rapatriement des recettes d'exportation ainsi qu'à l'ouverture des comptes en devises, afin de conforter le niveau des réserves de change.

BURKINA

La croissance économique devrait rester vigoureuse en 2013, en ressortant à 7,4%. Elle serait portée par les secteurs tertiaire et secondaire, dont les apports au dynamisme économique s'élèveraient respectivement à 4,1 points et 1,9 point. La contribution du secteur primaire serait de l'ordre de 1,4 point. Le secteur tertiaire bénéficierait des retombées positives de la poursuite des investissements dans les télécommunications et de l'expansion des prestations de services en faveur des sociétés minières ainsi que de l'organisation de manifestations internationales comme le Festival Panafricain du Cinéma et de la Télévision de Ouagadougou (FESPACO) et le Salon International du Tourisme et de l'Hôtellerie de Ouagadougou (SITHO).

Le dynamisme du secteur minier et la poursuite du programme de renforcement des capacités de production et de distribution d'électricité expliqueraient l'essor du secteur secondaire. Au niveau du secteur primaire, il est attendu un accroissement de la production agricole, que devrait favoriser l'extension du programme de mécanisation et l'adoption de nouvelles techniques

culturelles. L'expansion économique proviendrait également de la poursuite des activités prévues dans le cadre de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD) 2011-2015, notamment la montée en régime du projet de pôle de

croissance de Bagré. Le montant des investissements publics et privés est projeté à 827,4 milliards au titre de l'année 2013.

TABLEAU 2.2 : BURKINA : PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES, 2009-2013

	2009	2010	2011	2012	2013
			Estimations	Projections	Projections
PIB nominal (en milliards de F CFA)	3 941,8	4 561,2	4 905,3	5 546,3	6 135,8
Taux de croissance réel du PIB (en %)	3,2	7,9	4,2	8,0	7,4
Taux d'épargne intérieure (en %)	14,1	14,6	14,8	12,9	14,4
Taux d'épargne intérieure publique (en %)	1,0	3,3	3,4	2,3	4,0
Taux d'investissement (en %)	24,7	21,8	21,6	22,5	22,6
Taux d'investissement public (en %)	11,0	10,5	9,9	12,4	11,4
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	0,9	-0,6	2,8	3,8	2,7
Recettes totales et dons (en % du PIB)	19,6	19,3	21,3	23,3	22,5
Dépenses globales (en % du PIB)	24,3	23,6	23,8	26,4	23,5
Solde budgétaire de base (en % du PIB)	-5,0	-2,8	-2,4	-3,9	-1,9
Solde budgétaire global, hors dons (en % du PIB)	-10,7	-8,7	-7,6	-10,3	-7,4
Balance des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-8,2	-5,2	-5,0	-7,5	-5,6
Variation des avoirs extérieurs nets (en %)	52,5	14,9	5,3	6,6	6,9
Variation du crédit intérieur (en %)	6,4	22,5	19,9	17,8	12,5
Variation de la masse monétaire (en %)	21,6	19,2	13,8	13,8	10,8

Sources : Services nationaux ; BCEAO

Le taux d'inflation ressortirait, en moyenne, à 2,7% en 2013, en diminution de 1,1 point de pourcentage par rapport au niveau atteint en 2012, sous l'hypothèse d'une augmentation de l'offre de produits céréaliers et d'une évolution modérée des prix des hydrocarbures et des denrées alimentaires.

L'exécution des opérations financières de l'Etat se solderait par une diminution de 2,9 points de pourcentage du PIB du déficit budgétaire global, hors dons, qui s'établirait à 454,4 milliards ou 7,4% du PIB en 2013. Cette évolution de la situation des finances publiques résulterait d'une hausse de 92,6 milliards des recettes budgétaires, consécutive essentiellement au renforcement des recettes fiscales

pour 51,0 milliards. La baisse du déficit budgétaire proviendrait également de la diminution de 22,8 milliards des dépenses totales et prêts nets, sous l'effet du repli des transferts et subventions. En pourcentage du PIB, les dépenses totales se réduiraient de 2,9 points, en ressortant à 23,5% du PIB en 2013, alors que les recettes budgétaires demeureraient quasiment stables à 16,1% du PIB entre 2012 et 2013.

Les échanges extérieurs seraient marqués en 2013 par une baisse de 71,2 milliards du déficit du compte des transactions courantes, hors dons. Cette évolution proviendrait de la réduction du déséquilibre de la balance commerciale, en liaison avec la consolidation des exportations, notamment

de coton et d'or. Exprimé en pourcentage du PIB, le solde courant, hors dons, passerait de 7,5% en 2012 à 5,6% en 2013. En revanche, l'excédent du compte de capital et d'opérations financières se réduirait de 60,8 milliards, en ressortant à 222,9 milliards en 2013, principalement sous l'effet du désendettement du secteur privé et de la baisse des capitaux reçus par le secteur public. Sur cette base, le solde global de la balance des paiements serait excédentaire de 30,0 milliards, soit 15,0 milliards de moins qu'en 2012.

Au niveau des agrégats monétaires, la masse monétaire progresserait de 10,8% pour s'établir à 1.892,7 milliards à fin décembre 2013, du fait de la consolidation de 30,0 milliards des avoirs extérieurs nets et de l'accroissement de 12,5% du crédit intérieur. Le renforcement de ce dernier résulterait de la hausse de 14,3% des crédits à l'économie et de la dégradation de la position nette débitrice du gouvernement pour 3,0 milliards.

L'accélération de la croissance économique du Burkina repose principalement sur la réussite de la SCADD 2011-2015, dont la mise en œuvre requiert une contribution nationale de près de 1.400 milliards. A cet égard, la réalisation des objectifs macroéconomiques susvisés nécessite que la priorité soit accordée aux aspects fondamentaux ci-après :

- approfondir les efforts d'assainissement des finances publiques et améliorer la performance des régies à travers l'élargissement de la base fiscale et le renforcement des structures de contrôle, de manière à relever significativement le taux de pression fiscale qui demeure l'un des plus faibles de l'Union ;
- poursuivre l'amélioration du climat des affaires, par l'alignement du cadre juridique et judiciaire sur les meilleures pratiques à l'international, afin de favoriser l'entrée massive des flux d'investissements directs étrangers et d'encourager l'émergence d'investisseurs privés nationaux ;
- consolider les investissements dans le domaine de l'énergie, des infrastructures routières et de télécommunications. L'objectif est d'améliorer notablement la compétitivité de l'économie en cohérence avec les ambitions de la SCADD ;
- au plan monétaire et financier, renforcer le contrôle de l'application des dispositions réglementaires relatives à la domiciliation et au rapatriement des recettes d'exportation ainsi qu'à l'ouverture des comptes en devises, afin de conforter le niveau des réserves de change.

ENCADRÉ 4 : La Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD) au Burkina

La SCADD est née des enseignements tirés de la gestion des politiques économiques et sociales au cours de la décennie 2000-2010, en particulier la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP). Forte de ces expériences, elle réoriente les politiques de développement en vue d'accélérer les progrès vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). D'un coût global de 7.497,34 milliards de FCFA, dont 63,3% à la charge de l'Etat, elle s'articule autour de quatre (4) axes stratégiques : (i) générer une croissance durable et inclusive ; (ii) développer le capital humain et promouvoir la protection sociale ; (iii) renforcer la gouvernance et (iv) prendre en compte les priorités transversales dans les politiques et programmes de développement.

L'axe de la croissance est basé sur le développement agricole, avec pour objectif l'élimination des déficits alimentaires structurels et le renforcement de la résistance aux chocs climatiques. Il sera

complété par le développement d'autres axes connexes et complémentaires qui s'avèrent stratégiques pour la consolidation du secteur agricole. Ainsi, de nouvelles techniques, produits et études agricoles, mais aussi le développement du réseau routier devraient contribuer à accélérer le développement agricole.

Le second axe prend appui sur la promotion de la jeunesse et de l'initiative privée pour créer des emplois, accroître les revenus et faire reculer la pauvreté. Pour ce faire, un accent sera mis sur l'éducation, en particulier un enseignement primaire et des déjeuners scolaires gratuits. Le volet social de cet axe s'articule autour d'actions sous forme de transferts directs en faveur des couches vulnérables de la population, notamment en matière de santé, de nourriture et d'emploi.

Concernant la gouvernance, l'accent est mis sur le renforcement des capacités institutionnelles, complété par des audits.

Enfin, au plan des politiques transversales, des programmes inédits sont prévus dans les priorités étatiques, avec la prise en compte des facteurs de développement durable tels que l'environnement et le genre.

Au total, la SCADD se projette au delà du seul développement de l'agriculture pour diversifier les sources de croissance sur des moteurs solides et durables. Ainsi, des mesures spécifiques sont prévues dans les infrastructures énergétiques et de transport afin de rendre moins onéreux les coûts de facteurs. Dans ce même élan, l'articulation avec le secteur financier constitue l'un des piliers sur lesquels reposera la SCADD pour sa réussite, notamment par la promotion de conditions de financement suffisamment saines et accessibles.

Les Autorités nationales attachent du prix à la réussite de la SCADD. Elles ont, à cet effet, mis au point des outils de suivi et d'évaluation et un plan d'action détaillé, assorti de dates butoirs et de coûts.

Au terme d'une année de mise en œuvre de la SCADD, le bilan ressort globalement positif, avec un taux de réalisation des objectifs annuels de 52%. Toutefois, cette bonne performance de la première année risque d'être plombée, au regard des externalités négatives de la crise malienne (notamment l'afflux des réfugiés et le ralentissement du commerce entre les deux pays) et d'éventuels troubles sociaux qui seraient induits par la hausse des denrées alimentaires et des combustibles, toutes choses qui pourraient amener les Autorités nationales à détourner une partie des ressources destinées au financement de la SCADD au profit de charges courantes urgentes.

COTE D'IVOIRE

L'activité économique devrait bénéficier au cours de l'année 2013, de la dynamique de croissance imprimée en 2012. Il est attendu une accélération de la croissance, soutenue essentiellement par

la consolidation de la production agricole et de l'extraction minière, notamment celle du pétrole, avec l'entrée en production des puits forés en 2012. Le PIB progresserait, en termes réels, de 9,0%. Les secteurs tertiaire et secondaire demeureront les moteurs de la croissance à laquelle ils contribueraient

respectivement pour 5,1 points et 2,8 points. L'apport du secteur primaire s'élèverait à 1,1 point.

Le taux d'inflation ressortirait à 1,9%, dans l'hypothèse d'une augmentation modérée des prix de l'énergie, avec des effets induits sur les prix des autres biens et services.

Au niveau des finances publiques, il est prévu une maîtrise de la progression des dépenses, qui conduirait à une réduction du déficit budgétaire. Ainsi, les dépenses totales enregistreraient une augmentation de 297,1 milliards, portée totalement par les dépenses d'investissements publics, alors que les recettes budgétaires connaîtraient une progression de 250,1 milliards, principalement sous l'impulsion des recettes fiscales. Sur la base de ces évolutions, le déficit du

solde budgétaire global, base engagements, hors dons, se réduirait de 0,2 point de pourcentage du PIB, en représentant 4,6% du PIB en 2013.

Les échanges extérieurs se caractériseraient par une augmentation de 1,7% du PIB du déficit du compte des transactions courantes, hors dons publics, en relation avec l'accentuation du déficit de la balance des services consécutive à la hausse du fret. Cette situation résulterait également de la diminution de l'excédent de la balance commerciale, en relation avec l'accroissement des importations. Le solde global de la balance des paiements dégagerait un excédent de 10 milliards en 2013, en amélioration de 210 milliards par rapport à 2012, sous l'effet du renforcement des ressources mobilisées auprès du reste du monde.

TABLEAU 2.3 : CÔTE D'IVOIRE : PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES, 2009-2013

	2009	2010	2011	2012	2013
			Estimations	Projections	Projections
PIB nominal (en milliards de F CFA)	10 880,7	11 352,0	11 359,8	12 460,1	13 885,0
Taux de croissance réel du PIB (en %)	3,8	2,4	-4,7	8,6	9,0
Taux d'épargne intérieure (en %)	21,7	18,2	18,8	18,9	19,9
Taux d'épargne intérieure publique (en %)	2,7	1,9	-1,1	1,2	3,0
Taux d'investissement (en %)	10,2	10,3	1,8	14,0	17,3
Taux d'investissement public (en %)	3,0	3,0	2,6	5,4	7,4
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	0,5	1,7	4,9	1,3	1,9
Recettes totales et dons (en % du PIB)	22,7	20,1	15,2	20,5	21,5
Dépenses globales (en % du PIB)	21,8	22,0	19,5	24,8	24,4
Solde budgétaire de base (en % du PIB)	0,5	-0,4	-3,3	-3,2	-1,2
Solde budgétaire global, hors dons (en % du PIB)	-2,1	-2,8	-4,6	-4,8	-4,6
Balance des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	4,6	1,4	10,2	-1,9	-3,6
Variation des avoirs extérieurs nets (en %)	12,5	20,6	30,9	-11,0	3,0
Variation du crédit intérieur (en %)	19,1	13,2	1,4	17,2	12,1
Variation de la masse monétaire (en %)	17,2	18,2	10,7	6,3	9,3

Sources : Services nationaux ; BCEAO

La masse monétaire progresserait de 11,9%, pour s'établir à 5.468,0 milliards à fin décembre 2013, en relation avec l'évolution de ses contreparties. En effet, les avoirs extérieurs nets augmenteraient de 10,0 milliards, en ressortant à 1.623,0 milliards. Le crédit intérieur s'établirait à 3.939,6 milliards, en hausse de 12,1%, imputable à l'accroissement de 16,3% des crédits à l'économie et la hausse de 181,9 milliards de la position nette débitrice du gouvernement.

La réalisation des perspectives économiques de la Côte d'Ivoire pour l'année 2013 nécessiterait des actions vigoureuses pour enrayer les risques qui pourraient peser sur les perspectives de croissance. Ces risques ont trait à l'environnement sécuritaire ainsi qu'aux importants arriérés de paiement intérieurs qui freinent le dynamisme des entreprises. A cet égard, le Gouvernement pourrait privilégier :

- la poursuite des efforts en vue d'améliorer l'environnement sécuritaire sur l'ensemble du territoire national ;
- l'amélioration du climat des affaires par la mise en œuvre effective du nouveau code des investissements et le renforcement du partenariat public-privé ;
- la mise en place et l'opérationnalisation d'un Comité de mobilisation des ressources du Plan National de Développement (PND) ;
- l'amélioration de la gouvernance des projets afin de renforcer les capacités d'absorption des ressources extérieures ;
- la mise en œuvre des mesures propres à consolider la viabilité de la dette ;
- l'accélération des réformes dans les secteurs bancaires et de la microfinance, l'objectif étant d'assainir, dans les meilleurs délais, les portefeuilles des institutions en difficulté et de faire émerger des acteurs majeurs capables de répondre aux besoins de financement des grands projets d'infrastructures et de financement des PME/PMI ;
- le renforcement du contrôle de l'application des dispositions réglementaires relatives à la domiciliation et au rapatriement des recettes d'exportation ainsi qu'à l'ouverture des comptes en devises, afin de conforter le niveau des réserves de change, fondement de la stabilité de l'Union monétaire.

ENCADRÉ 5 : Impact de la croissance en Côte d'Ivoire sur l'économie régionale de l'UEMOA

L'orientation de l'activité économique en Côte d'Ivoire est déterminante pour la croissance au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). En effet, de par son poids dans la sous-région, la diversification de son économie, ses infrastructures et sa position géographique, qui font d'elle un principal point de convergence pour l'ensemble des Etats de l'Union, la Côte d'Ivoire contribue fortement à l'expansion économique dans plusieurs pays de la Zone.

En outre, la Côte d'Ivoire occupe une place de choix dans le développement des relations d'inter-dépendance que renforce le processus d'intégration sous-régionale. Elle est un important pilier dans l'exécution du programme énergétique communautaire dont l'ambition est de participer à la réduction des coûts des facteurs, de renforcer la compétitivité des entreprises et d'accélérer la croissance pour améliorer le bien-être des populations. En effet, elle est au cœur d'un réseau d'interconnexion électrique qui la relie, d'une part, au Ghana, au Togo, au Bénin et, d'autre part, au Burkina et bientôt au Mali.

Eu égard à ses potentialités, la Côte d'Ivoire constitue également une importante source d'approvisionnement en hydrocarbures des pays enclavés, tels que le Burkina et le Mali dont une proportion non négligeable des besoins en produits pétroliers est couverte par la Société Ivoirienne de Raffinage.

La Côte d'Ivoire est aussi une terre d'accueil pour des populations de la sous-région, depuis plusieurs décennies, en raison des opportunités d'emplois dans tous les secteurs économiques. Un quart de sa population est ainsi constitué de ressortissants d'autres pays de la sous-région. Pour ces pays, l'attraction qu'a exercée la Côte d'Ivoire pour la main-d'œuvre a été un levier de développement notamment grâce aux fonds transférés par les migrants vers leur pays d'origine. Selon les données d'enquête réalisée en 2009, la part des fonds transférés par les immigrants en Côte d'Ivoire dans le total des transferts de migrants au niveau régional est ressortie à 43,4%, soit un montant de 135,4 milliards qui ont été dirigés principalement vers le Burkina (38,7%) et le Mali (23,4%).

Par ailleurs, la position géographique de la Côte d'Ivoire et l'importance de son tissu industriel font de ce pays un carrefour au plan commercial. Ses exportations de marchandises vers les autres pays de l'UEMOA ont atteint 587,0 milliards en 2011, soit 31,3% du total des exportations de l'Union et 8,9% des exportations totales ivoiriennes.

La Côte d'Ivoire est également le principal débouché des produits agro-pastoraux des pays de l'Union, singulièrement ceux du Sahel, procurant ainsi des sources de revenus substantiels au monde rural. Elle absorbe en moyenne 78% des exportations du bétail du Mali et plus de 60% de celles du Burkina.

Sur le plan des importations, elle fournit respectivement près de 30% et 20% des achats du Mali et du Burkina. Ces importations sont constituées principalement de matières premières et de biens d'équipement. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire est le principal couloir de transit commercial pour ces deux pays.

De ce qui précède, il apparaît clairement que la croissance économique en Côte d'Ivoire est un facteur déterminant pour les économies de la sous-région.

Pour consolider durablement la croissance en Côte d'Ivoire et renforcer la place du pays au cœur de l'économie régionale, les Autorités nationales ont lancé une ambitieuse stratégie de développement dénommée « Plan National de Développement 2012-2015 », dont le coût global de financement se chiffre à 11.076 milliards de FCFA. La mise en œuvre des actions prévues dans le PND permettrait à l'économie ivoirienne de progresser sur la période 2012-2015 à un rythme annuel proche de 10%.

Cette perspective laisse entrevoir un effet mécanique sur les performances globales de l'Union. En prenant en compte les dynamiques intra-régionales, une forte croissance en Côte d'Ivoire sur une longue période consoliderait les performances économiques et le progrès en matière de développement de certains Etats de l'Union, dont les liens économiques et financiers sont particulièrement étroits. En particulier, elle entraînerait une amélioration des débouchés pour les produits agro-pastoraux des pays du Sahel, procurant des revenus substantiels au monde rural. L'amélioration des revenus en Côte d'Ivoire stimulerait

les transferts au profit de nombreux pays de la sous-région. Pour certains, le montant de ces transferts est d'une importance comparable aux ressources extérieures mobilisées au titre de l'aide bilatérale. Ce courant d'échange financier est un atout pour leur développement rapide.

Au regard de l'étendue des secteurs prioritaires qui devraient faire l'objet d'un développement vigoureux et soutenu à travers le PND (infrastructures, transports, communication, énergie, agriculture, mines, hydrocarbures, etc.), les retombées au niveau régional seraient très importantes.

La consolidation de l'activité dans certains secteurs comme l'énergie, les hydrocarbures et les services de transport et de communication contribueraient à réduire significativement les coûts de production ainsi que ceux des intrants dans plusieurs pays de la Zone, notamment le Burkina, le Mali et dans une moindre mesure le Togo, le Bénin et le Sénégal qui sont les principaux partenaires commerciaux de la Côte d'Ivoire. La compétitivité de ces pays se verrait renforcée, induisant ainsi un effet de levier sur leur croissance économique.

Le renforcement de la production vivrière en Côte d'Ivoire sur des bases solides augmenterait la capacité de l'Union à faire face à coût réduit aux déficits alimentaires qui pourraient survenir dans certaines parties de l'espace UEMOA.

GUINEE-BISSAU

Au cours de l'année 2013, le taux de croissance ressortirait à 2,5%, en rapport avec la hausse de la production vivrière et de noix de cajou, le dynamisme de l'agro-industrie et des Bâtiments et Travaux Publics qui bénéficieraient de la poursuite des projets initiés en 2012. La croissance serait également soutenue par l'activité dans les branches du commerce, des transports et communications ainsi que celle des banques et assurances. Les secteurs primaire et tertiaire contribueraient chacun pour 1,1 point, alors que l'apport du secteur secondaire représenterait 0,3 point.

Le taux d'inflation ressortirait à 2,9%, en hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2012, en liaison avec le renchérissement des produits alimentaires importés.

Au niveau des finances publiques, il est attendu une diminution du déficit budgétaire global, hors dons, en relation avec la hausse des recettes budgétaires, plus forte que celle des dépenses publiques. En

effet, les recettes budgétaires enregistreraient une augmentation de 14,2%, portée principalement par les recettes non fiscales. Ces dernières seraient confortées par les décaissements attendus de l'Union Européenne au titre de la compensation financière dans le cadre des accords de pêche. Les dépenses totales et prêts nets progresseraient de 4,2%, en raison de la reprise des investissements publics. Le solde budgétaire global, base engagements, hors dons, ressortirait déficitaire de 44,2 milliards, soit 8,6% du PIB contre 9,2% du PIB en 2012.

Les échanges extérieurs se caractériseraient par une baisse de 2,9% du PIB du déficit du compte des transactions courantes, hors dons publics, en relation avec l'amélioration de la balance commerciale consécutive à la progression des exportations. Le solde global de la balance des paiements dégagerait un excédent de 5,0 milliards en 2013, contre un déficit de 10,2 milliards en 2012, en liaison avec l'augmentation des ressources mobilisées auprès du reste du monde.

TABLEAU 2.4 : GUINEE-BISSAU : PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES, 2009-2013

	2009	2010	2011	2012	2013
			Estimations	Projections	Projections
PIB nominal (en milliards de F CFA)	390,5	418,5	465,1	482,6	511,8
Taux de croissance réel du PIB (en %)	3,4	4,5	5,3	0,7	2,5
Taux d'épargne intérieure (en %)	-10,0	-8,5	-0,7	-6,1	-4,5
Taux d'épargne intérieure publique (en %)	-2,6	-1,3	-0,4	-3,1	-1,4
Taux d'investissement (en %)	6,3	6,7	7,3	7,3	7,6
Taux d'investissement public (en %)	10,5	9,7	8,9	6,1	7,2
Taux d'inflation moyen annuel (IPC)	-2,8	2,2	5,1	2,1	2,9
Recettes totales et dons (en % du PIB)	25,0	21,8	21,1	17,5	19,2
Dépenses globales (en % du PIB)	21,3	21,6	20,6	19,8	20,0
Solde budgétaire de base (en % du PIB)	-3,3	-1,4	-0,5	-4,1	-2,4
Solde budgétaire global, hors dons (en % du PIB)	-12,2	-11,0	-9,3	-9,2	-8,6
Balance des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-13,0	-10,6	-4,2	-10,6	-7,7
Variation des avoirs extérieurs nets (en %)	21,1	15,7	39,8	-16,3	9,9
Variation du crédit intérieur (en %)	-30,2	91,2	67,5	20,2	7,8
Variation de la masse monétaire (en %)	6,9	29,7	49,5	-5,8	9,5

Sources : Services nationaux ; BCEAO

La masse monétaire progresserait de 9,5%, en se situant à 190,6 milliards à fin décembre 2013, en liaison avec la hausse de ses contreparties. Les crédits à l'économie s'accroîtraient de 15,5% pour s'établir à 86,2 milliards à fin décembre 2013. La position nette débitrice du gouvernement se chiffrerait à 14,1 milliards à fin décembre 2013, en dégradation de 1,6 milliard.

Les perspectives de croissance en Guinée-Bissau reposent principalement sur l'orientation favorable de la production et des exportations de noix de cajou ainsi que sur la reprise de la mise en œuvre des projets d'infrastructures. Cependant, beaucoup de risques pèsent sur leur réalisation, notamment le reflux de la demande dans les pays importateurs traditionnels de noix de cajou et l'absence de nouveaux débouchés. Par ailleurs, la persistance d'incertitudes sur la capacité des Autorités à réinstaurer un climat socio-politique apaisé réduit les chances d'une reprise de la coopération avec les partenaires au développement.

Dans ces conditions, la mise en œuvre des recommandations ci-après permettrait de conforter les performances macroéconomiques :

- la consolidation de la stabilité socio-politique et la mise en place des conditions de succès des réformes économiques, en vue d'améliorer la qualité de l'environnement des affaires et assurer un réengagement durable de la communauté financière internationale pour appuyer les efforts de redressement économique ;
- la mise en place d'un programme à long terme de développement de filières structurées autour de la valorisation des potentialités de l'agriculture et de la pêche ;
- l'amélioration des circuits de distribution des produits de grande consommation, de manière à réduire l'inflation liée à la spéculation ;

- la mise en œuvre d'un programme d'investissement visant à améliorer la disponibilité et à réduire le coût des facteurs de production ;
- le renforcement du contrôle de l'application des dispositions réglementaires relatives à la domiciliation et au rapatriement des recettes d'exportation ainsi qu'à l'ouverture des comptes en devises, afin de conforter le niveau des réserves de change de l'Union.

MALI

L'économie malienne devrait renouer avec la croissance au cours de l'année 2013, à la faveur de la normalisation de la situation socio-politique et sécuritaire ainsi que de la reprise effective de la coopération avec l'ensemble des partenaires techniques et financiers. Le PIB progresserait de 4,4%, sous l'effet de l'orientation favorable de la production agricole, de l'essor de la production aurifère, du regain d'activité au niveau des Bâtiments et Travaux Publics et du renforcement de l'offre d'énergie électrique,

que laisse entrevoir l'augmentation de la capacité de production de la Société nationale d'électricité (EDM-SA). Les secteurs primaire et tertiaire seraient les principaux moteurs de la croissance économique. Ils y contribueraient respectivement pour 2,1 points et 1,5 point. Le secteur secondaire soutiendrait l'expansion économique avec une contribution de 0,8 point.

Les prix à la consommation connaîtraient en 2013 une hausse modérée, sous l'effet de la détente des prix des produits céréaliers, consécutive à l'accroissement de la production agricole durant la campagne 2012/2013, et dans l'hypothèse d'une absence de tensions sur les cours internationaux des produits pétroliers. Sur cette base, le taux d'inflation, en variation moyenne, ressortirait à 3,1% contre 5,3% en 2012.

L'exécution des opérations financières de l'Etat se solderait en 2013, pour la première fois par un excédent budgétaire global, base engagements, hors dons de 17,9 milliards ou 0,3% du PIB, après plusieurs années de déficit.

TABLEAU 2.5 : MALI : PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES, 2009-2013

	2009	2010	2011	2012	2013
			Estimations	Projections	Projections
PIB nominal (en milliards de F CFA)	4 232,9	4 655,7	5 017,0	5 140,4	5 540,2
Taux de croissance réel du PIB (en %)	4,5	5,8	2,7	-1,5	4,4
Taux d'épargne intérieure (en %)	13,6	10,6	14,8	15,0	14,9
Taux d'épargne intérieure publique (en %)	4,2	4,4	3,2	3,5	5,4
Taux d'investissement (en %)	21,2	24,5	24,7	18,8	19,3
Taux d'investissement public (en %)	10,8	7,9	8,9	3,8	3,1
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	2,4	1,2	3,0	5,3	3,1
Recettes totales et dons (en % du PIB)	21,7	20,2	21,3	18,4	18,1
Dépenses globales (en % du PIB)	25,9	22,9	25,0	20,0	17,8
Solde budgétaire de base (en % du PIB)	0,6	0,5	-0,6	0,9	2,3
Solde budgétaire global, hors dons (en % du PIB)	-8,8	-5,5	-7,5	-2,2	0,3
Balance des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-8,5	-13,8	-11,5	-4,3	-5,2
Variation des avoirs extérieurs nets (en %)	48,3	-1,4	-4,4	-5,9	-8,4
Variation du crédit intérieur (en %)	-12,2	27,0	47,1	13,7	22,0
Variation de la masse monétaire (en %)	14,4	10,4	15,3	5,1	10,0

Sources : Services nationaux ; BCEAO

Cette évolution résulterait de la progression des recettes budgétaires pour 0,4 point de pourcentage du PIB et de la baisse de 2,2 points de pourcentage du PIB des dépenses totales. La hausse des recettes budgétaires proviendrait de celle des recettes fiscales, à la suite de la reprise économique attendue en 2013. La diminution des dépenses serait consécutive à la réduction des subventions et transferts ainsi qu'au repli des dépenses d'investissement (-0,7 point de pourcentage du PIB).

Au plan des échanges extérieurs, le déficit du solde des transactions courantes, hors dons, progresserait de 67,0 milliards (0,9% du PIB), en ressortant à 288,0 milliards en 2013, soit 5,2% du PIB. Cette situation résulterait de la diminution de l'excédent commercial, du fait de la baisse des exportations de coton, et de l'aggravation des déficits des balances des services et des revenus, consécutive principalement à l'augmentation du fret et des revenus versés à l'extérieur. Le solde positif du compte de capital et d'opérations financières enregistrerait une augmentation de 52,9 milliards, en liaison essentiellement avec l'accroissement des appuis financiers extérieurs. Au total, le déficit du solde global de la balance des paiements progresserait de 14,1 milliards en 2013, en ressortant à 55,0 milliards.

Impulsée par la reprise de l'activité économique, la masse monétaire connaîtrait une hausse de 10,0%, imputable totalement à la progression de 22,0% du crédit intérieur. Les avoirs extérieurs nets enregistreraient un repli de 8,4%.

Ces perspectives économiques sont sujettes à des risques considérables, en particulier au plan interne. La réalisation des objectifs de croissance du Mali passe par :

- la résolution rapide de la crise au nord du pays ;
- l'organisation d'élections apaisées, afin de permettre au pays de reprendre sa coopération avec l'ensemble des partenaires au développement ;

- l'accélération de la réforme du secteur du coton et l'achèvement rapide du processus de privatisation de la Compagnie Malienne des Textiles (CMDT) ;
- la poursuite des efforts en vue de l'accroissement de l'offre d'énergie électrique nécessaire pour soutenir l'activité économique. A cet effet, les actions entreprises pour augmenter la capacité de production de la société EDM devraient être poursuivies ;
- une meilleure mise en valeur des potentialités de l'Office du Niger par l'intensification de la production irriguée, afin de réduire la dépendance des performances agricoles vis-à-vis de la pluviométrie ;
- la recherche, en concertation avec le système bancaire, de solutions idoines au traitement des tombées échéant sur le marché des titres publics qui se chiffrent à 133,7 milliards en 2013, dont 112,1 milliards pour les bons du Trésor ;
- au plan monétaire et financier, un accent devrait être mis sur le renforcement du contrôle de l'application des dispositions réglementaires relatives à la domiciliation et au rapatriement des recettes d'exportation ainsi qu'à l'ouverture des comptes en devises, afin de conforter le niveau des réserves de change. En outre, il s'avèrera nécessaire d'envisager un plan d'actions d'assainissement du portefeuille des banques dont la qualité se ressent de la détérioration de l'environnement économique et financier du pays.

NIGER

Au cours de l'année 2013, le PIB progresserait, en termes réels, de 7,7%. L'activité économique serait soutenue par l'accroissement de la production agricole, en liaison avec le recours à la vulgarisation de nouvelles variétés de semences adaptées aux effets des changements climatiques et de la sécheresse. Elle serait également renforcée par l'opérationnalisation des

programmes de l'Initiative 3N (les Nigériens Nourrissent les Nigériens), notamment à travers les actions de remise à niveau des aménagements hydroagricoles existants, la mise en valeur de nouvelles terres par le développement de l'irrigation et le déploiement de la phase hydro-agricole du barrage de Kandadji.

Le secteur secondaire bénéficierait principalement du dynamisme des activités extractives et de la production

de pétrole ainsi que du renforcement de la production d'énergie électrique. Le secteur tertiaire serait soutenu par le regain d'activité dans les services, le commerce et les transports et télécommunications. Les secteurs secondaire et primaire resteraient les moteurs de la croissance en 2013, avec des contributions respectives de 3,3 points et 2,3 points.

TABLEAU 2.6 : NIGER : PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES, 2009-2013

	2009	2010	2011	2012	2013
			Estimations	Projections	Projections
PIB nominal (en milliards de F CFA)	2 533,4	2 809,1	3 004,4	3 567,4	3 885,3
Taux de croissance réel du PIB	-0,7	8,2	2,1	12,7	7,7
Taux d'épargne intérieure	6,5	8,8	10,0	20,4	20,5
Taux d'épargne intérieure publique	2,5	0,7	1,4	3,7	8,1
Taux d'investissement	33,2	35,9	37,6	47,5	44,2
Taux d'investissement public	13,2	7,7	7,1	18,5	18,8
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	0,5	0,9	2,9	0,5	1,8
Recettes totales et dons (en % du PIB)	19,4	18,4	25,7	31,6	30,1
Dépenses globales (en % du PIB)	25,0	20,8	28,2	37,6	33,5
Solde budgétaire de base (en % du PIB)	-3,4	-2,8	-3,3	-3,9	-1,5
Solde budgétaire global, hors dons (en % du PIB)	-10,6	-7,1	-6,3	-14,8	-10,7
Balance des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-24,7	-21,7	-24,6	-25,5	-22,6
Variation des avoirs extérieurs nets (en %)	-32,0	51,1	-10,1	50,0	11,0
Variation du crédit intérieur (en %)	110,7	12,8	19,1	16,4	7,3
Variation de la masse monétaire (en %)	18,5	21,7	6,1	27,7	10,1

Sources : Services nationaux ; BCEAO

Le taux d'inflation ressortirait à 1,8% sous l'effet de la hausse des prix des produits importés, atténuée par la baisse de ceux des produits locaux, notamment des céréales.

Au niveau des finances publiques, il est attendu une diminution des dépenses publiques, en liaison avec la levée progressive des mesures d'urgence mises en place en 2012 pour lutter contre l'insécurité alimentaire. Dans le même temps, les recettes budgétaires progresseraient de 74,9 milliards, permettant ainsi une amélioration de 4,1 points de

pourcentage du PIB du solde budgétaire global, base engagements, hors dons, qui représenterait 10,7% du PIB en 2013.

Les échanges extérieurs se caractériseraient par une baisse de 2,9% du PIB du déficit du compte des transactions courantes, hors dons publics, en relation avec l'amélioration de la balance commerciale consécutive à la progression des exportations, singulièrement de produits pétroliers. Le solde global de la balance des paiements dégagerait un excédent de 30 milliards en 2013,

contre 131,8 milliards en 2012, sous l'effet de la baisse des tirages effectués par l'Etat.

La masse monétaire progresserait de 10,1% pour s'établir à 915,5 milliards à fin décembre 2013, en liaison avec la consolidation de 30,0 milliards des avoirs extérieurs nets et la progression de 7,3% du crédit intérieur. Les crédits à l'économie s'accroîtraient de 11,4% en se situant à 534,0 milliards à fin décembre 2013. La position nette débitrice du gouvernement se chiffrerait à 58,0 milliards à fin décembre 2013, en dégradation de 50,4 milliards.

Les prévisions de croissance reposent principalement sur le dynamisme du secteur secondaire, en liaison avec la poursuite des investissements dans la branche des activités extractives. Elles dépendent également de l'accroissement de la production agricole et de l'activité au niveau des branches du commerce et des services.

Deux facteurs de risques pourraient entraver la réalisation de ces objectifs : la dégradation du climat sécuritaire dans le Sahel et la tendance à la détérioration des cours mondiaux de l'uranium.

La mise en œuvre des recommandations ci-après contribuerait à limiter l'impact des risques sur les perspectives de croissance :

- une meilleure sécurisation des zones de production minière ;
- la poursuite des actions de diversification de l'économie, en accentuant les efforts visant à accroître la production des cultures de contre-saison ;
- le renforcement des capacités d'absorption des ressources extérieures ;
- la poursuite des efforts d'assainissement des finances publiques et d'amélioration de la qualité de la dépense publique ;
- la mise en œuvre des mesures propres à consolider la viabilité de la dette ;
- le renforcement du contrôle de l'application des dispositions réglementaires relatives à la domiciliation et au rapatriement des recettes d'exportation ainsi qu'à l'ouverture des comptes en devises.

ENCADRÉ 6 : L'initiative « 3N » (« les Nigériens nourrissent les Nigériens ») : un engagement politique pour mettre les Nigériens à l'abri de la famine et de la soif

L'initiative « 3N » matérialise la volonté et un engagement politique du Président de la République, Issoufou Mahamadou, pour mettre les Nigériens à l'abri de la famine et de la soif. Elle s'inscrit dans le cadre de la Stratégie Nationale pour un Développement Durable et une Croissance Inclusive qui fera place à la Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté. L'Initiative consiste en un programme d'investissement qui permettra au Niger d'accélérer l'atteinte des objectifs du millénaire notamment l'élimination de l'extrême pauvreté et d'assurer un environnement durable. Elle s'inscrit aussi dans le processus de mise en œuvre du Plan de Développement détaillé pour l'Agriculture en Afrique, du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). Elle cadre également avec les objectifs de la Politique Agricole de la Communauté Economique Des

Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) qui assureront toutes les conditions visant à réduire la dépendance alimentaire de l'Afrique de l'Ouest.

Pour mettre en œuvre cette initiative, un Haut Commissariat rattaché au Cabinet du Premier Ministre a été créé. Il sera suivi par l'installation dans les communes rurales et certains gros villages ainsi qu'au profit des ménages vulnérables, des kits composés, selon le cas, des magasins de stockage et de conservation de grains, d'intrants agricoles et zootecniques, auxquels s'ajoutent des matériels et des outillages des centres de formation et d'encadrement des producteurs dans le cadre de la santé du cheptel, la maintenance des matériels et ouvrages de microcrédits.

Selon le Haut Commissaire à l'initiative « 3N », la valorisation des résidus de cultures et de paille de brousse, la promotion des circuits fiables d'approvisionnement et de distribution des sous-produits agro-industriels ainsi que la promotion des prestataires privés, la gestion des ressources naturelles constitueront les principaux défis à relever.

Dès lors, l'Initiative prévoit un accompagnement des producteurs ruraux à travers la création de fonds de sécurisation des producteurs agricoles, le développement de l'irrigation par la mise en place du barrage de Kandadji, la réhabilitation de 9.700 ha d'aménagements agricoles, l'irrigation de 40.000 ha de nouveaux périmètres et la mise en culture de 50.000 ha en période de décrue.

Les projets au titre de l'Initiative prévoient également la réalisation de petites retenues d'eau, de seuils d'épandage et de mares artificielles. L'initiative « 3N » se fera, en outre, à travers la promotion des produits alimentaires de substitution par la vulgarisation des cultures à haute valeur nutritive marchande, notamment l'oignon, le niébé, le souchet, le sésame, l'arachide, les dattes et la canne à sucre. L'amélioration des systèmes de conservation et de stockage par la capitalisation et la vulgarisation des techniques appropriées ainsi que l'organisation des acteurs des filières et leur accès aux services financiers ruraux de proximité, figurent parmi les priorités. Pour augmenter les disponibilités en produits animaux (lait, viande, cuir), des actions pertinentes sont engagées relativement à l'alimentation du cheptel.

Il est, par ailleurs, prévu la création des puits pastoraux, la promotion d'emploi, l'exploitation familiale avec l'installation de 100 forages modernes par an et l'amélioration du taux moyen d'exportation du cheptel pour le porter à 20 % en réhabilitant et en construisant des abattoirs modernes. Pour la prévention et la gestion des crises alimentaires ainsi que la lutte contre la malnutrition, il sera procédé à un renforcement des capacités d'anticipation et de gestion efficaces de ces crises ainsi que la réalisation d'un stock de sécurité à 150.000 F dont 100.000 F en numéraires et 50.000 F en stock physique.

Les autres objectifs visés par l'Initiative « 3N » sont la redynamisation de la recherche agricole pour valoriser les résultats actuellement disponibles à travers le renforcement des capacités des institutions nationales, le transfert de technologie diffusable et la mise au point de nouvelles technologies de production. Toute cette stratégie sera soutenue par le renforcement de la banque agricole pour garantir le financement de la production et la commercialisation des produits agro-sylvopastoraux.

SENEGAL

Au cours de l'année 2013, la croissance économique devrait s'accroître pour ressortir à 4,3%, portée par les secteurs tertiaire et secondaire, dont les contributions représenteraient respectivement 2,4 points et 1,1 point. Le dynamisme des activités des branches «commerce» et «transport, postes et télécommunications» expliquerait l'apport du secteur tertiaire. Le secteur secondaire serait soutenu par le regain d'activité dans les branches « Industries extractives », « Electricité, gaz et eau » et « Bâtiments et Travaux publics », en relation avec la poursuite de certains grands travaux de l'Etat,

notamment l'autoroute à péage et le nouvel Aéroport International Blaise Diagne de Diass. L'orientation favorable de la production agricole permettrait au secteur primaire de contribuer pour 0,8 point à la croissance en 2013.

Les prix à la consommation enregistreraient une hausse modérée, en liaison avec l'accroissement des cours mondiaux des produits alimentaires et énergétiques qui sera atténué par la dégrèvement des prix des produits locaux, du fait de l'augmentation de l'offre de produits vivriers résultant de la campagne agricole 2012/2013. Le taux d'inflation ressortirait, en moyenne, à 2,2% en 2013.

TABLEAU 2.7 : SENEGAL : PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES, 2009-2013

	2009	2010	2011 Estimations	2012 Projections	2013 Projections
PIB nominal (en milliards de F CFA)	6 029,4	6 368,6	6 816,4	7 225,0	7 718,1
Taux de croissance réel du PIB (en %)	2,1	4,1	2,6	3,7	4,3
Taux d'épargne intérieure (en %)	5,2	7,2	9,5	12,0	11,3
Taux d'épargne intérieure publique (en %)	2,1	3,8	2,1	3,5	4,2
Taux d'investissement (en %)	22,1	22,7	27,3	30,4	28,7
Taux d'investissement public (en %)	10,1	11,6	10,5	12,1	11,8
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	-2,2	1,2	3,4	1,4	2,2
Recettes totales et dons (en % du PIB)	21,6	22,0	22,4	23,9	23,5
Dépenses globales (en % du PIB)	26,5	27,2	29,1	29,4	28,4
Solde budgétaire de base (en % du PIB)	-4,1	-3,1	-4,9	-3,5	-2,5
Solde budgétaire global, hors dons (en % du PIB)	-7,9	-7,8	-8,9	-8,5	-7,6
Balance des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-7,5	-5,5	-8,2	-8,7	-8,2
Variation des avoirs extérieurs nets (en %)	12,6	15,1	-12,5	-4,4	7,3
Variation du crédit intérieur (en %)	9,5	15,0	14,9	13,4	7,3
Variation de la masse monétaire (en %)	11,4	13,7	6,8	7,2	8,1

Sources : Services nationaux; BCEAO

L'exécution des opérations financières de l'Etat laisserait entrevoir une légère amélioration de la situation des finances publiques au cours de l'année 2013. En effet, le déficit budgétaire global, base engagements, hors dons, s'élèverait

à 7,6% du PIB (586,5 milliards) contre 8,5% du PIB en 2012. Cette évolution du solde budgétaire global serait imputable à la baisse de 1,1 point de pourcentage du PIB des dépenses totales, sous l'effet des diminutions des dépenses courantes et

d'investissement respectivement de 0,8 point et 0,3 point de pourcentage du PIB. Les recettes budgétaires, exprimées en pourcentage du PIB, régresseraient de 0,1 point, portées par les recettes fiscales.

Au plan des échanges extérieurs, le déficit du compte des transactions courantes, hors dons, augmenterait de 5,0 milliards, en s'élevant à 632,6 milliards. Cette évolution résulterait principalement d'une légère détérioration de la balance commerciale partiellement compensée par une hausse modérée des transferts courants. L'excédent du compte de capital et d'opérations financières se renforcerait de 128,4 milliards, d'une année à l'autre, du fait essentiellement de la progression des investissements de portefeuille et des transferts de capital en faveur des administrations publiques, légèrement atténuée par la baisse des emprunts publics. Cette situation entraînerait une augmentation de 113,9 milliards du solde global de la balance des paiements, qui ressortirait à +10,0 milliards.

Les agrégats monétaires se consolideraient en 2013. La masse monétaire connaîtrait une hausse de 8,1%, sous l'effet de la progression de 7,3% des avoirs extérieurs nets et du crédit intérieur.

La réalisation des perspectives macroéconomiques dépend pour une large part des marges de manœuvres nécessaires pour accélérer les réformes structurelles susceptibles de contribuer à accroître la compétitivité globale de l'économie. Dans ces conditions, les Autorités devraient maintenir au cœur de leurs priorités les orientations ci-après :

- mettre en œuvre la stratégie de promotion de grappes industrielles dans les domaines clés que sont l'agriculture et l'agrobusiness, les technologies de l'information et de la communication, le tourisme, les industries culturelles, le textile et la confection ainsi que les produits de la mer et l'aquaculture, porteuses de plus de croissance et d'emplois ;
- maintenir l'élan de réforme du secteur énergétique, eu égard à la nature cruciale dudit secteur pour la croissance économique. La finalisation du plan d'actions sur les subventions aux consommations d'électricité est essentielle pour alléger le poids de ces subventions sur les finances publiques et rééquilibrer la situation financière de la SENELEC ;
- poursuivre les efforts en vue de l'amélioration du climat des affaires par la mise en place d'un environnement des affaires de classe internationale ;
- veiller au respect des dispositions de la stratégie d'endettement à moyen terme adoptée par le Gouvernement en septembre 2012 lors de la prise des décisions futures, de manière à préserver la viabilité de la dette ;
- au plan monétaire et financier, renforcer le contrôle de l'application des dispositions réglementaires relatives à la domiciliation et au rapatriement des recettes d'exportation ainsi qu'à l'ouverture des comptes en devises, afin de conforter le niveau des réserves de change.

ENCADRÉ 7 : Le nouveau Code des Investissements du Sénégal

Le nouveau Code des investissements du Sénégal a été élaboré dans un double objectif : il s'est agi d'une part, pour les Autorités fiscales de disposer d'un document cadre, référence unique pour toutes les mesures fiscales et en particulier en matière d'investissement. D'autre part, une relecture des textes existants, en vue de leur toilettage pour les adapter aux nouvelles données s'est avérée nécessaire.

En effet, les résultats de l'étude sur les dépenses fiscales réalisée au titre des années 2008 et 2009 ont montré une multiplicité de mesures fiscales dérogatoires, dispersées dans plusieurs textes spécifiques à différents Ministères. Il en découlait une visibilité insuffisante sur la mobilisation des ressources publiques fiscales ainsi que sur les options qui s'offraient aux investisseurs potentiels pour faire un choix optimal. En outre, la maîtrise des exonérations et autres avantages fiscaux accordés aux opérateurs économiques, figure parmi les recommandations faites par le FMI au Gouvernement, lors des négociations du programme économique et financier.

En adoptant le nouveau Code des investissements, les Autorités fiscales entendent ainsi engranger un gain en efficacité mais aussi aboutir, à travers une bonne rationalisation des avantages fiscaux, à une réduction de leur coût financier. Par ailleurs, cela s'inscrit dans la nouvelle vision des Autorités nationales d'offrir au Sénégal, à travers la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA), un Environnement des Affaires de Classe Internationale (EACI) qui constitue un volet important dans le nouveau processus de développement national adopté en 2007. L'ensemble des dispositions de fiscalité intérieure relatives aux régimes fiscaux particuliers se trouve ainsi compilé dans le Code général des impôts.

La nouvelle loi sur le code des investissements comporte au total vingt (20) articles. Il aura fallu abroger trente-sept (37) articles dans les différents textes existants et en modifier dix-neuf (19) autres. La loi n°74-32 du 18 juillet 1974 fixant le régime fiscal applicable aux institutions financières de développement au Sénégal a été également abrogée.

Les innovations introduites par le nouveau Code des investissements portent sur :

- l'institution d'un système de crédit d'impôt, qui prévoit une réduction d'impôt jusqu'à hauteur de 40% des investissements en immobilisations, sur une période de cinq (05) ans et plafonné pour chaque exercice à 50% du bénéfice imposable pour les entreprises nouvelles et 25% pour les extensions ;
- la suspension de la TVA ;
- l'élargissement du champ d'application du code à des secteurs stratégiques (télé services, parcs industriels, cyber-villages, complexes commerciaux...) ;
- le déplafonnement du montant des investissements projetés dans les services ;
- l'obligation pour l'investisseur de fournir des informations sur le niveau de réalisation du projet et le démarrage des activités ;
- la délimitation entre la phase d'investissement et celle d'exploitation, permettant à l'investisseur de jouir entièrement des avantages d'exploitation pendant la durée prévue de (05) ans et à l'Administration de collecter toutes les informations relatives à la réalisation du programme agréé et au démarrage des activités ;

- l'élargissement des garanties aux normes internationales (protection contre l'expropriation, droits et libertés des entreprises) et leur application à tous les investisseurs quelle que soit leur origine ;
- la suppression du minimum de fonds propres exigible ;
- l'encouragement des activités à haute intensité de main d'œuvre et l'incitation à la création d'emplois dans les régions autres que celles de Dakar ;
- le respect des dispositions du code de l'environnement.

TOGO

En 2013, le produit intérieur brut, en volume, enregistrerait une hausse de 5,3%, en relation avec la consolidation de la production agricole à la faveur de la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA), le renforcement de l'extraction minière escompté de la poursuite de l'exploitation du minerai de fer de Bandjéli, du démarrage de l'extraction du marbre par POMAR-TOGO et du renouvellement de l'outil de production de la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT).

La croissance serait également soutenue par les BTP avec la construction du 3ème quai au Port Autonome de Lomé (PAL), la poursuite des travaux de réhabilitation des infrastructures routières ainsi que la hausse de la production des industries manufacturières. Le secteur secondaire serait le moteur de la croissance économique avec une contribution de 2,2 points contre 1,6 point et 1,5 point respectivement pour les secteurs primaire et tertiaire.

Le niveau général des prix à la consommation enregistrerait une décélération en 2013, dans l'hypothèse d'une décline des prix des produits alimentaires locaux et d'une hausse modérée des cours mondiaux du pétrole brut. Ainsi, le taux d'inflation s'élèverait, en moyenne, à 2,0% contre 2,6% en 2012.

L'exécution des opérations financières de l'Etat serait marquée par une diminution des tensions par rapport à 2012, du fait de la consolidation des recouvrements par les régies financières. Le déficit budgétaire global, base engagements, hors dons, enregistrerait une baisse de 2,8 points de pourcentage du PIB, à la suite de la progression de 0,3 point de pourcentage du PIB des recettes budgétaires, soutenue par la hausse des recettes fiscales, et de la baisse de 2,4 points de pourcentage du PIB des dépenses totales qui représenteraient 25,4% du PIB en 2013. La régression des dépenses totales serait consécutive à celle des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital. La hausse des recettes fiscales proviendrait des actions entreprises en vue de l'élargissement de la base d'imposition grâce au système d'identification unique des contribuables, au renforcement du contrôle douanier et à l'impact positif de la mise en place de l'Office Togolais des Recettes, suite à la fusion des régies financières des Douanes et des Impôts.

Les échanges extérieurs seraient marqués par une légère réduction du déficit du solde des transactions courantes, hors dons, imputable essentiellement à la diminution des déséquilibres de la balance commerciale (-5,6 milliards) et des revenus (-3,7 milliards), légèrement atténuée par la hausse du déficit de la balance des services (2,7 milliards) et la baisse des transferts sans contrepartie (1,2 milliard). Rapporté au PIB, le solde déficitaire des transactions courantes ressortirait à 9,6% en 2013 contre 10,7% en 2012. En revanche, l'excédent

du compte de capital et d'opérations financières diminuerait de 6,9 milliards, sous l'effet de la baisse des appuis financiers extérieurs en faveur du secteur privé. Au total, le solde global de la balance des paiements ressortirait excédentaire de 10,0 milliards en 2013, soit 1,5 milliard de moins qu'en 2012.

En relation avec l'orientation favorable de l'activité économique, les agrégats monétaires se renforceraient. Ainsi, la masse monétaire progresserait de 9,6%, portée par l'accroissement de 11,1% du crédit intérieur et la hausse de 4,3% des avoirs extérieurs nets.

TABLEAU 2.8 : TOGO : PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES, 2009-2013

	2009	2010	2011	2012	2013
			Estimations	Projections	Projections
PIB nominal (en milliards de F CFA)	1 493,5	1 581,4	1 743,3	1 879,0	2 038,6
Taux de croissance réel du PIB (en %)	3,4	4,0	4,9	5,0	5,3
Taux d'épargne intérieure (en %)	3,1	2,1	3,4	4,5	7,5
Taux d'épargne intérieure publique (en %)	1,2	4,2	2,3	3,1	4,6
Taux d'investissement (en %)	18,7	18,8	21,8	22,5	24,0
Taux d'investissement public (en %)	6,2	7,8	8,3	11,7	10,5
Taux d'inflation moyen annuel (IPC) (en %)	3,7	1,5	3,6	2,6	2,0
Recettes totales et dons (en % du PIB)	21,2	22,7	23,0	23,0	22,8
Dépenses globales (en % du PIB)	21,8	22,4	24,1	27,8	25,4
Solde budgétaire de base (en % du PIB)	-1,3	1,2	-1,6	-2,6	1,0
Solde budgétaire global, hors dons (en % du PIB)	-4,9	-3,6	-6,0	-8,6	-5,8
Balance des transactions extérieures courantes, hors transferts officiels (en % du PIB)	-7,1	-7,7	-10,6	-10,7	-9,6
Variation des avoirs extérieurs nets (en %)	1,1	7,6	12,2	3,9	4,3
Variation du crédit intérieur (en %)	26,5	22,2	21,6	10,8	11,1
Variation de la masse monétaire (en %)	16,1	16,3	15,9	9,8	9,6

Sources : Services nationaux; BCEAO

Les performances prévues seraient essentiellement soutenues par le renforcement des investissements notamment dans les infrastructures et dans le domaine agricole. La réalisation des perspectives de croissance requiert que la priorité soit accordée aux aspects ci-après :

- accélérer les réformes institutionnelles et améliorer les procédures en cours pour accroître la capacité d'absorption des ressources mobilisées et répondre aux normes d'une gestion efficace et efficiente des ressources disponibles ;
- mettre en place une stratégie de développement du secteur privé et poursuivre les réformes structurelles, en vue de relancer la croissance économique. Il s'agit en particulier de l'adoption du nouveau code des investissements, de la création du guichet unique du commerce extérieur au Port Autonome de Lomé, de l'amélioration de l'environnement légal, juridique et fiscal avec notamment la réduction des délais requis et du nombre de formalités nécessaires pour créer une entreprise et de l'accélération du processus de privatisation des banques publiques ;

- consolider les efforts entrepris dans le cadre de la relance des activités dans les secteurs clés de l'économie, avec notamment la poursuite des mesures de redressement économique par la mise en œuvre de politiques macroéconomiques prudentes en vue de préserver les acquis engrangés après l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés. L'optimisation des mesures d'encadrement de l'agriculture dans le cadre de la mise en œuvre du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) devrait également être poursuivie ;
- accélérer l'adoption d'une stratégie d'endettement à moyen terme pour orienter les décisions futures, de manière à préserver la viabilité de la dette ;
- au plan monétaire et financier, renforcer le contrôle de l'application des dispositions réglementaires relatives à la domiciliation et au rapatriement des recettes d'exportation ainsi qu'à l'ouverture des comptes en devises, afin de conforter le niveau des réserves de change.

ENCADRÉ 8 : Le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) au Togo

Le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) du Togo s'inscrit dans le cadre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA), volet agricole du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) à partir duquel a été adoptée en janvier 2005 par les Chefs d'Etat et de Gouvernement, une politique régionale agricole dénommée ECOWAP.

Le PNIASA vise une croissance de la production agricole de 6% à l'horizon 2015 et se décline à travers les cinq (5) sous-programmes ci-après, avec des besoins de financement estimés globalement à environ 569,1 milliards de FCFA :

- promotion des filières végétales : 373,0 milliards ;
- promotion des filières animales : 38,6 milliards ;
- promotion des filières halieutiques : 17,4 milliards ;
- recherche et conseil agricoles : 53,2 milliards ;
- renforcement institutionnel et coordination sectorielle : 86,9 milliards.

Pour la mise en œuvre du programme, seize (16) projets ont été élaborés sur la base des sous-programmes, pour un montant total de 232,8 millions de dollars, soit environ 116,4 milliards de FCFA. Huit (8) de ces projets connaissent un début d'exécution et se présentent comme suit :

1. Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture au Togo (PADAT)

L'objectif de ce projet est d'améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des petits producteurs agricoles. Il s'articule autour de trois (3) composantes qui sont: (i) appui à la production et à la productivité ; (ii) valorisation des produits ; (iii) coordination et gestion opérationnelle.

Le coût du projet est de 63,5 millions de dollars US (soit 31,8 milliards de FCFA), financé par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), le Global Agriculture and Food Security Program (GAFSP), la Banque d'Investissement et de Développement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BIDC) et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD).

2. *Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA)*

Le PASA a pour objectif de réhabiliter et de renforcer les capacités des bénéficiaires ciblés dans les filières sélectionnées et de favoriser un environnement institutionnel propice au développement du secteur agricole. Il se décline également autour de trois (3) composantes : (i) la promotion des cultures vivrières, des cultures d'exportation et de la production halieutique continentale ; (ii) la relance du sous-secteur élevage ; (iii) l'appui au renforcement des capacités institutionnelles du MAEP et la coordination du secteur agricole.

Il est financé à hauteur de 53,9 millions de dollars US (soit 27,0 milliards de FCFA), par la Banque Mondiale (9,0 millions USD), le GAFSP (19,0 millions USD), le Graduate Research Fellowship Program (GRFP) (9,0 millions USD), l'Etat togolais (7,9 millions USD) et les bénéficiaires (9,0 millions USD).

3. *Projet de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest composante Togo (PPAAO-Togo)*

L'objectif de ce projet est de développer et diffuser des technologies pour améliorer la productivité agricole par l'intensification durable des systèmes de production, afin de contribuer à la croissance agricole de 6%. Il est organisé autour de quatre (4) composantes à savoir : (i) la création de conditions propices à la coopération régionale en matière de développement et de diffusion de technologies ; (ii) le développement d'un centre national de spécialisation ; (iii) le financement de l'adoption et du développement des technologies ; (iv) la coordination, la gestion et le suivi-évaluation. Ce projet est financé par un prêt de l'IDA de 12 millions de dollars US, une contribution de 2,7 millions de dollars US du Gouvernement du Togo et la contribution des bénéficiaires d'une valeur de 0,9 million de dollars US.

4. *Projet de Développement Rural Intégré de la plaine de Mò (PDRI-Mò)*

L'objectif général du projet est de contribuer à la réduction de la pauvreté, à travers l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base et des revenus agricoles dans des conditions de développement durable, avec une attention particulière aux couches défavorisées. Ses six (6) composantes sont : (i) l'étude, le contrôle et la surveillance des travaux ; (ii) la structuration des organisations paysannes ; (iii) le développement durable de l'agriculture ; (iv) le renforcement des infrastructures rurales ; (v) les mesures environnementales et sociales ; (vi) l'organisation et la gestion du projet.

Le coût du projet est de 29,4 millions de dollars US (soit 14,7 milliards de francs CFA) sur un co-financement de la BID, de la BOAD, du Gouvernement togolais et des bénéficiaires.

5. *Projet de Développement de la Production Rizicole dans la Région de la Kara (PDPR-K)*

Il vise à accroître les revenus des producteurs intervenant dans la filière riz et de réduire les importations à travers l'amélioration de l'auto-provisionnement du marché national. Il est structuré autour de cinq (5) composantes : (i) le renforcement des capacités organisationnelles agricoles de la filière ; (ii) l'aménagement hydro-agricole ; (iii) l'appui à la mise en valeur des bas-fonds ; (iv) la valorisation et la commercialisation des produits ; (v) l'organisation et la gestion du projet.

Le coût de ce projet est de 5,9 millions de dollars US (3,0 milliards de francs CFA). Il est financé par la BADEA et le gouvernement togolais.

6. *Projet de d'aménagement hydro-agricole de la Basse Vallée du fleuve Mono (PBVM)*

Ce projet vise à contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté des populations rurales vivant dans la Région Maritime, et en particulier dans le canton d'Agomé-Glozou dans la Préfecture du Bas-Mono. Il est composé de six (6) volets : (i) l'étude du projet ; (ii) l'aménagement des périmètres et équipements connexes ; (iii) le contrôle et la surveillance des travaux ; (iv) les mesures d'accompagnement et de protection de l'environnement ; (v) l'appui à la mise en valeur et à la commercialisation ; (vi) la coordination et la gestion du projet.

Le coût du projet est de 20,5 millions de dollars US (10,3 milliards de francs CFA). Il est financé par la BADEA, la BOAD et le Gouvernement togolais.

7. *Projet d'Aménagement et de Réhabilitation des Terres Agricoles dans la zone de Mission-Tové (PARTAM)*

Le PARTAM a pour objectifs la réhabilitation d'un périmètre irrigué existant d'une superficie de 360 hectares (tranche ferme) et l'aménagement d'une autre superficie de 300 hectares (tranche conditionnelle) pour intensifier la production du riz, afin de renforcer la sécurité alimentaire, réduire les importations, augmenter les revenus des producteurs et lutter contre la pauvreté.

Le coût du financement de la tranche ferme est de 5,4 milliards de FCFA, totalement mobilisé sur le budget de l'Etat. Celui de la tranche conditionnelle, attendu de la BOAD, est estimé à 8 milliards de FCFA.

8. *Centre pilote de formation agricole de Zanguéra*

Le centre de formation agricole de Zanguéra est issu d'un accord de coopération entre la Chine et le Togo. Son objet est de former des jeunes agriculteurs modernes. Deux (2) types de formation seront dispensés, dont l'une de courte durée (trois mois) et une autre de plus longue durée (un an).

Le centre sera remis au Togo après dix (10) années d'exploitation par les experts Chinois.

Risques potentiels dans la mise en œuvre du PNIASA

Il existe plusieurs facteurs de risque qui pourraient compromettre la réussite du PNIASA. Il s'agit notamment de :

- **L'intervention non coordonnée des Partenaires Techniques et Financiers (PTF)**

La multiplicité des bailleurs de fonds, indépendants les uns des autres, avec des conditionalités diverses qui peuvent être antagonistes, constitue une contrainte majeure devant être levée avant la mise en œuvre du PNIASA. Ce facteur a déjà montré ses inconvénients dans la mise en œuvre d'autres projets, notamment ceux issus des aides publiques au développement. Pour juguler ce risque, il conviendrait d'adopter avec l'ensemble des PTF, une approche coopérative basée sur des procédures consensuelles, convergentes et un manuel édictant les principes devant guider l'évolution dans les différents niveaux de l'approche sectorielle.

- **La mise en place d'un schéma institutionnel inefficace**

Un cadre institutionnel mal défini peut être source de discordance et de conflit de compétence entre les différents acteurs de la mise en œuvre des projets. Ainsi, pour atténuer ce risque, il serait nécessaire, après un audit institutionnel, de renforcer les capacités de ces structures.

- **La corruption**

Ce facteur peut annihiler les efforts pour réaliser les résultats attendus, notamment par une gestion non transparente des fonds pouvant entraîner leur épuisement précoce, ou des blocages intentionnels dans la chaîne administrative. Il conviendrait donc de s'assurer de la probité des personnes ressources et appliquer effectivement aux contrevenants les sanctions prévues par la loi.

- **La mévente**

Elle pourrait très vite altérer l'engouement des producteurs et saper les résultats attendus. Pour atténuer ce facteur, il faudrait lever les entraves au circuit du commerce des produits agricoles et aller à la conquête du vaste marché de la CEDEAO et de l'UEMOA.

- **Les aléas climatiques**

Il s'agit d'un risque naturel dont la maîtrise sera assurée à travers le plan national d'adaptation aux changements climatiques. Pour l'atténuer, des ouvrages de conservation de l'eau et du sol seraient développés.

ANNEXES STATISTIQUES

Tableau 1: Taux de croissance du PIB réel, PIB nominal par tête et taux inflation

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Est. 2010	Est. 2011	Prév. 2012	Prév. 2013
Taux de croissance du PIB réel (en %)													
Bénin	6,2	4,4	3,9	3,1	2,9	3,7	4,6	5,0	2,7	2,6	3,5	3,5	4,4
Burkina	6,6	4,7	8,0	3,9	8,6	5,5	3,6	6,6	3,2	7,9	4,2	8,0	7,4
Côte d'Ivoire	0,1	-1,7	-1,4	1,2	1,7	0,7	1,6	2,3	3,8	2,4	-4,7	8,6	9,0
Guinée-Bissau	0,2	-7,2	0,3	2,8	4,3	2,1	5,9	3,2	3,4	4,5	5,3	0,7	2,5
Mali	11,8	4,3	7,6	2,3	6,1	5,3	4,3	5,0	4,5	5,8	2,7	-1,5	4,4
Niger	5,8	5,8	3,8	-0,8	7,4	5,8	3,1	9,6	-0,7	8,2	2,1	12,7	7,7
Sénégal	4,6	0,7	6,7	5,8	5,7	2,5	4,9	3,7	2,1	4,1	2,6	3,7	4,3
Togo	-1,3	-1,3	4,8	2,5	1,2	3,9	2,1	2,4	3,4	4,0	4,9	5,0	5,3
UEMOA	3,6	1,0	3,1	2,6	4,2	2,9	3,2	4,2	3,0	4,4	0,6	5,8	6,5
PIB nominal/tête (en milliers FCFA)													
Bénin	277,2	286,3	292,5	292,9	306,5	319,5	331,1	360,1	364,2	367,6	376,6	397,5	413,5
Burkina	166,1	180,4	190,7	199,3	211,1	194,3	197,2	200,6	258,6	289,7	301,6	330,1	354,2
Côte d'Ivoire	473,1	480,4	480,7	457,5	456,4	442,8	448,0	481,3	488,6	495,9	482,7	515,1	558,3
Guinée-Bissau	237,9	225,0	215,9	215,8	231,4	226,9	243,3	278,4	275,1	288,8	314,4	319,5	331,9
Mali	205,9	200,4	213,0	219,0	231,9	247,1	254,6	280,2	291,9	309,3	321,0	316,8	321,6
Niger	120,3	123,9	127,9	123,5	140,7	146,2	152,3	173,8	176,2	189,1	196,4	226,4	239,4
Sénégal	354,7	359,1	374,9	389,8	414,0	431,8	466,9	506,9	499,1	516,1	540,8	561,1	586,8
Togo	206,0	211,4	195,7	201,0	213,6	217,4	221,9	253,5	260,6	269,5	290,1	305,4	323,6
UEMOA	275,6	281,1	287,0	285,5	297,4	298,2	308,2	332,1	344,6	359,0	366,0	387,3	409,3
Taux d'inflation annuel, en moyenne (en %)													
Bénin	4,0	2,4	1,5	0,9	5,4	3,8	1,3	7,9	0,4	2,1	2,7	6,7	2,1
Burkina	4,9	2,3	2,0	-0,4	6,4	2,4	-0,3	10,7	0,9	-0,6	2,8	3,8	2,7
Côte d'Ivoire	4,3	3,1	3,3	1,4	3,9	2,5	1,9	6,3	0,5	1,7	4,9	1,3	1,9
Guinée-Bissau	3,2	3,9	-3,5	0,9	3,4	2,0	4,6	10,4	-2,8	2,2	5,1	2,1	2,9
Mali	5,2	5,0	-1,3	-3,1	6,4	1,5	1,4	9,2	2,4	1,2	3,0	5,3	3,1
Niger	4,0	2,6	-1,6	0,2	7,8	0,0	0,1	11,3	0,5	0,9	2,9	0,5	1,8
Sénégal	3,0	2,3	0,0	0,5	1,7	2,1	5,9	5,8	-2,2	1,2	3,4	1,4	2,2
Togo	3,9	3,1	-0,9	0,4	6,8	2,2	0,9	8,7	3,7	1,5	3,6	2,6	2,0
UEMOA	4,1	2,9	1,3	0,5	4,3	2,3	2,4	7,4	0,4	1,4	3,9	2,4	2,1

Sources: BCE/Prév.= Prévisions

Est.= Estimations

Tableau Z: Contributions sectorielles à la formation du PIB nominal
(en pourcentage)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Est. 2010	Est. 2011	Préy. 2012	Préy. 2013
Bénin													
Primaire	34,8	33,9	32,1	32,3	32,3	32,4	31,3	32,3	32,4	32,4	32,4	32,8	31,8
Secondaire	19,4	19,8	19,7	19,3	19,3	19,0	19,0	19,6	19,0	19,2	19,3	19,4	19,4
Tertiaire	62,1	62,7	64,2	64,4	64,4	64,6	65,7	66,2	64,9	64,3	63,8	64,1	64,7
Burkina Faso													
Primaire	34,8	32,8	33,4	31,8	30,3	30,3	29,8	30,4	32,4	32,4	31,1	30,8	30,1
Secondaire	18,1	19,8	20,3	19,8	18,3	18,6	18,3	18,1	19,5	21,1	22,3	23,8	18,8
Tertiaire	47,3	47,9	46,2	48,4	48,4	49,1	51,2	50,6	51,1	46,5	48,8	44,9	47,0
Côte d'Ivoire													
Primaire	28,9	27,3	28,8	29,8	22,8	23,0	24,0	24,6	25,8	25,8	28,7	27,7	28,3
Secondaire	21,9	21,1	21,1	22,8	23,8	28,0	24,9	26,9	24,2	29,9	23,4	24,3	25,3
Tertiaire	62,8	61,9	60,1	64,4	64,8	69,9	61,0	60,9	60,0	49,8	48,8	47,8	49,8
Guinée-Bissau													
Primaire	41,1	42,4	42,1	41,3	43,6	41,6	41,9	46,4	43,7	48,1	48,8	48,2	48,6
Secondaire	37,0	37,8	37,8	35,8	33,4	33,0	34,0	32,6	33,3	30,5	30,3	30,0	30,8
Tertiaire	21,9	19,7	20,3	22,9	23,6	25,4	24,1	21,0	23,1	21,4	21,9	21,8	21,6
Mal													
Primaire	36,0	29,8	35,1	34,3	34,8	33,2	33,6	36,1	35,1	38,5	35,3	37,8	38,1
Secondaire	26,0	29,0	24,3	28,8	29,7	29,9	30,0	29,9	24,4	29,5	25,2	29,7	27,2
Tertiaire	39,4	40,9	40,9	39,8	39,7	36,9	41,4	40,0	40,4	40,9	39,8	39,4	34,7
Niger													
Primaire	40,9	41,8	44,1	40,3	43,6	42,8	41,0	43,2	38,0	42,1	39,3	37,3	38,7
Secondaire	11,8	11,5	11,5	11,8	11,8	11,3	13,2	14,2	16,0	14,5	14,8	22,1	24,2
Tertiaire	47,9	46,9	44,4	47,9	48,6	46,9	46,6	42,6	46,0	43,4	46,1	49,9	39,0
Sénégal													
Primaire	18,9	19,8	15,1	13,7	14,8	12,8	11,9	14,0	15,0	15,2	13,8	14,8	14,7
Secondaire	21,7	22,9	21,4	21,8	20,6	20,7	21,0	20,1	20,9	20,7	22,8	22,8	22,8
Tertiaire	62,0	61,0	63,4	64,8	64,6	66,4	67,0	66,0	64,3	64,3	64,2	63,4	62,7
Togo													
Primaire	37,7	38,2	35,8	38,3	38,3	38,3	38,0	40,2	42,8	40,8	41,4	43,8	43,3
Secondaire	17,2	18,9	18,4	17,1	17,2	18,3	18,6	18,1	18,0	18,5	18,2	17,4	17,7
Tertiaire	45,1	43,9	45,9	48,8	49,8	46,4	46,4	41,1	41,2	42,8	42,4	41,8	42,0
UEMOA													
Primaire	28,8	28,9	28,4	28,5	27,3	28,4	28,0	27,8	28,5	28,2	28,8	28,5	28,0
Secondaire	19,5	20,1	19,5	19,8	19,6	21,0	20,6	20,4	19,9	20,9	20,4	21,9	21,8
Tertiaire	62,0	61,9	61,2	61,8	63,2	62,7	62,4	61,8	61,8	60,9	61,1	49,2	49,1

Sources : BCEAO et INS

Tableau 3: Contributions sectorielles à la croissance du PIB réel
(en points de pourcentage)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Est. 2009	Est. 2010	Prév. 2011	Prév. 2012	Prév. 2013
Bénin													
Primaire	2,5	0,9	0,9	2,4	-0,3	2,1	1,6	1,4	0,9	0,5	2,1	0,9	1,1
Secondaire	1,3	1,1	0,3	-0,1	0,8	-0,1	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,8	0,8
Tertiaire	2,4	2,3	2,7	0,8	2,4	1,7	2,6	3,0	1,3	1,6	0,9	1,8	2,5
PIB	6,2	4,4	3,9	3,1	2,9	3,7	4,6	5,0	2,7	2,6	3,5	3,5	4,4
Burkina													
Primaire	4,9	0,9	3,3	-0,9	3,5	0,2	-1,3	5,0	-1,2	2,9	-1,4	3,3	1,4
Secondaire	-2,1	3,0	2,0	0,2	1,7	0,8	1,7	-2,1	0,4	2,2	2,1	0,8	1,9
Tertiaire	3,9	0,8	2,7	4,5	1,9	4,5	3,2	3,7	6,4	2,7	3,4	3,9	4,1
PIB	6,6	4,7	8,0	3,9	7,1	5,5	3,6	6,6	5,6	7,9	4,2	8,0	7,4
Côte d'Ivoire													
Primaire	-0,3	-1,6	0,1	0,4	0,3	0,3	0,5	0,5	1,4	0,7	0,4	0,0	1,1
Secondaire	-0,6	-0,1	0,3	1,1	2,4	-0,1	-1,1	0,5	0,5	-0,4	-1,7	2,5	2,8
Tertiaire	1,0	0,0	-1,8	-0,3	-1,0	0,5	2,2	1,2	1,9	2,1	-3,4	6,1	5,1
PIB	0,1	-1,7	-1,4	1,2	1,7	0,7	1,6	2,3	3,8	2,4	-4,7	8,6	9,0
Guinée-Bissau													
Primaire	0,6	-2,9	0,7	-0,7	4,3	-0,3	3,0	1,2	1,3	0,1	2,0	0,0	1,1
Secondaire	-0,2	-0,2	-0,3	-1,5	0,1	-0,3	0,5	0,5	0,2	0,7	0,7	0,3	0,3
Tertiaire	-0,3	-4,0	0,0	5,0	0,0	2,7	2,4	1,5	1,9	3,6	2,6	0,4	1,1
PIB	0,2	-7,2	0,3	2,8	4,3	2,1	5,9	3,2	3,4	4,4	5,3	0,7	2,5
Mali													
Primaire	4,0	-1,2	6,4	-1,5	2,3	1,5	0,8	4,4	2,0	4,2	-0,5	3,0	2,1
Secondaire	4,1	4,2	-2,2	0,6	1,7	1,8	-1,0	-0,9	0,7	-0,3	1,4	-0,4	0,8
Tertiaire	3,7	1,3	3,4	3,2	2,1	2,0	4,4	1,5	1,8	1,9	1,9	-4,1	1,5
PIB	11,8	4,3	7,6	2,3	6,1	5,3	4,3	5,0	4,5	5,8	2,7	-1,5	4,4
Niger													
Primaire	5,3	2,8	6,1	-3,9	4,7	3,6	2,0	7,0	-4,4	6,9	-1,4	4,6	2,3
Secondaire	0,5	0,6	0,7	0,5	0,1	0,6	-0,2	0,4	1,2	1,0	0,5	6,3	3,3
Tertiaire	2,1	2,1	0,4	2,5	3,6	1,6	1,3	2,2	2,5	0,4	3,0	1,8	2,1
PIB	7,9	5,5	7,1	-0,9	8,4	5,8	3,1	9,6	-0,7	8,2	2,1	12,7	7,7
Sénégal													
Primaire	0,2	-1,0	2,2	0,3	1,4	-1,2	-0,7	2,2	1,5	0,7	-1,5	1,1	0,8
Secondaire	1,0	1,2	0,9	1,3	0,5	0,1	1,5	-0,4	0,7	1,1	1,5	0,6	1,1
Tertiaire	1,5	3,0	3,5	1,8	3,6	3,5	4,1	1,9	-0,1	2,3	2,6	2,0	2,4
PIB	4,6	0,7	6,7	5,8	5,7	2,5	4,9	3,7	2,1	4,1	2,6	3,7	4,3
Togo													
Primaire	0,9	2,6	0,9	-0,6	-0,8	1,8	1,2	1,4	3,1	0,9	1,9	1,6	1,6
Secondaire	0,2	1,5	0,7	-0,6	1,0	1,3	-1,3	1,2	-0,7	0,9	1,8	2,4	2,2
Tertiaire	-2,4	-5,4	3,2	3,6	1,0	0,8	2,2	-0,2	1,0	2,2	1,2	1,0	1,5
PIB	-1,3	-1,3	4,8	2,5	1,2	3,9	2,1	2,4	3,4	4,0	4,9	5,0	5,3

Sources : BCEAO e

Tableau 4: Taux d'épargne intérieure et taux d'investissement (en pourcentage du PIB nominal)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Est.		Prév.	
										2010	2011	2012	2013
Taux d'épargne intérieure													
Bénin	11,1	9,7	10,2	12,2	9,6	11,1	7,1	9,1	9,4	11,3	9,6	9,6	10,9
Burkina	-0,1	3,7	4,5	-4,1	8,6	10,4	14,0	13,0	14,1	14,6	14,8	12,9	14,4
Côte d'Ivoire	18,0	20,7	19,0	17,1	18,1	20,2	16,1	18,5	21,7	18,2	18,8	18,9	19,9
Guinée-Bissau	1,2	-0,1	1,2	4,1	2,8	-6,9	-2,9	-5,8	-10,0	-8,5	-0,7	-6,1	-4,5
Mali	15,1	14,2	18,4	13,8	13,7	15,7	11,9	6,4	13,6	10,6	14,8	15,0	14,9
Niger	3,4	4,8	6,3	3,5	8,7	10,5	10,4	15,3	6,5	8,8	10,0	20,4	20,5
Sénégal	9,4	6,8	10,2	9,7	9,1	7,2	7,1	5,0	5,2	7,2	9,5	12,0	11,3
Togo	-0,1	2,5	-0,5	-2,2	-12,2	0,1	-3,8	0,9	3,1	2,1	3,4	4,5	7,5
UEMOA	11,7	12,6	13,1	10,6	11,8	13,3	11,2	11,5	13,1	12,3	13,4	14,6	15,3
Taux d'investissement													
Bénin	19,7	18,5	20,3	20,7	18,2	20,6	20,8	20,7	21,4	20,9	20,7	20,5	20,6
Burkina	13,8	16,0	17,4	9,6	24,1	25,9	30,4	33,7	24,7	21,8	21,6	22,5	22,6
Côte d'Ivoire	10,1	5,7	10,5	8,9	11,3	10,2	10,9	11,3	10,2	10,3	1,8	14,0	17,3
Guinée-Bissau	7,5	6,2	7,8	12,5	12,0	8,5	11,0	7,1	6,3	6,7	7,3	7,3	7,6
Mali	24,4	16,0	25,9	22,0	22,0	20,4	21,6	20,2	21,2	24,5	24,7	18,8	19,3
Niger	11,5	14,2	16,3	14,6	23,1	23,6	22,9	32,1	33,2	35,9	37,6	47,5	44,2
Sénégal	18,4	17,3	22,3	22,3	24,5	24,7	29,5	31,3	22,1	22,7	27,3	30,4	28,7
Togo	16,2	16,7	15,4	15,4	16,9	17,4	14,6	17,7	18,7	18,8	21,8	22,5	24,0
UEMOA	14,7	12,1	16,5	14,7	18,2	18,2	19,9	21,4	18,8	19,3	18,0	22,7	23,2

Sources: BCEAO et INS

Tableau 5 : Evolution des prix à la consommation (Variation moyenne, en pourcentage)

	Pondération						Nouvelle pondération En %	2009	Prév. Prév.				
	en %	2004	2005	2006	2007	2008			2010	2011	2012	2013	
Bénin													
Indice global	100,0	0,9	5,4	3,8	1,3	7,9	100,0	0,4	2,1	2,7	6,7	2,1	
Produits alimentaires	39,1	-0,7	9,1	-0,7	-0,8	18,0	31,5	2,4	4,0	5,7	-	-	
Transport	10,1	1,9	6,6	11,6	8,9	5,1	14,0	-7,1	3,0	2,4	-	-	
Hors alimentation et transport	50,9	1,8	2,2	5,1	0,4	1,9	54,5	3,2	0,9		-	-	
Burkina													
Indice global	100,0	-0,4	6,4	2,4	-0,3	10,7	100,0	0,9	-0,6	2,8	3,8	2,7	
Produits alimentaires	33,9	-4,8	14,5	-0,8	-1,3	23,4	36,9	3,5	1,5	6,1	-	-	
Transport	15,6	3,8	9,7	6,0	-1,9	5,7	13,2	-1,7	-1,2	2,3	-	-	
Hors alimentation et transport	50,5	1,1	0,5	3,4	1,0	5,1	49,9	0,5	-2,0		-	-	
Côte d'Ivoire													
Indice global	100,0	1,4	3,9	2,5	1,9	6,3	100,0	0,5	1,7	4,9	1,3	1,9	
Produits alimentaires	32,2	-3,8	2,4	2,8	5,4	11,6	24,8	2,5	6,5	10,5	-	-	
Transport	9,6	6,8	14,0	8,7	-0,7	7,4	12,4	0,2	1,7	1,1	-	-	
Hors alimentation et transport	58,2	3,7	2,9	1,1	0,6	3,2	62,8	-0,2	-0,2		-	-	
Guinée-Bissau													
Indice global	100,0	0,9	3,4	2,0	4,6	10,4	100,0	-2,8	2,2	5,1	2,1	2,9	
Produits alimentaires	61,5	1,0	3,6	0,5	5,9	15,9	38,4	-2,4	1,9	7,3	-	-	
Transport	5,6	1,2	15,4	3,6	-2,9	6,1	17,3	-1,9	2,3	3,5	-	-	
Hors alimentation et transport	32,9	0,8	0,5	4,4	4,0	1,8	44,3	-2,5	2,6		-	-	
Mali													
Indice global	100,0	-3,1	6,4	1,5	1,4	9,2	100,0	2,4	1,2	3,0	5,3	3,1	
Produits alimentaires	50,0	-6,9	11,3	-0,7	1,9	13,0	45,4	3,8	3,4	5,1	-	-	
Transport	10,9	3,1	7,8	6,5	2,1	4,6	12,1	0,2	2,1	2,1	-	-	
Hors alimentation et transport	39,1	-0,4	0,5	2,6	0,9	6,3	42,5	2,0	-1,4		-	-	
Niger													
Indice global	100,0	0,2	7,8	0,0	0,1	11,3	100,0	0,5	0,9	2,9	0,5	1,8	
Produits alimentaires	45,1	-1,4	14,8	-2,0	-0,6	20,6	39,8	8,4	2,1	3,4	-	-	
Transport	12,1	4,8	4,4	8,0	-1,7	3,8	13,0	-13,4	0,4	11,1	-	-	
Hors alimentation et transport	42,8	0,8	0,9	0,1	1,3	3,5	47,2	-0,8	0,0		-	-	
Sénégal													
Indice global	100,0	0,5	1,7	2,1	5,9	5,8	100,0	-2,2	1,2	3,4	1,4	2,2	
Produits alimentaires	41,5	0,7	3,8	1,3	7,3	9,6	32,9	-3,2	4,0	6,7	-	-	
Transport	8,3	1,4	4,7	8,4	2,4	9,6	8,3	-4,8	2,9	5,5	-	-	
Hors alimentation et transport	50,2	0,2	-0,6	1,7	6,0	1,8	58,8	0,0	-0,5		-	-	
Togo													
Indice global	100,0	0,4	6,8	2,2	0,9	8,7	100,0	3,7	1,5	3,6	2,6	2,0	
Produits alimentaires	38,0	-1,3	10,5	-1,0	2,8	20,4	28,7	9,5	-0,4	1,2	-	-	
Transport	8,5	1,1	23,6	12,2	-0,5	7,1	12,3	1,4	6,2	5,2	-	-	
Hors alimentation et transport	53,5	1,3	0,7	1,7	0,2	1,6	59,0	1,5	1,4		-	-	
UEMOA													
Indice global	100,0	0,5	4,3	2,3	2,4	7,4	100,0	0,4	1,4	3,9	2,4	2,1	
Produits alimentaires	37,9	-2,5	6,3	0,9	4,0	13,8	31,0	2,5	3,8	6,8	-	-	
Transport	10,0	4,1	10,7	8,7	0,9	6,8	11,9	-2,2	2,1	3,1	-	-	
Hors alimentation et transport	52,2	2,0	1,6	1,8	1,9	3,3	57,0	0,6	-0,1		-	-	

Sources: BCEAO et INS

Indice officiel harmonisé des prix à la consommation (IHPC) à partir de 1997 dans tous les pays sauf, la Guinée-Bissau.

L'IHPC est calculé en Guinée-Bissau à partir de l'année 2003. Avant cette date, l'indice de la Guinée-Bissau se limitait aux produits alimentaires

L'IHPC a été calculé au prix de 2008 à partir de l'année 2009. Les nouvelles pondérations affectées aux diverses fonctions figurent dans la colonne ombrée précédant l'année 2009.

Tableau 5 bis : Evolution des prix à la consommation (Glissement annuel, en pourcentage)

	Pondération					Nouvelle pondération	2009	2010	2011	Est. 2012	Prév. 2013	
	en %	2004	2005	2006	2007							2008
Bénin												
Indice global	100,0	2,7	3,8	5,2	0,3	9,0	100,0	-1,0	4,0	1,8	6,8	1,6
Produits alimentaires	39,1	1,2	5,2	3,5	-0,2	18,1	31,5	-3,4	13,8	1,4	-	-
Transport	10,1	5,7	5,8	14,9	1,2	7,4	14,0	-3,1	-2,3	4,6	-	-
Hors alimentation et transport	50,9	3,1	2,3	0,5	0,4	4,8	54,5	1,0	0,1	-	-	-
Burkina												
Indice global	100,0	0,7	4,5	1,5	2,3	9,9	100,0	-0,3	-0,3	5,1	1,7	3,7
Produits alimentaires	33,9	-1,5	8,7	1,2	2,4	22,0	36,9	1,0	3,7	9,7	-	-
Transport	15,6	8,4	7,8	-2,6	5,6	4,3	13,2	-2,4	0,5	1,0	-	-
Hors alimentation et transport	50,5	0,0	1,0	3,2	1,2	8,7	49,9	-0,8	-3,4	-	-	-
Côte d'Ivoire												
Indice global	100,0	4,4	2,5	2,0	1,5	7,1	100,0	-0,1	5,1	1,9	3,4	1,2
Produits alimentaires	32,2	-0,3	3,4	3,3	4,7	13,0	24,8	2,0	14,8	-0,3	-	-
Transport	9,6	17,8	9,3	1,7	0,3	11,4	12,4	-4,0	2,4	1,0	-	-
Hors alimentation et transport	58,2	4,7	0,9	1,4	0,0	4,3	62,8	-0,2	1,7	-	-	-
Guinée-Bissau												
Indice global	100,0	2,9	0,3	3,2	9,3	4,6	100,0	-4,8	5,6	3,4	1,7	4,0
Produits alimentaires	61,5	4,0	-1,7	2,9	14,4	9,7	38,4	-9,2	10,4	3,0	-	-
Transport	5,6	14,3	6,0	-0,2	-4,4	-5,5	17,3	-0,1	3,2	3,6	-	-
Hors alimentation et transport	32,9	-1,2	2,9	4,6	3,4	5,1	44,3	-2,6	2,4	-	-	-
Mali												
Indice global	100,0	1,5	3,4	3,6	2,2	8,1	100,0	1,5	1,8	5,3	2,4	3,2
Produits alimentaires	50,0	2,5	3,0	6,2	4,0	9,7	45,4	2,8	4,5	10,3	-	-
Transport	10,9	5,4	11,1	0,2	2,6	5,6	12,1	-1,6	4,3	0,9	-	-
Hors alimentation et transport	39,1	0,5	1,4	2,2	0,4	9,0	42,5	0,9	-1,7	-	-	-
Niger												
Indice global	100,0	3,6	4,2	0,3	4,7	10,2	100,0	-1,3	2,7	1,4	0,7	1,4
Produits alimentaires	45,1	4,2	7,2	0,2	7,3	21,3	39,8	3,5	5,8	0,1	-	-
Transport	12,1	8,3	6,0	-1,5	7,7	-1,6	13,0	-13,5	3,8	13,4	-	-
Hors alimentation et transport	42,8	1,9	0,0	1,2	0,7	4,7	47,2	-2,3	-0,6	-	-	-
Sénégal												
Indice global	100,0	1,7	1,4	4,0	6,1	5,0	100,0	-4,5	4,3	2,7	1,1	1,8
Produits alimentaires	41,5	3,2	1,9	4,6	9,3	7,1	32,9	-6,1	10,3	5,0	-	-
Transport	8,3	2,6	10,1	2,0	5,3	7,4	8,3	-4,3	2,1	7,2	-	-
Hors alimentation et transport	50,2	0,8	-1,2	4,7	3,9	3,5	58,8	-3,7	1,3	-	-	-
Togo												
Indice global	100,0	3,9	5,5	1,5	3,4	9,3	100,0	1,5	3,8	1,5	2,9	1,5
Produits alimentaires	38,0	6,0	2,3	1,8	10,9	21,4	28,7	4,0	-0,5	-0,4	-	-
Transport	8,5	4,4	34,6	-1,0	0,3	9,7	12,3	-0,6	12,8	0,9	-	-
Hors alimentation et transport	53,5	1,2	0,8	2,3	-0,5	3,2	59,0	1,0	4,1	-	-	-
UEMOA												
Indice global	100,0	3,8	2,8	2,7	2,9	7,5	100,0	-1,0	3,9	2,5	2,8	1,8
Produits alimentaires	37,9	3,0	3,5	3,4	6,0	13,5	31,0	-0,2	9,3	2,9	-	-
Transport	10,0	10,5	10,5	2,1	2,3	8,0	11,9	-3,7	3,1	2,9	-	-
Hors alimentation et transport	52,2	2,7	0,4	2,2	1,3	3,3	57,0	-0,8	1,0	-	-	-

Sources: BCEAO et INS

Indice officiel harmonisé des prix à la consommation (IHPC) à partir de 1997 dans tous les pays sauf, la Guinée-Bissau.

L'IHPC est calculé en Guinée-Bissau à partir de l'année 2003. Avant cette date, l'indice de la Guinée-Bissau se limitait aux produits alimentaires

L'IHPC a été calculé au prix de 2008 à partir de l'année 2009. Les nouvelles pondérations affectées aux diverses fonctions figurent dans la colonne ombrée précédant l'année 2009.

Tableau 6: Opérations financières de l'Etat (en pourcentage du PIB nominal)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Est. 2010	Est. 2011	Prév. 2012	Prév. 2013
Bénin													
Recettes budgétaires	15,3	16,3	16,6	16,4	16,7	16,9	20,8	19,6	18,5	18,6	17,6	18,9	18,9
Recettes fiscales	13,5	14,4	14,9	14,6	14,5	15,4	16,9	17,2	16,1	16,2	15,5	15,9	16,9
Dépenses totales	18,1	19,6	21,1	20,1	21,3	19,7	22,5	23,0	26,0	21,6	21,9	22,5	22,3
Dépenses en capital	5,4	6,2	7,0	6,1	6,3	4,6	7,5	6,5	9,7	5,5	6,6	6,8	6,7
Solde global (base engag., hors dons)	-2,8	-3,3	-4,5	-3,6	-4,6	-2,7	-1,8	-3,5	-7,5	-3,1	-4,3	-3,6	-3,4
Solde global (base engag., dons inclus)	-0,6	-2,3	-2,6	-1,0	-2,5	-0,9	1,2	-1,7	-6,6	-1,6	-1,8	-0,7	-1,2
Burkina													
Recettes budgétaires	11,1	11,3	12,1	13,0	12,7	14,5	15,7	16,4	13,7	14,9	16,2	16,1	16,1
Recettes fiscales	10,3	10,5	10,9	11,8	11,8	13,3	14,4	15,0	12,5	12,4	14,2	14,5	14,0
Dépenses totales	18,5	21,2	20,4	21,8	21,7	27,0	29,7	26,8	24,3	23,6	23,8	26,4	23,5
Dépenses en capital	8,1	10,0	9,0	10,9	10,8	13,2	12,5	10,8	11,0	10,5	9,9	12,4	11,4
Solde global (base engag., hors dons)	-7,4	-9,8	-8,3	-8,6	-9,0	-12,6	-14,0	-10,4	-10,7	-8,7	-7,6	-10,3	-7,4
Solde global (base engag., dons inclus)	-3,3	-4,7	-2,9	-4,4	-4,5	-6,0	-6,6	-5,4	-4,8	-4,3	-2,4	-3,1	-1,0
Côte d'Ivoire													
Recettes budgétaires	16,3	16,6	15,2	16,4	16,3	17,7	19,3	19,0	19,7	19,2	14,9	20,0	19,8
Recettes fiscales	14,2	14,6	13,4	14,2	13,9	15,1	15,6	15,6	17,4	17,0	13,1	17,3	17,4
Dépenses totales	15,9	18,5	18,1	19,0	19,0	19,3	20,7	21,1	21,8	22,0	19,5	24,8	24,4
Dépenses en capital	1,8	3,0	2,4	3,0	2,6	2,6	2,7	2,9	3,0	3,0	2,6	5,4	7,4
Solde global (base engag., hors dons)	0,4	-1,9	-2,9	-2,6	-2,7	-1,6	-1,4	-2,2	-2,1	-2,8	-4,6	-4,8	-4,6
Solde global (base engag., dons inclus)	0,8	-1,4	-2,4	-1,7	-1,6	-1,4	-0,8	-0,4	0,9	-1,9	-4,3	-4,3	-2,9
Guinée-Bissau													
Recettes budgétaires	8,6	7,9	7,7	8,9	9,3	10,4	8,0	8,9	9,1	10,7	11,3	10,6	11,4
Recettes fiscales	5,2	4,3	4,4	4,3	6,1	6,1	5,7	5,4	6,8	7,9	8,7	9,3	9,1
Dépenses totales	21,4	16,7	19,6	25,5	22,2	19,4	18,8	20,9	21,3	21,6	20,6	19,8	20,0
Dépenses en capital	7,0	4,5	5,7	5,7	7,4	5,8	7,2	7,1	10,5	9,7	8,9	6,1	7,2
Solde global (base engag., hors dons)	-12,8	-8,9	-11,9	-16,6	-12,9	-9,0	-10,7	-11,9	-12,2	-11,0	-9,3	-9,2	-8,6
Solde global (base engag., dons inclus)	-5,4	-5,7	-6,6	-7,7	-6,3	-2,7	-2,6	-4,0	3,7	0,2	0,4	-2,3	-0,8
Mali													
Recettes budgétaires	14,5	16,6	17,6	17,1	17,5	17,3	16,6	15,5	17,1	17,3	17,4	17,7	18,1
Recettes fiscales	12,7	13,7	14,7	14,8	15,4	14,9	14,2	13,3	14,7	14,6	14,8	14,8	15,2
Dépenses totales	24,1	24,2	22,9	24,1	24,8	24,9	24,5	21,2	25,9	22,9	25,0	20,0	17,8
Dépenses en capital	10,7	9,1	8,6	9,8	9,4	10,6	11,4	7,5	10,8	7,9	8,9	3,8	3,1
Solde global (base engag., hors dons)	-9,6	-7,7	-5,3	-7,0	-7,3	-7,6	-7,9	-5,6	-8,8	-5,5	-7,5	-2,2	0,3
Solde global (base engag., dons inclus)	-5,1	-3,8	-0,7	-2,9	-3,2	31,3	-3,2	-2,2	-4,2	-2,7	-3,7	-1,6	0,3

Tableau 6 (suite) : Opérations financières de l'Etat (en pourcentage du PIB nominal)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Est. 2010	Est. 2011	Prév. 2012	Prév. 2013
Niger													
Recettes budgétaires	9,8	11,2	10,2	11,3	10,6	13,0	15,1	18,3	14,4	13,7	21,9	22,7	22,8
Recettes fiscales	9,3	10,0	9,9	11,0	10,2	10,7	11,4	11,6	13,5	12,9	21,3	20,5	21,2
Dépenses totales	19,0	19,9	18,0	20,6	20,2	19,7	21,7	23,7	25,0	20,8	28,2	37,6	33,5
Dépenses en capital	6,6	8,1	7,5	9,4	10,9	10,6	10,1	11,7	13,2	7,7	7,1	18,5	18,8
Solde global (base engag., hors dons)	-9,2	-8,7	-7,8	-9,3	-9,5	-6,8	-6,7	-5,4	-10,6	-7,1	-6,3	-14,8	-10,7
Solde global (base engag., dons inclus)	-4,2	-3,5	-2,8	-3,5	-2,0	-0,8	-0,9	1,6	-5,6	-2,4	-2,5	-5,9	-3,5
Sénégal													
Recettes budgétaires	16,9	17,9	18,1	18,3	19,2	19,7	20,4	19,2	18,6	19,4	20,2	20,9	20,8
Recettes fiscales	16,1	16,9	17,0	17,4	18,5	18,8	19,3	18,1	18,0	18,8	18,9	19,7	19,3
Dépenses totales	20,5	19,6	21,3	23,8	23,8	26,9	26,2	26,1	26,5	27,2	29,1	29,4	28,4
Dépenses en capital	6,1	7,4	8,5	9,7	9,9	9,7	10,5	9,9	10,1	11,6	10,5	12,1	11,8
Solde global (base engag., hors dons)	-3,6	-1,8	-3,3	-5,5	-4,7	-7,2	-5,9	-8,9	-7,9	-7,8	-8,9	-8,5	-7,6
Solde global (base engag., dons inclus)	-1,9	-0,1	-1,3	-3,4	-3,0	-5,7	-3,5	-4,6	-4,9	-5,2	-6,7	-5,6	-4,9
Togo													
Recettes budgétaires	13,1	12,2	17,0	16,8	15,7	16,9	16,8	15,6	16,9	18,8	18,2	19,2	19,5
Recettes fiscales	11,1	11,3	15,3	15,7	14,6	15,4	16,2	14,9	15,3	15,6	16,7	17,3	18,0
Dépenses totales	15,6	13,2	15,8	16,2	19,7	21,0	19,1	17,9	21,8	22,4	24,1	27,8	25,4
Dépenses en capital	2,3	1,4	1,1	1,5	3,3	4,1	2,0	3,5	6,2	7,8	8,3	11,7	10,5
Solde global (base engag., hors dons)	-2,5	-1,0	1,2	0,6	-4,0	-4,2	-2,3	-2,3	-4,9	-3,6	-6,0	-8,6	-5,8
Solde global (base engag., dons inclus)	-2,0	-0,7	1,7	1,3	-2,9	-2,8	-0,7	-0,2	-0,6	0,3	-1,1	-4,8	-2,6
UEMOA													
Recettes budgétaires	14,9	15,5	15,4	16,1	16,1	17,1	18,4	18,0	17,7	17,8	17,3	19,3	19,3
Recettes fiscales	13,5	14,0	13,8	14,4	14,4	15,2	15,7	15,4	15,9	15,8	15,6	17,1	17,2
Dépenses totales	18,3	19,5	19,6	20,9	21,3	22,4	23,3	22,9	24,2	23,2	23,7	26,2	24,8
Dépenses en capital	4,9	5,7	5,6	6,6	6,7	7,0	7,4	6,7	8,0	7,1	7,0	9,0	9,3
Solde global (base engag., hors dons)	-3,5	-4,0	-4,3	-4,9	-5,2	-5,3	-5,0	-4,9	-6,5	-5,4	-6,4	-6,9	-5,5
Solde global (base engag., dons inclus)	-1,4	-2,0	-2,0	-2,5	-2,6	1,4	-2,1	-1,9	-2,8	-2,8	-3,8	-3,8	-2,4

Sources: BCEAO et INS

Données de la Guinée-Bissau prises en compte dans le total de l'UEMOA à partir de 1997

Tableau 7 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat (en milliards de FCFA)

	2007	2008	2009	Estimations 2010	Estimations 2011	Prévisions 2012	Prévisions 2013
Bénin							
Recettes budgétaires	548,0	581,3	575,9	603,0	605,6	710,0	767,0
Recettes fiscales	446,7	512,2	500,5	525,9	534,7	596,4	685,0
Recettes non fiscales	101,3	69,1	75,4	77,1	70,9	113,6	82,0
Dépenses totales	594,3	684,7	805,5	702,2	754,7	845,4	905,0
Dépenses courantes	395,7	446,9	490,5	504,4	515,6	588,4	632,1
Dépenses en capital	198,4	193,0	302,3	177,2	226,6	257,0	272,9
Solde global (base engag., hors dons)	-46,4	-103,4	-229,6	-99,2	-149,1	-135,4	-138,0
Solde global (base engag., dons inclus)	32,4	-51,3	-200,9	-51,1	-62,0	-26,6	-49,9
Burkina							
Recettes budgétaires	440,2	483,9	539,1	681,3	793,6	895,5	988,1
Recettes fiscales	405,2	444,7	494,6	565,7	696,6	805,1	856,1
Recettes non fiscales	35,0	39,2	44,5	115,5	98,0	90,4	132,0
Dépenses totales	834,8	791,8	959,6	1 077,0	1 166,0	1 465,3	1 442,5
Dépenses courantes	450,3	455,2	499,1	530,9	628,3	770,3	740,2
Dépenses en capital	350,4	318,8	457,4	480,9	484,7	686,9	697,4
Solde global (base engag., hors dons)	-394,6	-307,9	-420,5	-395,7	-372,4	-569,8	-454,4
Solde global (base engag., dons inclus)	-184,3	-161,0	-188,1	-196,8	-118,8	-172,0	-62,0
Côte d'Ivoire							
Recettes budgétaires	1 817,6	1 976,8	2 145,0	2 176,2	1 693,0	2 492,2	2 742,3
Recettes fiscales	1 468,1	1 626,4	1 888,7	1 928,5	1 493,1	2 159,9	2 409,6
Recettes non fiscales	349,5	350,4	256,3	247,7	199,9	332,3	332,7
Dépenses totales	1 949,4	2 201,2	2 375,7	2 498,8	2 211,4	3 090,2	3 387,3
Dépenses courantes	1 565,5	1 742,6	1 855,7	1 960,5	1 818,3	2 347,3	2 327,0
Dépenses en capital	253,6	299,7	329,6	349,9	292,2	667,5	1 031,9
Solde global (base engag., hors dons)	-131,8	-224,4	-230,7	-322,7	-518,4	-597,9	-645,0
Solde global (base engag., dons inclus)	-78,2	-41,1	98,2	-216,1	-485,5	-536,2	-398,9
Guinée-Bissau							
Recettes budgétaires	26,6	34,6	35,4	44,6	52,6	51,1	58,3
Recettes fiscales	18,8	20,9	26,6	33,1	40,3	44,9	46,3
Recettes non fiscales	7,8	13,7	8,8	11,5	12,3	6,2	12,0
Dépenses totales	62,2	80,8	83,0	90,4	96,0	95,6	102,5
Dépenses courantes	38,2	53,5	47,0	49,9	54,6	66,1	65,5
Dépenses en capital	24,0	27,3	36,0	40,5	41,5	29,5	37,0
Solde global (base engag., hors dons)	-35,6	-46,2	-47,6	-45,8	-43,4	-44,5	-44,2
Solde global (base engag., dons inclus)	-8,5	-15,4	14,5	0,8	1,9	-11,0	-4,2
Mali							
Recettes budgétaires	569,9	607,3	725,1	806,4	873,9	911,7	1 003,2
Recettes fiscales	487,2	519,4	624,3	681,9	741,3	758,7	840,0
Recettes non fiscales	82,7	87,9	100,8	124,5	132,6	153,0	163,2
Dépenses totales	839,1	828,2	1 097,8	1 064,4	1 251,8	1 026,2	985,3
Dépenses courantes	437,2	459,0	549,0	601,2	714,5	732,2	703,3
Dépenses en capital	389,0	294,9	455,4	369,8	444,4	193,6	173,6
Solde global (base engag., hors dons)	-269,2	-220,9	-372,7	-258,0	-377,9	-114,5	17,9
Solde global (base engag., dons inclus)	-108,8	-86,7	-178,8	-124,3	-183,9	-80,9	17,9

Sources: BCEAO et INS

ANNEXES STATISTIQUES

Tableau 7 (suite) : Tableau des Opérations Financières de l'Etat (en milliards de FCFA)

	2007	2008	2009	Estimations 2010	Estimations 2011	Prévisions 2012	Prévisions 2013
Niger							
Recettes budgétaires	309,0	442,2	363,6	385,6	657,7	810,4	885,3
Recettes fiscales	233,2	281,3	343,0	361,8	638,8	732,1	823,6
Recettes non fiscales	75,8	160,9	20,6	23,8	18,9	78,3	61,7
Dépenses totales	446,5	573,2	633,4	584,2	847,5	1 340,0	1 302,8
Dépenses courantes	239,4	289,8	299,6	366,5	641,5	679,4	571,4
Dépenses en capital	207,1	283,4	333,8	217,7	206,0	660,6	731,4
Solde global (base engag., hors dons)	-137,5	-131,0	-269,8	-199,6	-189,8	-529,7	-417,5
Solde global (base engag., dons inclus)	-18,9	38,3	-142,9	-68,4	-76,3	-211,7	-134,5
Sénégal							
Recettes budgétaires	1 100,0	1 152,1	1 121,9	1 236,5	1 375,6	1 511,4	1 605,3
Recettes fiscales	1 041,4	1 087,2	1 084,6	1 194,7	1 286,9	1 421,4	1 492,5
Recettes non fiscales	58,6	64,9	37,3	41,7	88,6	90,0	112,8
Dépenses totales	1 418,0	1 565,3	1 598,6	1 732,0	1 980,4	2 126,7	2 191,8
Dépenses courantes	864,9	978,7	997,9	995,2	1 233,5	1 260,1	1 279,4
Dépenses en capital	565,3	594,7	606,9	735,7	718,5	874,7	912,4
Solde global (base engag., hors dons)	-318,0	-413,3	-476,7	-495,5	-604,8	-615,4	-586,5
Solde global (base engag., dons inclus)	-186,7	-273,6	-293,9	-333,7	-454,8	-403,5	-379,0
Togo							
Recettes budgétaires	203,3	220,7	252,4	296,9	316,5	361,1	398,0
Recettes fiscales	195,9	211,2	229,1	246,7	291,4	324,1	366,8
Recettes non fiscales	7,4	9,4	23,3	50,2	25,1	37,0	31,2
Dépenses totales	231,6	253,3	326,3	354,5	420,8	523,1	517,2
Dépenses courantes	207,5	203,1	234,1	230,9	276,2	302,9	303,5
Dépenses en capital	24,1	49,9	92,2	123,6	144,2	220,3	213,6
Solde global (base engag., hors dons)	-28,3	-32,6	-73,9	-57,6	-104,3	-162,0	-119,2
Solde global (base engag., dons inclus)	-7,9	-3,3	-9,0	4,7	-19,7	-90,6	-52,4
UEMOA							
Recettes budgétaires	5 014,6	5 498,8	5 758,3	6 230,4	6 368,5	7 743,4	8 447,5
Recettes fiscales	4 296,5	4 703,3	5 191,3	5 538,3	5 722,1	6 842,6	7 519,8
Recettes non fiscales	718,1	795,5	567,0	692,1	646,4	900,8	927,7
Dépenses totales	6 375,9	6 978,4	7 879,9	8 103,6	8 728,7	10 512,6	10 834,3
Dépenses courantes	4 198,7	4 628,8	4 972,9	5 239,6	5 882,4	6 746,6	6 622,4
Dépenses en capital	2 011,9	2 061,6	2 613,5	2 495,2	2 558,1	3 590,1	4 070,2
Solde global (base engag., hors dons)	-1 361,3	-1 479,5	-2 121,5	-1 873,2	-2 360,1	-2 769,2	-2 386,8
Solde global (base engag., dons inclus)	-560,8	-594,0	-900,9	-985,0	-1 399,1	-1 532,5	-1 062,9

Sources: BCEAO et INS

Tableau 8 : Balance des transactions courantes (en milliards de FCFA)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Est. 2010	Est. 2011	Prév. 2012	Prév. 2013
Bénin													
Exportations FOB dont	273,9	312,1	314,3	300,4	305,0	384,6	501,7	574,2	578,3	634,8	539,9	546,9	596,6
Coton	93,1	95,6	113,3	110,2	90,3	49,4	64,2	75,0	63,4	57,1	59,5	54,1	88,1
Noix d'anacarde	8,2	11,9	14,6	8,9	10,5	8,6	8,4	12,5	13,8	11,8	17,9	16,2	19,9
Bois et ouvrages en bc	2,3	4,9	16,1	1,9	2,3	2,3	2,2	2,2	2,1	2,3	3,0	3,1	3,4
Importations FOB	-405,4	-473,1	-475,9	-444,8	-456,6	-546,8	-767,8	-846,2	-820,6	-879,2	-861,0	-895,6	-931,4
Balance commerciale	-131,5	-161,0	-161,5	-144,5	-151,6	-162,2	-266,0	-272,0	-242,2	-244,5	-321,1	-348,7	-334,8
Balance des services	-32,8	-39,4	-47,4	-37,8	-45,0	-70,7	-95,4	-72,5	-129,9	-68,5	-60,5	-62,1	-59,1
Balance des revenus	-9,8	-18,0	-22,1	-19,5	-9,4	-15,4	-4,2	-5,1	-15,6	-26,5	-14,4	-21,4	-15,2
Balance des transferts	119,2	109,6	38,6	49,4	86,7	135,2	128,7	109,6	81,3	76,8	61,9	82,4	71,9
Balance des transactions courantes	-54,9	-108,8	-192,5	-152,4	-119,3	-113,1	-237,0	-240,0	-306,4	-262,7	-334,1	-349,8	-337,3
Burkina													
Exportations FOB dont	163,8	170,8	186,3	253,2	247,1	307,6	298,6	310,4	425,2	785,2	1129,5	1197,0	1309,8
Coton	96,0	97,4	119,9	163,2	148,3	161,4	144,6	87,9	96,8	113,5	130,1	165,4	197,0
Produits de l'élevage	16,5	34,4	25,1	27,7	35,0	40,7	42,4	47,8	57,4	62,1	105,4	117,8	124,6
Or non monétaire	2,2	3,9	5,1	7,0	9,5	15,5	4,6	55,6	179,8	512,0	852,2	879,6	956,1
Importations FOB	-373,3	-381,7	-398,3	-497,9	-540,5	-562,1	-585,1	-711,7	-652,8	-854,2	-1117,8	-1322,1	-1386,4
Balance commerciale	-209,5	-210,9	-212,0	-244,7	-293,4	-254,5	-286,6	-401,4	-227,6	-69,0	11,7	-125,2	-76,6
Balance des services	-76,7	-72,5	-108,9	-120,7	-154,1	-167,0	-173,9	-211,6	-192,1	-261,6	-342,3	-404,9	-424,6
Balance des revenus	-17,9	-14,7	-14,9	-16,2	-10,9	-1,2	-1,1	-1,6	-2,6	-3,2	-3,5	-2,9	-3,2
Balance des transferts	90,8	90,1	122,4	101,1	123,9	133,4	193,3	183,3	242,8	244,0	271,5	294,4	311,5
Balance des transactions courantes	-213,3	-208,0	-213,4	-280,6	-334,5	-289,3	-268,4	-431,3	-179,4	-89,9	-62,6	-238,6	-192,9
Côte d'Ivoire													
Exportations FOB dont	2892,5	3676,5	3363,7	3655,4	4060,1	4432,7	4154,7	4652,7	5348,4	5722,8	5833,8	6045,3	6516,5
Cacao	959,0	1573,2	1372,4	1146,6	1087,4	1063,1	1053,7	1263,2	1756,0	1884,3	1969,4	1571,4	1622,5
Produits pétroliers	76,5	405,8	408,4	640,4	1060,5	1569,5	1256,8	1632,4	1423,5	1608,5	1740,4	1587,8	1740,8
Bois débité	182,0	156,2	157,1	148,8	158,1	148,3	153,6	153,1	84,3	96,4	84,3	104,7	108,1
Importations FOB	-1772,3	-1711,6	-1877,9	-2267,1	-2769,8	-2807,0	-2925,7	-3165,4	-3345,9	-3941,1	-3062,7	-4319,3	-4885,0
Balance commerciale	1120,2	1964,9	1485,8	1388,3	1290,3	1625,7	1229,0	1487,4	2002,5	1781,7	2771,2	1726,0	1631,5
Balance des services	-507,5	-668,8	-648,6	-670,9	-680,9	-726,0	-743,2	-732,6	-749,7	-881,4	-841,0	-1118,9	-1270,6
Balance des revenus	-429,4	-439,0	-383,3	-344,3	-344,5	-371,4	-387,9	-403,9	-442,5	-452,7	-462,2	-474,4	-460,5
Balance des transferts	-227,4	-322,0	-282,8	-245,9	-243,9	-277,8	-164,5	-148,9	-46,6	-217,6	-303,0	-356,8	-297,4
Balance des transactions courantes	-44,1	535,1	171,1	127,2	21,0	250,5	-66,6	201,9	763,7	230,0	1164,9	-224,1	-397,0
Guinée-Bissau													
Exportations FOB dont	46,1	37,9	37,8	40,0	47,2	38,8	51,3	57,4	57,4	62,7	114,2	76,8	94,1
Noix d'anacarde	44,4	33,7	29,9	39,1	44,7	31,5	32,1	28,8	46,8	51,8	104,4	66,4	82,2
Importations FOB	-45,2	-40,7	-37,9	-43,8	-55,8	-66,4	-80,5	-89,0	-95,5	-97,3	-119,6	-111,9	-121,0
Balance commerciale	0,9	-2,8	-0,1	-3,8	-8,6	-27,6	-29,2	-31,6	-38,1	-34,6	-5,4	-35,1	-26,9
Balance des services	-18,9	-14,6	-17,6	-19,3	-19,3	-18,9	-16,7	-18,5	-25,4	-29,0	-31,9	-29,7	-35,0
Balance des revenus	-8,8	-6,1	-5,1	-5,1	-4,7	-4,6	-4,7	-6,6	-5,2	-1,1	-6,0	-3,6	-4,5
Balance des transferts	18,6	22,8	22,7	35,5	27,0	30,2	35,9	43,9	46,3	29,7	36,1	33,4	42,2
Balance des transactions courantes	-8,2	-0,7	-0,1	7,3	-5,6	-20,9	-14,6	-12,9	-22,4	-35,0	-7,2	-35,0	-24,3

Source: BCEAO

Tableau 8 (suite) : Balance des transactions courantes (en milliards de FCFA)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Est. 2010	Est. 2011	Prév. 2012	Prév. 2013
Mali													
Exportations FOB dont	531,6	609,9	539,3	515,8	580,7	810,7	745,9	939,1	837,5	1018,1	1119,8	1439,1	1482,4
Coton	83,2	138,2	143,4	181,4	139,7	142,5	94,6	92,4	66,8	82,8	90,9	227,8	165,4
Animaux vivants	44,9	27,3	36,0	22,9	27,8	30,2	37,6	51,8	41,2	35,1	38,6	40,9	43,7
Or	353,8	402,6	316,0	270,6	355,5	587,5	515,2	645,9	635,5	761,8	841,1	1040,9	1110,3
Importations FOB	-538,6	-496,5	-574,4	-577,4	-656,9	-771,5	-884,7	-1223,8	-937,9	-1352,4	-1305,8	-1277,7	-1349,3
Balance commerciale	-7,0	113,4	-35,1	-61,5	-76,3	39,2	-138,9	-284,7	-100,4	-334,4	-186,0	161,4	133,1
Balance des services	-198,1	-151,7	-149,9	-153,6	-165,5	-188,9	-191,7	-255,2	-222,5	-313,7	-312,7	-359,5	-374,6
Balance des revenus	-121,7	-167,4	-96,4	-102,9	-109,2	-134,6	-139,7	-140,0	-216,0	-207,5	-238,7	-228,4	-255,7
Balance des transferts	99,5	101,9	120,6	101,9	120,0	170,0	191,7	203,7	229,7	266,2	218,6	205,5	209,2
Balance des transactions courantes	-227,3	-103,8	-160,8	-216,1	-230,9	-114,3	-278,5	-476,2	-309,2	-589,4	-518,8	-221,0	-288,0
Niger													
Exportations FOB dont	199,7	194,8	204,5	230,7	251,9	265,6	317,9	408,5	470,7	570,1	597,8	759,4	906,7
Uranium	63,0	62,5	65,5	70,1	78,5	79,6	143,1	198,2	195,1	242,3	313,1	338,9	348,4
Pétrole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	90,1	201,0
Animaux vivants	40,3	38,9	29,3	32,4	31,8	46,6	37,8	49,7	60,6	58,1	61,9	68,9	74,0
Oignon	10,8	13,8	13,9	14,6	38,4	42,3	42,1	40,9	40,3	31,8	41,9	43,4	43,4
Importations FOB	-242,8	-258,7	-283,9	-311,5	-405,9	-391,3	-438,4	-604,4	-847,2	-972,8	-1045,8	-1233,0	-1272,1
Balance commerciale	-43,1	-63,9	-79,4	-80,8	-154,0	-125,7	-120,5	-195,9	-376,5	-402,7	-447,9	-473,6	-365,4
Balance des services	-66,3	-70,9	-75,1	-89,2	-101,2	-124,4	-136,4	-210,5	-297,9	-359,2	-379,3	-493,2	-554,5
Balance des revenus	-11,0	-16,9	-15,2	-8,8	-5,0	0,6	-0,2	-8,5	-16,4	-21,8	-24,1	-42,8	-53,6
Balance des transferts	52,7	36,8	42,6	54,8	95,8	85,5	88,8	103,1	71,3	222,0	169,0	214,3	157,5
Balance des transactions courantes	-67,7	-114,9	-127,1	-122,0	-164,3	-164,0	-168,3	-311,7	-619,5	-561,6	-682,3	-795,3	-816,1
Sénégal													
Exportations FOB dont	735,3	743,4	730,6	797,4	832,4	833,5	802,2	987,9	990,1	1071,9	1200,4	1235,7	1292,7
Produits halieutiques	181,1	173,9	164,1	163,3	154,6	150,3	152,7	136,9	155,6	162,3	171,7	180,4	187,7
Produits arachidières	73,2	47,3	25,3	17,4	20,8	29,0	38,5	9,1	20,5	32,9	36,2	40,1	40,1
Phosphate et dérivés	69,9	103,9	74,6	107,0	98,4	42,5	64,3	122,7	411,6	109,0	145,8	531,8	532,3
Importations FOB	-1047,1	-1117,9	-1200,5	-1318,5	-1523,7	-1669,9	-1995,5	-2510,4	-1947,8	-2022,4	-2354,1	-2496,8	-2569,8
Balance commerciale	-311,8	-374,5	-469,9	-521,1	-691,3	-836,4	-1193,3	-1522,5	-957,7	-950,5	-1153,7	-1261,1	-1277,1
Balance des services	-11,4	-12,7	-13,0	-14,8	-16,3	-18,5	-18,1	-54,1	-60,8	-34,6	-60,7	-66,8	-67,6
Balance des revenus	-76,8	-90,6	-79,1	-69,1	-47,2	-33,2	-35,4	-21,4	-80,1	-71,3	-79,7	-73,2	-73,8
Balance des transferts	220,0	257,0	308,3	333,9	397,6	437,5	618,0	754,4	695,6	767,5	774,2	821,6	824,4
Balance des transactions courantes	-180,0	-220,8	-253,7	-271,1	-357,2	-450,6	-628,8	-843,7	-403,0	-288,9	-519,9	-579,6	-594,0
Togo													
Exportations FOB dont	261,9	295,6	347,4	317,5	348,2	329,6	324,4	381,8	426,4	483,5	553,5	626,7	701,0
Coton	45,9	40,7	47,8	41,6	16,0	19,0	12,0	13,6	7,8	8,9	23,6	30,1	35,2
Phosphate	33,0	0,0	26,1	15,9	18,4	21,8	15,0	48,9	42,5	34,0	46,9	68,7	91,4
Ciment	42,6	29,7	34,2	24,9	20,9	18,4	32,3	32,6	29,0	31,5	38,2	42,2	45,9
Importations FOB	-378,3	-401,2	-438,5	-450,8	-618,4	-496,2	-513,8	-585,4	-621,0	-708,4	-827,2	-901,0	-969,7
Balance commerciale	-116,4	-105,6	-91,1	-133,3	-270,2	-166,6	-189,4	-203,6	-194,6	-224,9	-273,7	-274,3	-268,7
Balance des services	-42,6	-40,4	-63,6	-47,2	-53,6	-33,2	-33,3	-34,1	-38,3	-38,5	-47,0	-64,7	-67,4
Balance des revenus	-21,5	-15,0	-13,6	-17,7	-18,2	-19,8	-14,5	-6,8	-9,0	-11,6	-11,4	-14,2	-10,5
Balance des transferts	56,6	63,5	74,2	89,5	99,0	127,4	133,7	145,0	158,5	176,2	171,3	178,0	176,8
Balance des transactions courantes	-123,9	-97,5	-94,1	-108,7	-242,9	-92,2	-103,4	-99,4	-83,4	-98,8	-160,8	-175,2	-169,8
UEMOA													
Exportations FOB dont	5104,8	6041,0	5723,9	6110,4	6672,6	7403,1	7196,7	8312,0	9134,0	10349,0	11089,0	11926,8	12899,8
Importations FOB	-4803,0	-4881,4	-5287,3	-5911,7	-7027,6	-7311,2	-8191,5	-9736,3	-9268,7	-10827,9	-10693,9	-12557,5	-13484,7
Balance commerciale	301,8	1159,6	436,6	198,7	-355,0	91,9	-994,9	-1424,3	-134,7	-478,9	395,1	-630,7	-584,9
Balance des services	-954,3	-1071,0	-1124,1	-1153,4	-1235,9	-1347,6	-1408,6	-1589,2	-1716,6	-1986,5	-2075,5	-2599,8	-2853,5
Balance des revenus	-696,9	-767,7	-629,7	-581,6	-549,1	-579,6	-587,7	-593,9	-787,3	-795,7	-840,1	-860,8	-877,0
Balance des transferts	430,0	359,7	446,6	520,1	706,2	841,4	1225,6	1394,1	1478,9	1564,9	1399,5	1472,7	1496,2
Balance des transactions courantes	-919,4	-319,4	-870,6	-1016,2	-1433,7	-993,8	-1765,6	-2213,3	-1159,7	-1896,2	-1120,9	-2618,5	-2819,3

Source: BCEAO

Tableau 9 : Balance des paiements (en milliards de FCFA)

	2007	2008	2009	2010	Estimations 2011	Prévisions 2012	Prévisions 2013
Bénin							
Exportations FOB	501,7	574,2	578,3	634,8	539,9	546,9	596,6
Importations FOB	767,8	846,2	820,6	879,2	861,0	895,6	931,4
Balance commerciale	-266,0	-272,0	-242,2	-244,5	-321,1	-348,7	-334,8
Balance des services	-95,4	-72,5	-129,9	-68,5	-60,5	-62,1	-59,1
Balance des revenus	-4,2	-5,1	-15,6	-26,5	-14,4	-21,4	-15,2
Balance des transferts	128,7	109,6	81,3	76,8	61,9	82,4	71,9
Balance des transactions courantes	-237,0	-240,0	-306,4	-262,7	-334,1	-349,8	-337,3
Compte de capital et d'opérations financières	363,6	271,9	260,2	341,8	322,5	348,2	347,3
Transfert de capital	78,5	43,3	72,2	72,0	93,6	97,6	84,1
Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Investissements directs étrangers	125,3	77,8	48,7	96,4	100,5	113,3	127,6
Investissements de portefeuille	32,4	9,4	37,6	24,4	30,0	31,8	35,0
Autres investissements	127,5	141,5	101,8	149,1	98,4	105,5	100,6
Erreurs et omissions	14,7	5,0	-2,7	3,9	0,0	0,0	0,0
Solde global	141,4	36,9	-48,9	83,1	-11,6	-1,6	10,0
Burkina							
Exportations FOB	298,6	310,4	425,2	785,2	1129,5	1197,0	1309,8
Importations FOB	585,1	711,7	652,8	854,2	1117,8	1322,1	1386,4
Balance commerciale	-286,6	-401,4	-227,6	-69,0	11,7	-125,2	-76,6
Balance des services	-173,9	-211,6	-192,1	-261,6	-342,3	-404,9	-424,6
Balance des revenus	-1,1	-1,6	-2,6	-3,2	-3,5	-2,9	-3,2
Balance des transferts	193,3	183,3	242,8	244,0	271,5	294,4	311,5
Balance des transactions courantes	-268,4	-431,3	-179,4	-89,9	-62,6	-238,6	-192,9
Compte de capital et d'opérations financières	457,9	396,4	405,6	174,3	104,0	283,7	222,9
Transfert de capital	140,2	85,9	132,9	98,9	121,2	270,6	290,9
Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	0,0	-0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Investissements directs étrangers	164,5	47,5	43,6	18,9	19,7	20,2	35,5
Investissements de portefeuille	3,6	4,1	7,6	15,8	9,4	10,0	11,0
Autres investissements	149,6	259,4	221,4	40,7	-46,3	-17,2	-114,6
Erreurs et omissions	-1,5	1,5	-1,4	1,5	-1,0	0,0	0,0
Solde global	188,1	-33,4	224,7	86,0	40,4	45,0	30,0
Côte d'Ivoire							
Exportations FOB	4154,7	4652,7	5348,4	5722,8	5833,8	6045,3	6516,5
Importations FOB	2925,7	3165,4	3345,9	3941,1	3062,7	4319,3	4885,0
Balance commerciale	1229,0	1487,4	2002,5	1781,7	2771,2	1726,0	1631,5
Balance des services	-743,2	-732,6	-749,7	-881,4	-841,0	-1118,9	-1270,6
Balance des revenus	-387,9	-403,9	-442,5	-452,7	-462,2	-474,4	-460,5
Balance des transferts	-164,5	-148,9	-46,6	-217,6	-303,0	-356,8	-297,4
Balance des transactions courantes	-66,6	201,9	763,7	230,0	1164,9	-224,1	-397,0
Compte de capital et d'opérations financières	262,3	-195,7	-618,1	17,0	-737,6	24,1	407,0
Transfert de capital	43,6	38,9	106,7	583,9	72,9	2762,4	147,7
Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	0,9	1,1	-0,5	-0,3	-0,5	-0,5	-0,5
Investissements directs étrangers	204,5	199,8	182,5	155,6	127,8	231,2	331,8
Investissements de portefeuille	45,9	18,7	-17,9	226,4	-4,3	234,8	94,2
Autres investissements	-32,6	-454,2	-888,9	-948,6	-933,4	-3203,8	-166,2
Erreurs et omissions	16,9	-19,6	-17,5	-12,3	0,0	0,0	0,0
Solde global	212,6	-13,5	128,2	234,7	427,3	-200,0	10,0

Source: BCEAO

ANNEXES STATISTIQUES

Tableau 9 (suite) : Balance des paiements (en milliards de FCFA)

	2007	2008	2009	2010	Estimations 2011	Prévisions 2012	Prévisions 2013
Guinée-Bissau							
Exportations FOB	51,3	57,4	57,4	62,7	114,2	76,8	94,1
Importations FOB	80,5	89,0	95,5	97,3	119,6	111,9	121,0
Balance commerciale	-29,2	-31,6	-38,1	-34,6	-5,4	-35,1	-26,9
Balance des services	-16,7	-18,5	-25,4	-29,0	-31,9	-29,7	-35,0
Balance des revenus	-4,7	-6,6	-5,2	-1,1	-6,0	-3,6	-4,5
Balance des transferts	35,9	43,9	46,3	29,7	36,1	33,4	42,2
Balance des transactions courantes	-14,6	-12,9	-22,4	-35,0	-7,2	-35,0	-24,3
Compte de capital et d'opérations financières	24,3	26,7	40,6	49,3	38,4	24,8	29,3
Transfert de capital	15,4	16,5	33,3	485,6	33,2	17,8	25,3
Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Investissements directs étrangers	9,0	2,7	8,3	13,7	12,1	8,0	8,4
Investissements de portefeuille	0,5	0,3	0,0	0,0	0,5	0,7	0,8
Autres investissements	-0,6	7,3	-1,0	-450,1	-7,4	-1,6	-5,2
Erreurs et omissions	2,4	0,8	-4,5	-2,1	-5,1	0,0	0,0
Solde global	12,1	14,7	13,7	12,2	26,1	-10,2	5,0
Mali							
Exportations FOB	745,9	939,1	837,5	1018,1	1119,8	1439,1	1482,4
Importations FOB	884,7	1223,8	937,9	1352,4	1305,8	1277,7	1349,3
Balance commerciale	-138,9	-284,7	-100,4	-334,4	-186,0	161,4	133,1
Balance des services	-191,7	-255,2	-222,5	-313,7	-312,7	-359,5	-374,6
Balance des revenus	-139,7	-140,0	-216,0	-207,5	-238,7	-228,4	-255,7
Balance des transferts	191,7	203,7	229,7	266,2	218,6	205,5	209,2
Balance des transactions courantes	-278,5	-476,2	-309,2	-589,4	-518,8	-221,0	-288,0
Compte de capital et d'opérations financières	254,9	423,0	595,9	549,8	486,7	180,1	233,0
Transfert de capital	144,9	147,6	181,7	114,1	175,4	70,7	37,5
Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	-0,3	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-0,4
Investissements directs étrangers	31,4	80,5	353,8	197,4	141,7	174,1	187,5
Investissements de portefeuille	-3,7	-7,6	29,1	17,1	6,7	4,5	4,7
Autres investissements	82,7	202,9	31,6	221,7	163,3	-68,8	3,8
Erreurs et omissions	12,9	19,9	-34,7	19,0	0,0	0,0	0,0
Solde global	-10,7	-33,3	252,0	-20,5	-32,1	-40,9	-55,0
Niger							
Exportations FOB	317,9	408,5	470,7	570,1	597,8	759,4	906,7
Importations FOB	438,4	604,4	847,2	972,8	1045,8	1233,0	1272,1
Balance commerciale	-120,5	-195,9	-376,5	-402,7	-447,9	-473,6	-365,4
Balance des services	-136,4	-210,5	-297,9	-359,2	-379,3	-493,2	-554,5
Balance des revenus	-0,2	-8,5	-16,4	-21,8	-24,1	-42,8	-53,6
Balance des transferts	88,8	103,1	71,3	222,0	169,0	214,3	157,5
Balance des transactions courantes	-168,3	-311,7	-619,5	-561,6	-682,3	-795,3	-816,1
Compte de capital et d'opérations financières	245,2	390,1	538,7	664,7	655,0	927,0	846,1
Transfert de capital	101,3	114,9	120,4	97,0	71,7	213,6	236,8
Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	27,4	123,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Investissements directs étrangers	58,0	141,5	345,4	495,3	498,8	401,5	409,5
Investissements de portefeuille	-3,0	-5,5	7,4	9,6	8,2	4,5	3,5
Autres investissements	61,5	15,8	65,5	62,8	76,3	307,4	196,3
Erreurs et omissions	-8,6	-5,7	-7,1	-6,5	0,0	0,0	0,0
Solde global	68,3	72,7	-87,9	96,6	-27,4	131,8	30,0

Source: BCEAO

Tableau 9 (suite et fin) : Balance des paiements (en milliards de FCFA)

	2007	2008	2009	Estimations 2010	Estimations 2011	Prévisions 2012	Prévisions 2013
Sénégal							
Exportations FOB	802,2	987,9	990,1	1071,9	1200,4	1235,7	1292,7
Importations FOB	1995,5	2510,4	1947,8	2022,4	2354,1	2496,8	2569,8
Balance commerciale	-1193,3	-1522,5	-957,7	-950,5	-1153,7	-1261,1	-1277,1
Balance des services	-18,1	-54,1	-60,8	-34,6	-60,7	-66,8	-67,6
Balance des revenus	-35,4	-21,4	-80,1	-71,3	-79,7	-73,2	-73,8
Balance des transferts	618,0	754,4	695,6	767,5	774,2	821,8	824,4
Balance des transactions courantes	-628,8	-843,7	-403,0	-288,9	-519,9	-579,6	-594,0
Compte de capital et d'opérations financières	694,0	751,1	496,8	409,6	462,7	475,6	604,0
Transfert de capital	93,0	105,8	143,5	151,6	120,7	187,0	282,3
Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	64,3	-0,6	-1,0	-2,1	0,0	39,0	9,0
Investissements directs étrangers	130,7	121,5	118,9	130,7	132,7	135,8	139,7
Investissements de portefeuille	28,8	21,1	114,2	104,4	316,2	125,7	263,8
Autres investissements	377,1	503,2	121,2	25,0	-106,9	-11,9	-90,7
Erreurs et omissions	5,6	4,2	2,7	-4,7	0,0	0,0	0,0
Solde global	70,8	-88,4	96,4	116,0	-57,3	-103,9	10,0
Togo							
Exportations FOB	324,4	381,8	426,4	483,5	553,5	626,7	701,0
Importations FOB	513,8	585,4	621,0	708,4	827,2	901,0	969,7
Balance commerciale	-189,4	-203,6	-194,6	-224,9	-273,7	-274,3	-268,7
Balance des services	-33,3	-34,1	-38,3	-38,5	-47,0	-64,7	-67,4
Balance des revenus	-14,5	-6,8	-9,0	-11,6	-11,4	-14,2	-10,5
Balance des transferts	133,7	145,0	158,5	176,2	171,3	178,0	176,8
Balance des transactions courantes	-103,4	-99,4	-83,4	-98,8	-160,8	-175,2	-169,8
Compte de capital et d'opérations financières	96,5	127,7	85,9	130,2	192,5	186,7	179,8
Transfert de capital	35,2	293,7	63,8	687,6	64,3	31,6	31,3
Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Investissements directs étrangers	23,9	17,8	5,2	24,1	30,7	32,3	38,4
Investissements de portefeuille	2,4	11,8	-18,4	-3,8	18,1	19,8	19,6
Autres investissements	35,0	-195,6	33,2	-577,7	79,5	103,3	90,5
Erreurs et omissions	7,4	8,7	2,6	5,0	0,0	0,0	0,0
Solde global	0,5	37,0	5,0	36,4	31,7	11,5	10,0
UEMOA							
Exportations FOB	7196,7	8312,0	9134,0	10349,0	11089,0	11926,8	12899,8
Importations FOB	8191,5	9736,3	9268,7	10827,9	10693,9	12557,5	13484,7
Balance commerciale	-994,9	-1424,3	-134,7	-478,9	395,1	-630,7	-584,9
Balance des services	-1408,6	-1589,2	-1716,6	-1986,5	-2075,5	-2599,8	-2853,5
Balance des revenus	-587,7	-593,9	-787,3	-795,7	-840,1	-860,8	-877,0
Balance des transferts	1225,6	1394,1	1478,9	1564,9	1399,5	1472,7	1496,2
Balance des transactions courantes	-1765,6	-2213,3	-1159,7	-1696,2	-1120,9	-2618,5	-2819,3
Compte de capital et d'opérations financières	2398,8	2191,2	1805,5	2336,8	1524,3	2450,3	2869,3
Transfert de capital	652,1	846,5	854,5	2290,7	753,0	3651,2	1135,9
Acquisitions /cessions d'actifs financiers non produits	92,2	123,1	-1,9	-2,9	-0,9	38,1	8,1
Investissements directs étrangers	747,3	689,1	1106,5	1132,1	1064,0	1116,3	1278,3
Investissements de portefeuille	106,8	52,3	161,6	393,9	384,8	431,6	432,6
Autres investissements	800,3	480,2	-315,1	-1477,1	-676,6	-2787,0	14,4
Erreurs et omissions	49,8	14,8	-62,6	3,8	-6,2	0,0	0,0
Ajustement statistique	42,1	70,9	-191,8	-504,9	-407,7	0,0	0,0
Réévaluation	52,8	27,8	148,4	199,5	213,7	0,0	0,0
Solde global	777,9	91,4	539,8	339,0	203,3	-168,3	50,0

Source: BCEAO

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE DE LA BCEAO
FEVRIER 2013



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int